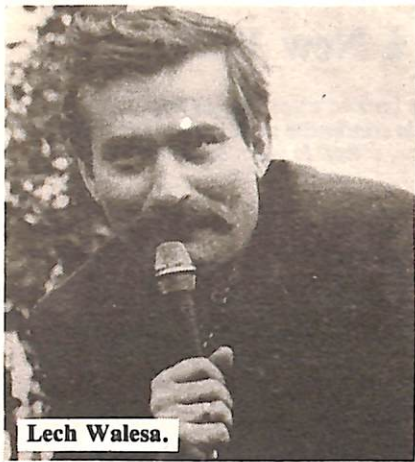


TRIBUNE INTERNATIONALE

N° 10 — décembre 1982 - janvier 1983

LA VÉRITÉ

Prix : 10 francs



Lech Walesa.

APRES LA LIBERATION DE LECH WALESA

Conférence internationale pour la libération de tous les emprisonnés le 12 décembre à Paris

(lire pages 2 et 3)



Les élections au Brésil et le Parti des travailleurs

(lire pages 10, 11, 12 et 13)

DERNIERE MINUTE :

Estimation des derniers résultats connus au 1^{er} décembre 1982, des élections au Brésil :

- PMDB : 44 %
- PDS : 38 %
- PDT : 6 %
- PTB : 5 %
- PT : 4 %

Etat de Sao Paulo - Résultats officiels :

- PMDB : 5 209 952
- PDS : 2 728 732
- PTB : 1 447 328
- PT : 1 144 648
- PDT : 94 995

PMDB : Parti du mouvement démocratique brésilien (« opposition »).
PDS : Parti démocratique et social (gouvernement).
PDT : Parti démocratique travailliste (Leonel Brizola).
PTB : Parti travailliste brésilien (ancien président, Janio Quadros).
PT : Parti des travailleurs (dirigé par Lula).



Le meeting de clôture de la campagne du PT à Sao Paulo, qui a rassemblé 100 000 travailleurs.

La mort de Brejnev

(lire pages 4, 5 et 20)



Léonide Brejnev.



**La majorité ouvrière et populaire
doit se constituer
en unique pouvoir souverain !
République en Espagne !**

(lire page 8)

Reagan en Amérique latine

(lire page 14)



Ronald Reagan.

La bureaucratie et l'Eglise cherchent un accord

LE 11 novembre, un mois après la « délégalisation » de *Solidarité* et la levée en masse de tout un peuple contre cette mesure, le gouvernement Jaruzelski a libéré Lech Walesa, président de *Solidarité*, interné depuis la mise en vigueur de l'état de guerre.

Quelles que soient les manœuvres que le pouvoir de la bureaucratie, haut et isolé, tente et tentera après cette libération, celle-ci constitue un recul du régime et un appel à l'intensification de la lutte pour la libération de tous les emprisonnés.

S'il fallait en croire les médias, au soir du 10 novembre, la formidable résistance révolutionnaire de tout un peuple se serait soudain évanouie. Ces oraisons funèbres intéressées émanaient déjà de toutes parts lorsqu'à nouveau, à Varsovie, le 11 novembre — le jour de la libération de Walesa — 10 000 manifestants tenaient tête aux Zomos.

Il est vrai que ce n'est pas la première fois que l'on enterre la révolution politique en Pologne. Déjà, au lendemain de la proclamation de l'état de guerre, on assurait que c'était la fin du mouvement surgi de la grève générale d'août 1980, la disparition de *Solidarité*. On sait ce qu'il en a été : la réalité qui s'est imposée après le 13 décembre, ce fut la force de la résistance ouvrière : les 1^{er}, 2 et 3 mai, le 31 août et dans les semaines qui ont suivi au lendemain de la délégalisation de *Solidarité* le 8 octobre et depuis, le peuple travailleur de Pologne a répondu. Au bout d'un an de guerre contre le peuple travailleur, la bureaucratie et son pouvoir sont plus isolés que jamais.

La permanence de l'existence de *Solidarité*

On a présenté la déclaration de la direction provisoire de *Solidarité* (la TKK) en date du 27 novembre (que nous reproduisons par ailleurs) comme un simple « acte d'allégeance à Walesa ».

Qui ne voit pourtant qu'il s'agit de bien autre chose ? Ce que la TKK réaffirme, c'est ce qu'elle proclamait déjà le 9 octobre : « *Solidarité* ne peut être dissous que par la volonté de ses membres. » Elle affirme la permanence de l'existence du syndicat et de ses organismes réguliers et précise que les décisions de ceux-ci comme des responsables élus sont déterminées par les buts de l'organisation, avant tout la libération de tous les prisonniers politiques.

Déclaration de la commission provisoire de coordination (TKK) de *Solidarité* :

« Malgré la mise hors la loi de *Solidarité*, Walesa est toujours le président du syndicat choisi par élection démocratique.

Sa libération a ouvert de nouvelles possibilités de trêve avec les autorités. Nous sommes prêts à profiter de cette chance.

Nous déclarons que nous sommes prêts à nous subordonner aux décisions de Lech Walesa. Seul Walesa peut définir les conditions selon lesquelles la TKK pourrait, à sa demande, décider de se dissoudre.

A notre avis, une telle décision ne peut être prise qu'après la libération de toutes les personnes privées de liberté pour des raisons politiques. Le but principal de nos activités reste toujours le rétablissement des libertés syndicales et civiles. »

Au lendemain de la « délégalisation » de *Solidarité*, le ministre de la Défense d'URSS, Ustinov, déclarait : « la république populaire de Pologne, comme membre du pacte de Varsovie, peut avoir la plus grande confiance dans l'aide et l'appui complet de l'URSS ». Sans cette « aide » et cet « appui complet » contre le peuple travailleur de Pologne, le régime illégitime et discrédité de Jaruzelski ne pourrait en effet subsister.

Un échec patent

L'échec de Jaruzelski est patent. Le régime reparle de la nécessité d'une « entente nationale ». Mais le peuple polonais sait ce que les bureaucrates, quant à eux, visent par l'« entente nationale » : la poursuite de la répression contre ceux que l'on qualifie d'« extrémistes » et la liquidation des conquêtes arrachées par les masses travailleuses.



La réalité de cette « entente nationale » est donnée par le fait qu'au moment même où des libérations sont annoncées, l'un des dirigeants de *Solidarité*, Władysław Frasyniuk, est condamné à six ans de prison ; elle est donnée par le fait que l'on est sans nouvelles de certains de ceux que les autorités donnent comme « libérés » ; que, gravement malade, J.-J. Lipski, fondateur du KOR, est en danger de mort ; que, comme le dit la coordination à l'étranger de *Solidarité* : « Lech Walesa n'a pas retrouvé sa liberté et fait l'objet d'une surveillance spéciale. »

Le pouvoir bureaucratique, qui a été incapable de « normaliser » la situation, c'est-à-dire de briser le mouvement des masses et les organisations qu'elles ont constituées, a désespérément besoin d'une caution extérieure à lui-même. La seule force politique qui ait accepté de la lui donner, c'est l'Eglise. Et encore ne peut-elle le faire qu'avec une extrême prudence pour ne pas miner l'influence qu'elle détient.

Glemp rencontre Jaruzelski

Le 7 novembre, Mgr Glemp, le primat de Pologne, qui avait déjà une semaine auparavant condamné

la grève et les manifestations que prépare la direction clandestine de *Solidarité*, déclare que « personne ne peut exiger de l'Eglise qu'elle quitte la voie de la paix ».

Le lendemain 8 novembre, pour la première fois depuis six mois, il rencontre le général Jaruzelski. A l'issue de cette rencontre, une visite du pape en Pologne est annoncée pour juin 1983.

En agissant ainsi, la hiérarchie catholique met tout son poids du côté de l'« ordre ». Elle joue ainsi son rôle contre-révolutionnaire en Pologne comme à l'échelle internationale : la révolution politique en Pologne, menace directe et mortelle contre le pouvoir et les privilèges de la bureaucratie polonaise comme de celle du Kremlin, remet aussi en cause tout l'équilibre mondial indispensable à l'impérialisme.

Sur quel terrain peut se nouer un accord entre l'Eglise et Jaruzelski ? L'acceptation de la légitimité du pouvoir de la bureaucratie par la reconnaissance de la Diète, le prétendu Parlement. La Diète, sur proposition de Jaruzelski, a accepté l'état de guerre. Sur proposition de Jaruzelski, elle pourrait formellement y mettre fin.

Et ce serait dans le cadre de la « loi syndicale » qu'elle a votée (de la « délégalisation » de *Solidarité*) que se situerait la construction de nouveaux « syndicats » dans lesquels l'Eglise aurait une place privilégiée.

« La Diète... s'est privée elle-même de son mandat social »

Mais ce plan, qui témoigne de l'impasse dans laquelle se trouve la bureaucratie, se heurte d'emblée à l'expérience et à la volonté de tout un peuple.

C'est la direction clandestine de *Solidarité* qui disait, au lendemain du vote de la loi syndicale, que « la Diète nommée d'office, celle-là même qui a passé outre à la création du WRON (junte militaire), organisme qui est en contradiction avec la Constitution de la Pologne populaire et qui a entériné le décret illégal du Conseil d'Etat instituant l'état de siège, a osé, contre la volonté de ses électeurs, dissoudre les syndicats qui regroupent 90 % des citoyens majeurs de la Pologne. Elle s'est ainsi privée elle-même de son mandat social. »

Par la grève générale, la classe ouvrière polonaise a reconquis son droit à l'organisation de classe fondamentale qu'est le syndicat. Pour le défendre, contre la bureaucratie qui le décrétait incompatible avec son pouvoir, elle a renoué avec les formes les plus élevées de la lutte prolétarienne, les comités de grève, les conseils ouvriers.

Elle a posé et pose la question de son pouvoir. Face à la Diète « nommée d'office », elle a posé la question des « élections libres », c'est-à-dire de l'expression souveraine et démocratique de la volonté du peuple travailleur de Pologne de défendre la propriété sociale en l'arrachant au contrôle des profiteurs bureaucratiques.

Au moment où se noue une nouvelle phase de la lutte des masses polonaises, c'est cette réalité qui demeure l'axe de toute la situation.

François Forgeu

LIBEREZ TOUS LES EMPRISONNES !

Conférence

Etats-Unis

Un meeting à New York

« Ce pourquoi les travailleurs polonais luttent, c'est pour la République de la Commune. Leur combat se situe dans la continuité de la lutte révolutionnaire des travailleurs parisiens. La Commune, c'était la véritable dictature du prolétariat. »

C'est par cette déclaration que Paul Robson jr., le fils du dirigeant du Parti communiste américain pendant les années 1930, a voulu dégager la signification du combat de la classe ouvrière polonaise lors de l'assemblée publique organisée par le Comité de soutien à *Solidarité* qui a rassemblé 300 personnes à New York, le 22 octobre.

Robson a rappelé que la Commune érigée par les travailleurs parisiens en 1871 était fondée sur les institutions de la démocratie ouvrière avec des dirigeants responsables et révocables. Après la révolution d'Octobre en Russie, a-t-il dit, il y avait aussi la Commune. Les dirigeants bolcheviques avaient dirigé la révolution sous le drapeau de « tout le pouvoir aux soviets » en continuité avec la Commune. « Mais Staline, au nom du socialisme dans un seul pays, a changé tout cela. Tout le pouvoir aux soviets est devenu pas de pouvoir aux soviets. »

« La tâche, pour nous révolutionnaires, a conclu Robson, c'est de sauver ce qu'a été la Commune de Paris et la véritable dictature du prolétariat. L'exemple des travailleurs polonais nous permet de nous saisir de cette continuité et de rejeter le stalinisme qui se présente comme la continuité mais n'a rien à voir avec elle. »



Plusieurs autres orateurs ont pris la parole à cette assemblée : Bernadette Devlin-Mc Aliskey, la militante républicaine irlandaise, Paul Sweezy, un des principaux animateurs du magazine *Monthly Review*, une militante polonaise, dirigeante du mouvement étudiant dans ce pays en 1968 et qui est aujourd'hui professeur à l'Université de Princeton au New-Jersey, Daniel Berrigan, un des figures dominantes du mouvement pacifiste américain, et Tony Mazzochi, ex-président de l'Union des travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'énergie atomique.

Bernadette Devlin a déclaré : « Ceux qui luttent contre la répression en Irlande, en Afrique du Sud et partout dans le monde doivent mettre au premier plan la lutte de solidarité avec le peuple polonais. C'est à nous et non pas aux assassins des travailleurs et des paysans salvadoriens de le faire. » Elle a ajouté : « Il y a certains courants politiques de gauche qui disent : on ne peut pas participer à des événements comme ceux-ci à côté de forces réformistes, de gens qui ne sont pas purs politiquement. A ces courants, je demande : de quel côté êtes-vous ? »

La militante d'origine polonaise a dénoncé ces « nouveaux procès de Moscou » qui frappent en particulier les membres du KOR. Elle a rappelé que le régime de Varsovie a tout fait pour diviser le mouvement des intellectuels et celui des ouvriers. Il est essentiel, a-t-elle souligné, que les travailleurs américains protestent contre ces procès.

De son côté, Tony Mazzochi a dit que *Solidarité* montre la voie aux travailleurs des Etats-Unis. « Reagan verse des larmes de crocodile sur les travailleurs et le peuple polonais. Mais c'est lui qui a dissous PATCO (le syndicat des contrôleurs aériens) et qui vient de déclarer illégale la grève des cheminots. Reagan ne peut pas parler au nom des travailleurs polonais. C'est à nous, travailleurs des Etats-Unis, d'organiser le soutien des travailleurs de Pologne. »

L'assemblée de New York était la première manifestation publique de soutien à *Solidarité* aux Etats-Unis depuis sa délégalisation par la junte militaire de Jaruzelski. Les organisateurs ont annoncé que d'autres manifestations semblables seront organisées.

Au terme de la réunion, ils ont présenté une pétition adressée au gouvernement polonais, que les participants ont tous votée et signée.

La pétition exige notamment : la fin de la suppression de *Solidarité* et des accusations falsifiées, l'arrêt des procès truqués pour trahison contre le KOR, les militants et les conseillers de *Solidarité*. Elle exige la libération immédiate de tous les travailleurs de *Solidarité* illégalement emprisonnés. Elle stipule : la lutte de *Solidarité*, qui ne porte pas seulement sur de meilleures conditions de vie, mais pour des libertés démocratiques inconnues dans le reste du monde, est une inspiration pour les travailleurs, partout.

Les revendications des travailleurs polonais pour des négociations ouvertes, pour la fin de la censure et du secret de l'information, pour le complet accès aux moyens d'information, pour le contrôle ouvrier et la planification démocratique de l'économie et de tous les aspects de la vie et de l'intégrité nationale, ces revendications ont fait jaillir l'espoir des peuples partout à travers le monde. Jamais la Pologne ne pourra résoudre ses problèmes économiques et politiques sans la liberté d'expression totale de ceux qui produisent sa richesse.

Roch Denis

internationale le 12 décembre

LE 12 décembre 1982 se tiendra à Paris la conférence internationale convoquée par le Comité pour la libération de Walesa, de Kuron, de Baluka et de tous les emprisonnés, conférence dont les initiateurs proposent qu'elle aboutisse à la constitution d'une commission internationale d'enquête.

C'est devant l'écho rencontré à l'échelle internationale par la campagne qu'il avait initiée que ce comité, formé par des médecins français retour d'une mission en Pologne, a pris l'initiative de lancer, le 4 octobre, un appel à la tenue d'une conférence.

Depuis, la campagne s'est largement développée dans de très nombreux pays. Les plus récentes informations parvenues du comité permettent d'assurer d'ores et déjà que la conférence internationale sera largement représentative, des délégations de plus de quinze pays, comprenant des personnalités démocratiques, des militants connus pour leur combat pour les libertés à l'Est comme à l'Ouest, des responsables syndicaux, des parlementaires, etc., y participeront.

A l'échelle internationale, l'appel pour la libération de Walesa, de Kuron, de Baluka et de tous les emprisonnés a recueilli 95 000 signatures. La campagne qui s'est menée a été marquée à la fois par son caractère large et par le fait qu'elle a associé nombre de personnalités, de militants responsables, qu'elle a eu un large écho dans le mouvement ouvrier.

Pour donner quelques exemples en Europe : en France, 40 000 signatures ont été rassemblées ; en Allemagne, c'est 15 000 travailleurs et jeunes qui ont signé l'appel du Comité pour la libération de Walesa, Kuron, Baluka et tous les emprisonnés ; en Angleterre, 5 000 signatures, en Italie 8 000, en Espagne 2 000, en Belgique



Walesa.

1 000, en Irlande 1 000, en Suisse 1 200, en Grèce 500, au Portugal plus de 500...

La campagne s'est également largement développée en Amérique latine. Au Brésil, en pleine période électorale, c'est plus de 10 000 signatures qui ont été recueillies, et à Sao Paulo un rassemblement de solidarité avec les travailleurs polonais et leur organisation syndicale *Solidarité* s'est tenu à l'occasion du 10 novembre.

Au Mexique, plus de 500 signatures, un meeting de solidarité s'est tenu à Mexico, à l'appel notamment de dirigeants syndicaux membres de la Coordination du Comité pour la libération de Walesa et de tous les emprisonnés, à l'occasion du 10 novembre.

Au Pérou où plus de 300 signatures ont d'ores et déjà été recueillies, Victor Cuadros, secrétaire général de la Fédération des mineurs, se rendra à la conférence.

Alejandro Alarcon, l'un des dirigeants de la CUT chilienne en exil, sera également présent.

Au Canada, c'est 10 000 travailleurs et jeunes qui ont signé l'appel.

Tribune internationale - La Vérité a, dans ses précédents numéros, donné de nombreux éléments de la campagne.

Nous publions dans ce numéro le compte rendu d'un meeting tenu à New York, l'appel du Parti des travailleurs du Brésil et des informations sur la campagne au Portugal et en Colombie.

En Colombie, parmi les 200 premiers signataires, on trouve des dirigeants d'importance nationale, de nombreux responsables syndicaux, des professeurs d'université, etc. Nous reproduisons l'appel lancé à l'occasion du 10 novembre.

Brésil

« Le pouvoir au Brésil et en Pologne doit être géré par ceux qui créent effectivement la richesse des nations, les travailleurs »

« Nous demandons la solidarité envers la lutte du peuple polonais.

Le peuple polonais a vaincu le nazisme et, après les ravages de la Deuxième Guerre mondiale, il a réussi à se réorganiser et à se développer sur de nouvelles bases en cherchant à balayer de son histoire la faim, la misère et la domination extérieure.

Bien que les travailleurs étaient le moteur de ce processus de transformation sociale, l'éviction graduelle de la direction ouvrière du pouvoir politique a permis le développement d'une bureaucratie gérant l'Etat, qui menace les conquêtes sociales et fait que des problèmes comme l'alimentation, le logement et le chômage restent posés et s'amplifient. Cela a amené les travailleurs à lutter de nouveau et à s'organiser d'une façon indépendante et autonome.

Après les luttes de 1956, 1970 et 1976, la naissance de *Solidarité*, avec les grèves de 1980, démontre la conscience et la volonté des travailleurs polonais à prendre entre leurs mains le destin de la société qu'ils ont construite et qu'ils construisent.

Dix millions de travailleurs affiliés (sur une population de 36 millions), structurés nationalement usine par usine, quartier par quartier, démontrent l'importance et la large base de *Solidarité*. Ses luttes contre les augmentations des produits alimentaires, pour l'organisation de l'économie pour satisfaire les urgentes nécessités du peuple, ont reçu comme réponse de la part des gouvernants la répression, l'affrontement et, enfin, le coup militaire du 13 décembre 1981.

Le coup du général Jaruzelski, éliminant toutes les libertés, arrêtant des milliers de travailleurs, isolant les dirigeants syndicaux, cherchant à détruire *Solidarité*, a eu pour seul but de garantir le pouvoir aux mains de ceux qui jouissent de ses privilèges. L'illégalisation de *Solidarité* en septembre dernier est le dernier en date des actes de violence.

Même isolés, sous la pression de leurs geôliers, Walesa et la direction de *Solidarité* ont montré la voie de la résistance. *Solidarité* a survécu et les manifestations du 1^{er} mai, dans des centaines de villes polonaises, ont montré la soif de liberté des travailleurs polonais.

C'est dans ce cadre que la grève nationale convoquée par *Solidarité* pour ce 10 novembre est un jalon dans l'affirmation du destin de la Pologne.

Pour le Parti des Travailleurs, le pouvoir, au Brésil et en Pologne, doit être géré par ceux qui créent effectivement la richesse des nations, les travailleurs.

C'est pourquoi nous exprimons cette solidarité avec la force morale que nous donnent notre passé et notre présent de lutte dans des conditions difficiles. Avec la force morale de ceux qui ne se sont jamais tus devant les crimes et injustices perpétrés là où les travailleurs cherchent leur libération. Nous ne sommes pas de ceux qui versent des larmes de crocodiles pour les travailleurs polonais tout en exploitant et opprimant les travailleurs dans leur propre pays. Nous n'oublions pas l'action des régimes militaires et capitalistes en Amérique latine, en Afrique du Sud, pas plus que le génocide froidement calculé du peuple palestinien et la faim et la misère qui tuent des millions de victimes dans tout le tiers monde.

Nous sommes prêts à tout faire pour obtenir la libération de tous les prisonniers politiques de Pologne, la liberté et la reconnaissance de *Solidarité* comme représentation des travailleurs polonais, et c'est pour cela qu'aujourd'hui, jour de lutte des Polonais, nous descendons dans la rue en demandant la solidarité des travailleurs brésiliens.

La solidarité n'a pas de frontières.

Vive *Solidarité* !

Liberté pour Walesa et tous les emprisonnés politiques de Pologne !

Vive la libre organisation des travailleurs ! »

Parti des Travailleurs
10 novembre 1982.

Portugal

Parmi les premiers 500 signataires au Portugal : Maria Helena Cardoso, membre du secrétariat de l'enseignement supérieur du Syndicat des professeurs de la Grande Lisbonne (SPGL). Jose Raimundo, ex-militant du PCP, expulsé pour avoir défendu les travailleurs polonais. Antonio Fonseca, président du Syndicat des banques du Sud et des Iles. Barbosa de Oliveira, dirigeante du Syndicat des banques du Sud et des Iles. Daniel Perdigao, ex-militant du PCP, professeur à la FLL, délégué syndical. Carlos Candal, député du Parti socialiste. Jose Niza, député du Parti socialiste. Alfredo Pinto da Silva, député du Parti socialiste. Antonio Janeiro, président du SITESE. Aires Rodrigues, commission nationale du POUS. Claudio Torres, ex-militant du PCP, professeur à la FLL. Edmundo Pedro, commission nationale du Parti socialiste. Ostanho de Menezes, député du Parti socialiste.



Kuron.

Marcelo Curto, député du Parti socialiste. Armando Lopes, député du Parti socialiste. Alberto Antunes, député du Parti socialiste. Jose Luis Nunes député du Parti socialiste. Antonio Esteves, député du Parti socialiste. Henrique Coelho, secrétaire national de l'UGT. Vasco da Gama Fernandes, ex-président de l'Assemblée de la République. Carmelinda Pereira, commission nationale du POUS. Meira Bргуete, président du Syndicat des enregistrements notariaux. Jose Manuel Ambrosio, membre de la commission de travail de la Lisnave. Enrico Ribeiro, Silvino Carias, Pedro Crespo, membres de la commission de travail de Metallo-Fabril, et de nombreux responsables syndicaux, universitaires, médecins, journalistes, etc.

Colombie

Journée de solidarité avec les travailleurs de Pologne

LA situation en Pologne continue à s'aggraver comme l'ont démontré les événements du 31 août. La junte militaire présidée par Jaruzelski et soutenue par l'URSS a décidé de réprimer brutalement les activités de *Solidarité*, tous les syndicats ont été illégaux, Walesa reste emprisonné malgré l'exigence de milliers d'ouvriers polonais, des procès ont été commencés contre de nombreux dirigeants (Kuron, Anna Walentynowicz, J.-J. Lipski, E. Baluka, entre autres).

Ces actions de la junte contre les droits du peuple polonais sont utilisées par Reagan et la réaction à l'échelle mondiale pour frapper toute lutte ouvrière et pour déprécier l'authentique cause socialiste.

C'est en prenant en compte toute cette situation que nous avons pris la détermination de reconstituer le Comité national de soutien au prolétariat polonais, d'appeler à des actions de solidarité le 10 novembre et de préparer la journée nationale du 13 décembre, premier anniversaire de la mise en place de la loi martiale et de l'état d'urgence.

Le Comité national appelle toutes les organisations syndicales, d'étudiants et d'intellectuels, ouvrières et populaires, à adhérer à cette déclaration et à exprimer leur solidarité avec les travailleurs polonais, à exiger la libération de Walesa, Kuron, Baluka et des autres prisonniers, et à exiger la levée de l'état de guerre et le rétablissement de tous les droits démocratiques que réclame le peuple polonais. »

Bogota, le 2 novembre 1982.

Signatures : Gerardo Molina, sénateur de la République et dirigeant national du mouvement « Firmes ». Diego Montana Cuelar, dirigeant national de « Firmes ». Otto Nanez, secrétaire politique du Parti du travail de Colombie (PCT). Camilo Gonzalez Posso, dirigeant national de « Convergence socialiste ». Socorro Ramirez, dirigeant national du Parti socialiste révolutionnaire (PSR). Carlos Bula, ex-conseiller municipal de Bogota. Rafael Ortega, dirigeant national du journal *Adelante*. Abel Rodriguez, président de la Fédération des enseignants « Fecode ». Javier Dario Velez, trésorier de la Fédération nationale des enseignants « Fecode ». Hernando Franco, dirigeant national du Parti du travail de Colombie (PTC). Omar Nanez, dirigeant du Parti du travail de Colombie (PTC).

Plus de 30 responsables syndicaux se sont également associés à cet appel.



Baluka.

En réponse aux actes arbitraires de la junte, les organisations des travailleurs polonais ont appelé à une grève nationale pour le 10 novembre. Le gouvernement polonais, le Kremlin et les forces du pacte de Varsovie ont accru de façon alarmante les menaces et les préparatifs pour une nouvelle escalade répressive. Une telle situation rend impérative en Colombie et à l'échelle internationale l'expression de la solidarité avec le peuple polonais et le rejet des actions du régime de Jaruzelski.

La bureaucratie du Kremlin

L'ensemble de la presse, les « spécialistes » et autres kremlinologues l'ont dit et répété : le trait saillant du règne de Brejnev a été « l'immobilisme ». Incapable de maîtriser le mouvement de la classe ouvrière, la marche à la révolution politique, la bureaucratie du Kremlin n'avait d'autre recours, pour contenir ses propres contradictions, que « l'immobilisme ». Celui-ci tenait lieu de ciment nécessaire au maintien de la « stabilité » de la bureaucratie.

C'est pourquoi la bureaucratie a cherché à maintenir en vie et en place ce mort-vivant qu'était Brejnev. Par là, la bureaucratie du Kremlin cherchait à préserver au maximum les rapports établis entre ses différentes fractions. Elle a voulu ainsi reculer jusqu'à l'ultime limite l'ouverture d'une crise, confrontée qu'elle est au développement du mouvement des masses en Pologne, dans l'ensemble des pays de l'Est et en URSS.

L'immobilisme de Brejnev

L'EXPERIENCE de la disparition de Staline a confirmé que toute brèche dans son système de domination imposée par la contrainte ouvrait aux masses une possibilité de s'y engouffrer pour poser leurs revendications et donc mettre radicalement en cause son pouvoir usurpateur.

Son incapacité à régler les problèmes et à assurer « normalement » le maintien de son monolithisme nourrit ainsi la tendance à la résurgence d'un Bonaparte, capable d'assurer d'une poigne de fer l'unité forcée des rangs de la bureaucratie.

C'est le rôle qu'a désespérément tenté de jouer Brejnev. Sa mort va être facteur de libération de toutes ces contradictions, qui vont avoir tendance à passer à un stade supérieur, à l'exprimer avec une énorme puissance.

La situation est, de ce point de vue, différente de celle qui prévalait à la mort de Staline. L'URSS à la veille de la mort de Staline, c'est un prolétariat se remettant à peine de la saignée de la guerre. Les contradictions existaient, mais elles n'avaient pas encore explosé. Staline les comprimait à la manière de 1930 : répression et terreur.

La mort de Staline cristallise les éléments de la crise souterraine qui couvait sous un équilibre apparent. Par les failles ouvertes, la révolution politique s'est frayé son chemin : dès juin 1953, c'est le soulèvement de Berlin-Est, bientôt suivi en URSS du déclenchement de la grève dans les camps, puis, en 1956, c'est la Pologne et la Hongrie.

La différence fondamentale de la situation en URSS aujourd'hui réside précisément en ce que ces processus se sont développés, ont franchi des étapes pour surgir avec la force que l'on sait dans la révolution polonaise. Et précisément, la mort de Brejnev survient dans cette situation, où le développement des contradictions internes à la bureaucratie ne pourra que s'amplifier.

Le règlement des problèmes posés à la bureaucratie

C'est dans ce cadre que nous devons apprécier à quoi doit faire face Andropov, la bureaucratie du Kremlin aujourd'hui.

Pour la première fois depuis l'émergence de la révolution politique, la bureaucratie du Kremlin se trouve confrontée à un mouvement qu'elle n'arrive pas à maîtriser.



Léonide Brejnev.

Aujourd'hui, alors qu'Andropov, comme Brejnev, doit chercher par tous les moyens à briser la vague de la révolution polonaise, une solution du type Tchécoslovaquie en 1968 est rendue beaucoup plus difficile par les relations entre les classes à l'échelle mondiale, les contradictions économiques et sociales dans tous les pays de l'Est et en URSS, et la crise de la bureaucratie et de son appareil international.

La phrase d'un « dirigeant du PCUS » citée par l'AFP exprime l'angoisse de la bureaucratie : « *Le temps des grands sacrifices est loin. Le peuple acceptera de moins en moins les privations et nous ne voulons pas qu'une situation polonaise se crée chez nous.* »

La « situation polonaise », c'est-à-dire la perspective de l'affrontement avec le prolétariat, est une donnée insurmontable de la crise de la bureaucratie. Mais la situation polonaise, ce n'est pas une simple perspective, c'est la révolution politique en action à 1 000 km de Moscou.

La révolution polonaise concentre des questions et problèmes communs à l'ensemble des pays de l'Est de l'Europe et qui s'expriment dans l'ensemble de ces pays — y compris en URSS — sous des formes qui leur sont propres, préparant et annonçant le surgissement des masses. Dans le même temps, la poursuite des développements en Pologne contribue à approfondir la crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil.

En ce sens, le fait que surgisse pour la bureaucratie l'ensemble de ces questions à l'occasion de la mort de Brejnev, et alors qu'elle n'a pas pu défaire à ce jour les masses polonaises, ouvre une période de périls graves pour la bureaucratie qui doit opérer des choix, et cela dans une situation où ses moyens sont affaiblis.

La puissance du prolétariat soviétique

En relation avec ces développements, la différence fondamentale de la situation en URSS aujourd'hui réside précisément dans l'extraordinaire renforcement du prolétariat soviétique. C'est ainsi que si on analyse les données chiffrées pour la seule classe ouvrière (sans compter techniciens, employés, etc.), elle représente 48 % de la population active en 1959 et 61 % en 1976.

Cette progression quantitative n'a pu s'opérer qu'à partir des relations politiques établies. C'est la résistance — même passive — de la classe ouvrière soviétique qui a interdit la mise en œuvre d'une politique par la bureaucratie, qui pouvait, si elle avait été poussée jusqu'au bout, aboutir à la dislocation de la planification, donc à la liquidation sociale de millions d'ouvriers.

Ce renforcement du prolétariat soviétique est donc le produit de la combinaison des développements politiques et du développement de la force productive essentielle, le prolétariat.

Ce renforcement s'est traduit par une modification des liens des masses avec la bureaucratie. Cela s'est traduit par la résistance passive de la classe ouvrière (à l'augmentation de la productivité du travail, par exemple) jusqu'à des explosions ou des grèves. Cette crainte du mouvement des masses en URSS amène la bureaucratie à éviter l'affrontement en faisant un certain nombre de concessions et en organisant une répression sélective.

La marche à la révolution politique en Europe de l'Est (notamment

polonaise) en URSS s'est traduite par une nouvelle impulsion donnée aux aspirations nationales des peuples dominés par la bureaucratie.

Question clé quand on sait que selon les chiffres officiels, la population russe ne représente que 53 % de l'ensemble de la population de l'URSS.

Ainsi, l'aggravation de sa crise a amené la bureaucratie à renforcer sa politique de russification, à comprimer violemment les tensions qui s'expriment sur le terrain des aspirations nationales, donc à les réprimer massivement. La bureaucratie comprenant parfaitement que c'est dans ces républiques que se nouent les deux bouts de la révolution politique en URSS : la lutte de classe du prolétariat contre la caste bureaucratique et la lutte contre elle des nationalités opprimées pour leur émancipation.

Incapable de maîtriser le développement économique de l'URSS. Les contradictions sont de même nature fondamentalement que celles qui ont toujours ravagé l'économie planifiée sous la gestion de la bureaucratie.

Bas rendements dans l'industrie et l'agriculture et extension de la bureaucratie

Le bas rendement en général de l'industrie et de l'agriculture, en comparaison avec la productivité du travail dans les pays capitalistes.

La mauvaise qualité générale de la production, les distorsions et les ruptures entre les différents secteurs et branches de la production, et notamment entre l'industrie et l'agriculture.



Une récolte de coton en URSS.

L'incurie et le gaspillage de la bureaucratie entraînent cette année un recul absolu du volume de la production dans l'agriculture.

après la mort de Brejnev

Dans l'industrie, la croissance annuelle de la production (officiellement de 3,4 %) continue d'exprimer un long déclin depuis les années 50 (en 1970, 5 à 6 %). D'ores et déjà, pour tenir ce plan, l'accroissement requis d'investissement aurait dû se situer à 4,5 % (or, le taux de croissance des investissements sera de 2,5 %). Sur cette base, le rythme prévu risque de ne permettre qu'une croissance à peine supérieure à 2 % au lieu des 3,8 % prévus par le XI^e Plan.

Dans l'agriculture, un recul absolu est enregistré. L'URSS se trouve ramenée au niveau de 1976. De plus, aucune donnée n'a été fournie pour les céréales. Selon les experts occidentaux, la récolte se situerait aux alentours de 170 millions de tonnes (équivalant de la mauvaise récolte de 1972 qui avait déclenché la première vague d'achat aux USA). Désormais, pour réaliser ses objectifs, c'est 256 millions de tonnes que l'URSS devrait produire !

Le caractère artificiel des prix, l'incurie et le gaspillage bureaucratiques. La résistance passive des travailleurs. La proportion énorme du revenu national que l'armement engloutit.

La masse énorme des bureaucrates qui englobent la meilleure part du revenu national sont des facteurs d'un développement contradictoire.

Le développement contradictoire se matérialise dans l'extension de la couche privilégiée qui écume le surproduit social et, au sein de cette nouvelle aristocratie, les différenciations sociales qui s'opèrent : le PCUS compte 17 millions d'adhérents. En 1981, les membres des comités de ville, de région, de district, représentent une population de 398 000 personnes.

En 1981, sur ces 398 000 personnes, seulement 31 400 sont membres des comités de province, territoire, république, véritable armature centrale du PCUS et de l'Etat.

Si on ajoute aux 398 000 responsables régionaux du parti les 300 000 directeurs d'usines, et de sovkhoses, kholkozes (75 000) ; les directeurs de recherche scientifique (150 000), on estime cette population à 8 à 900 000 personnes (soit avec leurs familles 3,5 millions de personnes environ, 1,5 % de la population totale de l'URSS).

Ce développement monstrueux de la bureaucratie accroît encore l'antagonisme avec les masses, et rend plus difficile encore de maîtriser ces développements.

Ainsi que Trotsky l'explique, la croissance de l'économie, la diversification de la production rendent de plus en plus anachronique et déficiente la planification bureaucratique et requièrent de plus en plus la participation active des producteurs, qui sont également les consommateurs, à l'élaboration et à l'application du plan. Mais ce n'est possible qu'autant qu'ils détiennent le pouvoir politique.

La caste parasitaire cherche à défendre et à étendre ses privilèges. La source de ces privilèges, c'est le monopole du pouvoir politique qu'elle détient.

« L'ordre mondial »

Cette crainte de l'ouverture de la crise en URSS est entièrement par-



Pologne : 30 000 travailleurs aux obsèques de l'ouvrier tué en octobre 1982 par la milice de Jaruzelski aux aciéries de Nowa Huta.

tagée par l'impérialisme. Dès l'annonce de la nomination d'Andropov, R. Reagan s'est félicité de « cette transition rapide dans l'intérêt de l'ordre », exprimant par là l'inquiétude des cercles dirigeants impérialistes concernant « l'ordre », qui n'est rien d'autre que la volonté de voir assurer la pérennité de l'ordre contre-révolutionnaire établi après la Deuxième Guerre mondiale à Yalta, Potsdam et Téhéran entre Staline et Roosevelt...

Cette nouvelle « Sainte-Alliance » contre la révolution prolétarienne impliquait et implique toujours que l'impérialisme et la bureaucratie disposent des moyens nécessaires pour contenir le mouvement des masses.

Depuis une dizaine d'années, la bureaucratie du Kremlin s'est, sur un plan bien déterminé, de plus en plus alignée sur ce qu'entend obtenir d'elle l'impérialisme, comme l'a dernièrement démontré l'assistance qu'elle a apportée au plan impérialiste au Moyen-Orient.

C'est également en ce sens qu'il faut saisir l'intervention en Afghanistan en relation avec la révolution iranienne et son impact dans la région se combinant à la résistance des peuples opprimés au Sud de l'URSS.

C'est pourquoi, produit de l'approfondissement de la lutte des classes à l'échelle internationale, la crise de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites et de l'appareil stalinien international n'a jamais été aussi profonde.

Alors que cet appareil est entièrement dressé pour la défense de l'« ordre » cher à Reagan, le développement de la lutte des classes le frappe de plein fouet, ainsi que viennent de l'exprimer les résultats électoraux en France et en Espagne, en relation également avec les répercussions de la révolution polonaise.

Dans ces conditions, l'impérialisme est conscient de la fragilité des bureaucraties en place, et, ainsi que l'a démontré la révolution polonaise, il est peu soucieux de favoriser leur chute, au moins aussi longtemps que les rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale mettent au centre de la situation, comme trait dominant, l'imminence de la révolution mondiale.

« Favorable à des accommodements avec l'Ouest »

Pour l'impérialisme, comme pour la bureaucratie, le principe de la coopération contre-révolutionnaire est acquis. C'est la forme pratique de cette coopération, qui implique des règlements plus ou moins favorables selon les partenaires, qui est en discussion.

Et c'est ce que l'impérialisme, à l'occasion de la nomination d'Andropov, va chercher à assurer dans le sens le plus favorable pour lui.

L'« immobilisme » sous Brejnev avait — malgré les très importantes concessions faites — constitué un obstacle certain à aller plus loin dans ce sens. A l'occasion de la disparition de Brejnev, l'impérialisme pèse pour obtenir de la bureaucratie du Kremlin des engagements plus précis sur cette voie.

C'est dans ce cadre que nous devons apprécier les différentes mesures annoncées par Reagan. Reagan, à l'occasion de la nomination d'Andropov, annonce la levée de l'embargo sur le gazoduc pour, quelques jours plus tard, annoncer des mesures d'accentuation de la course aux armements. Il n'y a là aucune contradiction.

Un équilibre précaire

Il est inéluctable que s'affirment et que s'amplifient, Andropov à peine élu, les contradictions jusque-là maintenues, comme à l'occasion de la mort de Staline, mais dans des conditions politiques différentes.

Or, l'insistance d'Andropov à assurer qu'il agit en continuité avec les orientations mises en œuvre par Brejnev vise à chercher à maintenir au sein de la bureaucratie, mais également vis-à-vis de l'impérialisme, cet équilibre précaire.

Par la combinaison d'une politique d'assistance (crédits, machines...) et d'une course aux armements faisant peser sur l'économie de l'URSS un fardeau intolérable, imposant à la bureaucratie de se tourner plus encore vers l'impérialisme pour bénéficier de ses crédits, l'impérialisme cherche à pousser Andropov à s'engager « après dix-huit années d'immobilisme » dans une « politique de réforme économique » sapant les bases de la propriété étatique des moyens de production, ouvrant ainsi à l'impérialisme de nouveaux marchés, véritables bouffées d'oxygène dans une situation de crise généralisée.

C'est ainsi qu'il faut comprendre toute la campagne orchestrée par les « kremenologues », selon laquelle Andropov serait un « libéral », partisan de profondes réformes économiques.

C'est en ce sens qu'un récent rapport des services de la recherche US spéculait au sujet des intentions d'Andropov : « Ses discours en faveur de la coexistence pacifique le font apparaître comme favorable à des accommodements avec l'Ouest. »

Il nous faut bien comprendre ce que représente l'ensemble de ces contradictions comme force explosive contre la bureaucratie.

Mais « l'immobilisme » ne peut se poursuivre indéfiniment. Des décisions doivent être prises, tant en ce qui concerne la situation intérieure qu'en ce qui concerne la politique internationale. Mais toutes les décisions importantes menacent de rompre l'équilibre.

A l'évidence, la rapidité de la nomination d'Andropov n'arrive plus à masquer qu'elle n'a réussi à régler aucun des problèmes auxquels la bureaucratie est confrontée. Pour tenter de conjurer les périls mortels pour la domination bureaucratique, Andropov n'a d'autre voie, pour l'instant, que d'affirmer maintenir le même cap que Brejnev, que de jouer la carte de la continuité.

C'est la crainte du mouvement des masses qui impose à la bureaucratie de tenter de maintenir cet équilibre ; incapable de rétablir à son avantage les rapports de forces avec la classe ouvrière, la bureaucratie du Kremlin, qu'étreint la peur de la révolution politique en Pologne et ses répercussions en URSS, n'a d'autre recours que de resserrer la coopération avec l'impérialisme US contre les masses, dans les conditions qui ne sont pas encore dégagées et vont nourrir les rivalités des fractions au sein de la bureaucratie.

De ce point de vue, la période d'instabilité qui s'ouvre au sommet de la bureaucratie — en relation avec ce qui se passe en Pologne — va nourrir le mouvement des masses et des peuples d'URSS.

Plus que jamais, l'élément déterminant de tous ces processus se concentre dans la poursuite du développement de la révolution politique en Pologne, élément dominant de la lutte des classes en Europe et dans le monde, se confrontant à la bureaucratie stalinienne du Kremlin.

L. Gauthier

Cortès souveraines ! République en Espagne !

Après la victoire ouvrière et des masses du 28 octobre, pleins pouvoirs pour des Cortès où siège une majorité de députés du PSOE, PCE, Herri Batasuna et Euskadiko Eskerra. Pour en finir avec le putschisme, l'oppression nationale et les institutions du franquisme : République !

Les élections aux Cortès de la monarchie sont devenues un authentique plébiscite contre le franquisme et le putschisme. C'est seulement ainsi qu'on peut comprendre l'indice élevé de participation, de l'ordre de 80 %, et le résultat lui-même favorable à la classe ouvrière et aux peuples opprimés.

Dans ces élections, la classe ouvrière s'est confrontée à la lutte pour le pouvoir, pour en finir avec le pouvoir de fait de la monarchie franquiste et de ses institutions, à travers ses organisations, en particulier le PSOE, parti traditionnel de la classe ouvrière espagnole, indépendamment de la politique des dirigeants de celui-ci. Le 28 octobre, aux côtés du parti de la monarchie, l'appareil stalinien dirigé par Santiago Carrillo s'est effondré.

Il est nécessaire de nourrir l'Internationale et ses sections à partir de l'examen le plus complet du développement des événements en Espagne. Les tâches nationales des sections de la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » ne peuvent être comprises et menées à bien comme aspect de la reconstruction de la IV^e Internationale.

En un peu plus d'un mois...

Le personnel issu directement de la décomposition du régime a été incapable de rester au gouvernement. La quasi-disparition de l'Union du centre démocratique, le parti de la monarchie et de la réforme, en témoigne. Le président du gouvernement Calvo Sotelo et l'immense majorité de ses ministres n'ont pas obtenu l'investiture de député, et, passant de 168 sièges aux élections de 1979 à 12 en 1982, ils ont perdu 7 millions de voix.

Le résultat obtenu dans les deux circonscriptions les plus importantes de l'Etat : Barcelone et Madrid, est catastrophique. A Barcelone, il totalise 1,5 % des voix et 3 % à Madrid.

Cinq ans après les premières élections aux Cortès de la monarchie, une écrasante majorité de 60 % s'est constituée, mandatant ceux qui parlent au nom du peuple travailleur pour qu'ils gouvernent à son bénéfice, en mettant un terme au franquisme. Les héritiers de Franco, l'odieuse minorité de personnages liés à l'Eglise, à l'Opus Dei, à la monarchie, à la banque et aux grandes entreprises, ont perdu le contrôle direct du gouvernement.

Le 31 août dernier, le roi franquiste dissolvait les deuxièmes Cortès et convoquait des élections anticipées. Les appareils bourgeois au sein de la classe ouvrière se lancent à la liquidation de toute expression indépendante du mouvement ouvrier et populaire, en essayant d'éliminer la classe ouvrière de la scène politique. Toutes les mobilisations ont été boycottées au nom de la paix électorale.

Toute la campagne électorale a été soumise en permanence à une menace pro-putschiste. Au début de la campagne électorale, trois chefs militaires ont été arrêtés parce qu'on les soupçonnait de conspirer à la préparation d'un « coup d'Etat militaire » qui devait avoir lieu le 27 octobre, la veille du vote.

Des dizaines de chefs militaires ont été transférés pour le même motif. Une candidature dirigée par celui qui avait pris les Cortès d'assaut le 23 février, le lieutenant colonel Tejero, a été légalisée par le ministre de l'Intérieur.

Les antécédents du 28 octobre

Il y a un fil conducteur de la situation politique, de la crise irréversible de l'Etat franquiste en décomposition, c'est celui qui unit l'échec du coup d'Etat militaire du 23 février aux résultats politiques électoraux du 28 octobre.

En février, pour sauver la monarchie, les généraux franquistes Armada et Milans del Bosch ont tenté de désarticuler tous les partis et syndicats ouvriers. Leur échec est devenu le détonateur de la situation politique, de la tendance à la bipolarisation et à l'affrontement classe contre classe.

Combate socialista — organe du comité central du Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI) — commençait son éditorial du 4 septembre par ces mots : « L'annonce d'élections anticipées ne nous surprend pas. La crise économique et sociale, la crise de domination de la bourgeoisie touchent à leur comble avec le départ de Suarez et des siens de l'UCD de Lavilla et Calvo Sotelo. »

La bourgeoisie, politiquement divisée, sans partis dignes de ce nom, recourt aux élections en s'appuyant sur le gaspillage financier facile dont jouissent ses groupuscules. La forte chute de la bourse, l'accélération de la fuite de capitaux, et toutes les provocations patronales seront les signes infaillibles de leur peur de perdre le contrôle direct des Cortès et du gouvernement. »

La résistance ouvrière et des masses aux plans des patrons et du gouvernement prenait la forme de la grève générale contenue par la poli-

tique de division des appareils réformiste et stalinien.

Afin de faire obstacle au mouvement politique des masses dirigé objectivement contre la monarchie, les dirigeants du PCE et du PSOE ont élaboré, en soutien au gouvernement issu de la tentative avortée de coup d'Etat militaire, une série de pactes connus par leurs sigles : ANE (accord national de l'emploi), pacte social, LOAPA (loi organique d'harmonisation du processus d'autonomie), pacte d'Etat contre les droits nationaux imposé par le sommet de généraux franquistes au PSOE et à l'UCD comme condition à leur « neutralité » politique, ainsi qu'une loi contre le droit aux études appelée LAU (loi d'autonomie universitaire).

D'importantes mobilisations ont eu lieu contre le gouvernement de la monarchie, en particulier celle d'un demi-million de personnes contre l'entrée dans l'OTAN, à Madrid. Le gouvernement Calvo Sotelo était un cadavre que les dirigeants du PSOE et du PCE ne pouvaient pas réanimer.

Tout cela nous permet de comprendre comment la monarchie en recul convoque des élections afin de placer son pouvoir au-dessus de la volonté des masses. Mais la majorité ouvrière et populaire s'est imposée en Andalousie et veut étendre son action. Tout l'édifice de l'Etat connaît une terrible secousse politique. D'avril à septembre, une impasse profonde surgit devant le gouvernement, les institutions franquistes de la « vie politique officielle », impasse que les travailleurs et les peuples opprimés ont su bien utiliser.

Ce qu'a fait le POSI et comment il l'a fait dans cette situation

Réunissant 7 000 prises de position pour l'unité PSOE-PCE pour chasser le gouvernement, à travers une lettre ouverte à Felipe Gonzales et Santiago Carrillo, le POSI avait aidé à s'exprimer le mouvement qui cherchait les moyens d'imposer l'unité.

Le 6 septembre, le comité central du POSI tenait une réunion extraordinaire et décidait de présenter ses propres candidatures à ces élections : « Le POSI appelle à participer aux prochaines élections en se centralisant au travers des grèves et des mobilisations. Il appelle à former des candidatures d'ouvriers, de jeunes, de paysans, de femmes pour la victoire ouvrière du 28 octobre avec un programme d'action électoral d'unité et d'indépendance de classe. »

La déclaration du comité central intitulée « Comme en Andalousie, c'est l'heure de balayer l'UCD et de porter le PSOE au gouvernement », a pour fin immédiate de présenter des candidatures dirigées par les trotskystes, associant des militants ouvriers et jeunes.

C'est ainsi que se sont formées les 30 candidatures d'ouvriers socialistes internationalistes officiellement présentées sous le sigle Ligue com-

muniste, organisation intégrée au POSI depuis deux ans et qui est légalisée. Jusqu'à présent le ministère de l'Intérieur se refuse à inscrire le POSI sur le registre des partis politiques, malgré la prise de position favorable du procureur du tribunal suprême.

Le comité exécutif du POSI s'est adressé préalablement à la LCR et au PST — organisations qui se réclament de la IV^e Internationale en Espagne — dans ce sens : « Nous affirmons que, comme en Andalousie le 23 mai, l'orientation du mouvement politique des masses va vers la défaite de toutes les formations bourgeoises et pour en finir avec la continuité, en ouvrant une nouvelle voie. »

La crise du PCE et des formations centristes et nationalistes va rendre plus difficile le regroupement de l'avant-garde comme cela est arrivé en 1977 et 1979 derrière ces formations.

La classe ouvrière, la jeunesse cherchent à gagner. Pour cela elles vont utiliser principalement le vote PSOE, mais elles cherchent aussi à intervenir, elles sont prêtes à présenter des candidatures pour une politique de front unique ouvrier. Nous, les organisations qui nous réclamons du trotskysme dans l'Etat espagnol, nous pouvons prendre l'initiative de créer ce cadre au service des aspirations révolutionnaires des masses et de la construction du parti révolutionnaire dont nous nous réclamons. »

La LCR et le PST se sont refusés à engager cette bataille unitaire. De même que, des mois auparavant, ils se sont refusés à impulser avec le POSI la campagne d'unité PSOE-PCE par une lettre adressée à Felipe Gonzalez et Santiago Carrillo.

Les candidatures d'ouvriers socialistes internationalistes se sont regroupées sur les mots d'ordre suivants :

Imposer la victoire ouvrière contre l'UCD le 28 octobre, unité PSOE-PCE pour les revendications ouvrières, pour le plein exercice des droits démocratiques et des peuples, majorité de députés ouvriers aux Cortès, gouvernement PSOE sans franquistes ni bourgeois, soutien des organisations ouvrières à la lutte des peuples polonais, palestinien et centro-américain.

De cette manière, le POSI a disposé ses forces pour le combat unitaire pour les intérêts et buts immédiats de la classe ouvrière face au 28 octobre, mais dans ce mouvement, il a défendu et représenté l'avenir : « Nous, qui sommes pour la République, nous voulons des Cortès avec les pleins pouvoirs, souveraines, pour qu'en soit issu un gouvernement dont nous puissions exiger la satisfaction des revendications. Un gouvernement appuyé sur la mobilisation ouvrière et populaire, qui rompe avec l'héritage franquiste, le pouvoir de la banque et des grands patrons. » (Manifeste d'action électoral). Et cela a été le centre des interventions dans les meetings à la radio et à la télévision.

Les prévisions du III^e Congrès du POSI et la situation politique du 28 octobre

Le III^e Congrès du POSI qui s'est tenu les 30 avril, 1^{er} et 2 mai, a développé une large et profonde discussion sur la situation politique en Espagne et sur les tâches de construction du parti révolutionnaire. Dans le rapport « Le moment de la situation et les tâches », il est écrit : « Jeter à bas l'Etat de la monarchie franquiste est une nécessité objective du mouvement des masses. C'est pourquoi le POSI combat sur la ligne stratégique dont les mots d'ordre centraux sont : A bas la monarchie ! République ! Constituante souveraine dans la voie du gouvernement ouvrier et paysan et de la dictature du prolétariat ! »

En application de cette ligne le POSI intervient de façon organisée dans la lutte des classes pour regrouper et se regrouper autour de la tendance de la classe ouvrière et de la jeunesse à en finir avec la division, sur les mots d'ordre et les objectifs qui répondent à l'expérience et aux aspirations immédiates des masses. Gouvernement PSOE ! Unité PSOE-PCE ! Grève générale !

A partir du mois de mai, le mouvement pour la grève générale en Asturies, en Andalousie, à Getafe, Hernani, Ripollet, La Laguna, Fregenal, s'est combiné à la débâcle en masse des députés et sénateurs du parti de la monarchie. Le 23 mai, en Andalousie, les masses ont exprimé leur volonté et les formes précises de cette configuration ont supposé des modifications des rapports entre les classes et au sein de chaque classe.

Les masses populaires voulant résoudre les problèmes posés par la menace putschiste, constante de la situation politique depuis le 23 février, qui n'a pu se maintenir durant toute une année que grâce à l'appui de la politique d'« unité nationale » qu'ont nourrie les dirigeants du PCE et du PSOE pour contenir la mobilisation dans les limites de la monarchie et de son Etat, se sont vues dans la nécessité de concentrer leur mouvement dans le vote pour la majorité absolue au PSOE.

L'énorme crise politique du PCE a modifié de façon brutale ses rapports avec les masses, perdant tout lien avec la jeunesse, avec les secteurs de la petite-bourgeoisie où il avait été très influent, et mettant en crise ses regroupements dans les entreprises en faisant passer la politique des licenciements, de la perte du pouvoir d'achat des salariés.

Mais ce n'est pas seulement cela qui a déterminé son désastre politique et électoral en Andalousie où sa perte de 300 000 voix préparait son échec aux élections générales anticipées. Pour comprendre le mouvement de la classe, il faut saisir pourquoi le mouvement des masses a choisi le PSOE comme instrument

électoral de ses coups contre la bourgeoisie et son gouvernement, et non pas le PCE, bien que la politique du PSOE était et est toujours une politique de défense de la monarchie.

Il est certain que l'appareil réformiste tout comme l'appareil stalinien sont des appareils contre-révolutionnaires étrangers à la classe ouvrière, mais au moment politique actuel ils n'occupent pas globalement la même place dans la défense de la monarchie, comme ils ne l'ont pas occupée non plus dans les dernières années.

Le fait que l'appareil du PCE ait été celui qui s'est opposé à toutes les luttes des masses et libertés démocratiques et nationales a laissé à l'appareil du PSOE une certaine marge de manœuvre, très limitée par ailleurs. Ce qui les distingue, et de là, leur utilisation différente par les masses, est le fait, le problème du gouvernement.

Le PSOE, tout en soutenant par sa politique le gouvernement de

gouvernement qui ne fût pas res-senti et voulu par les masses.

La campagne électorale est un reflet particulier de la situation qui voit le PCE perdre plus de la moitié de ses voix. Les masses voulaient chasser les franquistes du gouvernement et porter le PSOE au gouvernement. Nous avons combattu et fait l'expérience du combat avec elles. L'effondrement politique et électoral de l'UCD et du PCE n'est pas un hasard, la montée relative et conjoncturelle du PSOE non plus.

Dans la continuité de son combat pour le front unique pour balayer le gouvernement de la monarchie, le comité central du POSI, élargi aux militants candidats sur les listes impulsées par le POSI, qui s'est tenu le 16 octobre, a décidé de joindre son vote à celui de la majorité ouvrière et populaire qui, contre les franquistes, vote PSOE fondamentalement, pour les organisations nationalistes petites-bourgeoises et pour le PCE, c'est pourquoi il a retiré ses 30 candidatures.

ses organisations a amené aux yeux des masses à transformer les dirigeants stalinien « combattants anti-franquistes pleins d'abnégation ayant subi des années de répression et de prison » en « pires ennemis des revendications et aspirations des travailleurs et des peuples ». La classe ouvrière a fait son expérience de l'appareil stalinien et maintenant un bon secteur d'avant-garde va pouvoir se libérer de la dictature bureaucratique stalinienne.

Leur dernière bataille politique électorale a été définie par le combat le plus acharné contre la victoire ouvrière à travers le PSOE en défense de l'UCD.

En six années de défense — en première ligne — du franquisme couronné, le PCE a perdu le contrôle sur la majorité des cadres ouvriers et jeunes, a perdu son autorité politique et a gagné le mépris de la majorité.

L'appareil du PCE a combattu pour la liquidation du mouvement ouvrier en sabotant sa lutte et en provoquant la division et l'affronte-

La victoire ouvrière du 28 octobre ouvre une nouvelle situation politique

Sur le terrain direct de la lutte des classes, les masses ont exprimé dans leur combat les aspirations qu'elles ont placées dans le vote massif pour le PSOE, en lui donnant la majorité absolue de voix et de députés aux Cortès. La défaite de la bourgeoisie et de la monarchie deviendra un point d'appui et de réforme pour leur action.

La politique de type front populaire des dirigeants réformistes et stalinien tenait par tous les moyens de porter la victoire ouvrière et des masses du 28 octobre à une impasse. La venue du PSOE au gouvernement, produit de la mobilisation des masses, va provoquer une radicalisation de la lutte des classes, accélérant les affrontements inévitables, et aiguëra la

« En conquérant la majorité absolue en voix et en députés aux Cortès contre les franquistes, le peuple travailleur aspire, à travers la brèche ouverte dans l'appareil d'Etat, à porter au pouvoir ses représentants pour en finir avec le pouvoir anti-démocratique des institutions du régime franquiste. »

« Le POSI veut ce que veut le peuple travailleur : que les députés du PSOE, du PCE, de Herri Batasuna et d'Euskadiko Eskerra prennent des mesures de salut public contre les putschistes et franquistes pour satisfaire les aspirations de la majorité à vivre dans la paix et la liberté. Et cela exige la République et des Cortès souveraines. »

La continuité du combat de front unique contre les agressions du patronat et des institutions franquistes est au premier plan, l'exigence de l'unité ouvrière du PSOE, du PCE, de HB et de EE en défense de la volonté populaire exprimée le 28 octobre est le point de départ et d'appui qui permettra de mener une agitation inlassable pour les pleins pouvoirs pour les Cortès à majorité de députés qui parlent au nom de la classe ouvrière et des peuples, ce qui suppose la rupture avec la monarchie et la bourgeoisie de la part des dirigeants du PSOE et du PCE.

La libération des prisonniers nationalistes et anti-fascistes. L'arrestation et l'inculpation des chefs et officiers putschistes. La hausse générale des salaires et des pensions. Les droits d'autodétermination des Basques, des Catalans, des Galiciens permettront le déploiement le plus large des forces de la classe ouvrière et des masses. C'est la ligne d'intervention politique du POSI, qui se constitue comme parti révolutionnaire, section de la IV^e Internationale en reconstruction.

La conférence convoquée par le POSI pour les pleins pouvoirs pour la majorité ouvrière et populaire, le 21 novembre, et destinée à recruter, permettra d'avancer dans l'élaboration d'aspects clés de la tactique pour l'intervention dans la lutte des classes.

Les affrontements seront inévitables. Le problème de la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour. Contre la réaction bourgeoise franquiste et monarchiste, le POSI promet son appui le plus complet à la majorité ouvrière et populaire du 28 octobre.

L'engagement du POSI envers la classe ouvrière, la jeunesse et les peuples opprimés est clair : tous ses efforts sont et seront mis au service de la volonté populaire pour la défendre et la porter au pouvoir. Nous sommes prêts à aider tout pas en avant dans la voie de la construction d'un gouvernement des représentants de la classe ouvrière et cela sans prendre la moindre responsabilité dans la politique de ce gouvernement, y compris s'il ne comprend pas de représentants de la bourgeoisie.

La ligne d'intervention du POSI reste celle de l'unité ouvrière et des masses exigeant la rupture avec la monarchie et la bourgeoisie de tous ceux qui se réclament des intérêts de la classe ouvrière. Pour la République, Cortès souveraines et un gouvernement qui satisfasse les aspirations des travailleurs et des peuples !

Toute la situation politique se concentre dans la nouvelle période ouverte, dans la proclamation de la souveraineté des Cortès prenant tous les pouvoirs exécutifs et législatifs, élisant un gouvernement de la majorité ouvrière responsable devant les Cortès souveraines. Les députés de la majorité ouvrière et populaire peuvent et doivent le faire. C'est la seule mesure authentiquement démocratique en défense du mandat massif du 28 octobre des travailleurs et des peuples.

Raul Gomez.



Le cortège du POSI, section en Espagne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », le soir des élections à Madrid.

Calvo Sotelo, s'est présenté aux yeux des masses comme un nouvel axe de gouvernement face à la catastrophe que représentaient le chômage, l'huile de colza, l'OTAN. Les masses ont fait du PSOE — malgré la politique de ses dirigeants — le centre vers lequel s'est dirigée leur mobilisation.

Carrillo et l'appareil du PCE — en soutenant une politique de harcèlement constant envers le PSOE — ont combattu jusqu'à présent pour maintenir les partis franquistes au gouvernement et les protéger de la faillite totale, en particulier ils ont ouvertement défendu l'UCD, Suarez et son CDS, et aujourd'hui encore, ils défendent leur place au gouvernement de « front démocratique »

Quand le POSI a engagé la campagne d'unité PSOE-PCE, des milliers de militants nous ont dit : « Il ne faut adresser aucune lettre à Carrillo. L'unité est nécessaire mais tout ce qui se passe ; ce que nous voulons, c'est un gouvernement du PSOE, pas de Carrillo. » C'est ce qui se dégageait aussi des résultats d'Andalousie.

C'est à partir du fait que dans le mouvement des masses le PSOE est choisi pour être utilisé contre le gouvernement de l'UCD que le POSI a modifié sa formulation par rapport au mot d'ordre de gouvernement, compris comme un mot d'ordre anti-bourgeois et anti-capitaliste et non dans le sens « démocratique » Nous ne pouvions avancer un mot d'ordre de

Victoire ouvrière et effondrement de l'appareil stalinien : Carrillo démissionne du poste de secrétaire général du PCE

Après un long processus d'épuration, de scissions de diverses sortes et de nuances au sein du PCE, qui l'a amené à perdre la confiance dont il jouissait dans de larges secteurs, Carrillo, le défenseur à outrance de la monarchie franquiste, a cédé son poste de secrétaire général à son dauphin, Gerardo Iglesias, dans une opération continuiste de « carrillisme sans Carrillo ». Les élections du 28 octobre ont été la goutte faisant déborder le vase de la crise de l'appareil stalinien espagnol.

Le PCE s'est effondré politiquement et électoralement, il s'est vu réduit au tiers de son électorat (10,6 % en 1979, 3,6 % en 1982), il est passé de 23 députés en 1979 à 5 en 1982 et a perdu un million de votants. Il ne s'agit pas seulement d'un résultat électoral. C'est avant tout la rançon politique de l'« eurocommunisme ».

Au nom de l'eurocommunisme, le PCE a défendu la réforme du régime franquiste, la monarchie, sa Constitution et l'oppression nationale. Au nom de la « rénovation marxiste » le X^e Congrès du PCE a renoncé à toute référence formelle au léninisme.

L'accumulation d'actes visant à détruire le mouvement des masses et

ment dans ses rangs. Si le PCE a vu ses voix se réduire à un tiers à Barcelone, à Madrid et à Valence, c'est entre autres facteurs parce qu'il a préalablement perdu neuf sur dix de ses militants.

En défendant la monarchie et la bourgeoisie, en sabotant le mouvement politique de la classe ouvrière, l'appareil du PCE a préparé la liquidation de sa propre organisation.

Cette tendance mise en évidence dans chaque combat a été comprise par le POSI au travers de sa campagne d'unité PSOE-PCE, recueillant le sentiment de milliers de militants. Ce fut ainsi : la classe ouvrière a imposé sa volonté par-delà la politique des dirigeants du PSOE, mais en les portant en gouvernement, d'une façon tout à fait contraire à ce qui est arrivé avec le PCE, qu'il a dû défaire et mettre en marge pour imposer sa volonté. Victoire ouvrière et défaite de l'appareil stalinien, il ne s'agit pas d'un hasard.

Dans la nouvelle situation politique, l'appareil du PCE en crise défend son orientation en défense du programme de maintien de la monarchie, en faveur d'un gouvernement de type front populaire. Le PCE durcira plus encore sa politique contre les travailleurs et les masses.

Les appareils stalinien et social-démocrate ne pourront tenter de surmonter la rupture de l'« unité nationale » qui s'est réalisée le 28 octobre par une nouvelle répartition des rôles, mais au travers d'un gouvernement que, par la nouvelle situation créée, par sa politique et par ses tâches, nous devons définir comme étant de type front populaire.

dislocation de l'Etat de la monarchie, et tout cela en dépit et contre la politique du PSOE qui est destinée à défendre l'Etat de la monarchie, à gouverner avec et en faveur des franquistes défaits.

La situation est claire : d'un côté la monarchie au bord de l'abîme avec le putschisme menaçant, de l'autre l'immense majorité qui a besoin de la République et de la Constituante souveraine.

Quelle est l'orientation politique du POSI dans la nouvelle situation ?

Malgré le refus du gouvernement de légaliser le POSI, celui-ci est apparu pour la première fois dans une campagne électorale comme le centre de l'attention de milliers de militants et de jeunes. Pour la première fois, le POSI a réussi à réunir dans ses meetings un total de six mille militants, ouvrant de nouvelles possibilités à sa construction.

Le résultat des élections du 28 octobre ne peut être compris, par nous marxistes, que comme le reflet déformé des rapports de force entre les classes. Ceux qui, sans y parvenir, ont tenté de réformer le franquisme, ont appris aux masses à imposer leur majorité aux Cortès, institution mise en place contre la souveraineté du peuple travailleur.

Comme l'explique le texte de la conférence pour les pleins pouvoirs pour les députés qui forment la majorité ouvrière et populaire aux Cortès :

APRES LES ELECTIONS DU 28 OCTOBRE

La majorité ouvrière et populaire doit se constituer en unique pouvoir souverain ! République en Espagne !

Déclaration du secrétariat international de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »

LES élections du 28 octobre 1982 constituent un tournant de la situation d'ampleur historique qui aura, tôt ou tard, de grandes répercussions sur la situation en Europe (...).

L'ancien régime, produit de la défaite du prolétariat et des peuples d'Espagne à la fin de la guerre civile, est au bord de l'abîme.

Après la défaite historique du prolétariat allemand écrasé sous la botte hitlérienne, la victoire de Franco a constitué le dernier chaînon de la série de défaites que le prolétariat international a subies et a débouché directement sur la Deuxième Guerre mondiale.

Le régime franquiste, grâce aux accords entre l'impérialisme et la bureaucratie, a survécu à la Deuxième Guerre mondiale. Depuis 1976, les successeurs de Franco, reculant devant les masses, ont dû accepter la reconstitution légale du mouvement ouvrier, le rétablissement partiel des libertés d'organisation, d'expression, de réunion, tout en s'efforçant cependant de préserver l'essentiel des institutions, l'Etat édifié sur la base de la défaite du prolétariat.

Aujourd'hui, sous les coups portés par le prolétariat et les peuples d'Espagne, c'est la liquidation de tout l'héritage de la défaite, de ce qui subsiste de l'Etat franquiste, qui est à l'ordre du jour.

(...) Le 23 février, les généraux Armada et Milans, pour défendre la monarchie, crurent que le moment était arrivé de détruire les organisations ouvrières et de masse. L'échec du putsch militaire, organisé à partir des sommets du haut-commandement, s'est transformé en un élément de crise qui accéléra la dislocation de l'armée, de la police et des sommets de l'appareil d'Etat.

Les plus larges masses ont été amenées à rechercher la solution des problèmes posés par la crise politique, économique et sociale, par la menace putschiste. Contre toutes les formations franquistes et bourgeoises, elles ont, le 28 octobre, exprimé leur volonté d'unité pour en finir.

L'UCD, le parti gouvernemental, le parti de la monarchie et de la « réforme » franquiste, a reçu un coup mortel. Il est littéralement balayé de la carte politique. Le Premier ministre Calvo Sotelo et nombre des ministres n'ont pu se faire réélire. L'UCD passe de 35 % des voix et 168 députés en 1979 à 7 % des suffrages et 11 élus.

Le CDS de l'ancien Premier ministre Adolfo Suarez est marginalisé avec 3 % des voix. La réaction fait bloc derrière l'ex-ministre de Franco, Fraga Iribarne, dont le parti, l'AP, obtient 25 % des suffrages.

Aux Cortès, le PSOE dispose de lui seul de la majorité absolue (202 sièges sur 350), sans compter les 4 députés du PCE. A leurs côtés, siègent des représentants d'organisations se réclamant de la défense des droits du peuple basque.

Si cette majorité est avant tout constituée par le PSOE (qui recueille à l'échelle de toute l'Espagne plus de 8 millions de suffrages), c'est que le PCE a connu une déroute électorale. Par rapport aux élections de 1979, le PCE perd les deux tiers de ses électeurs

(1 200 000 voix), tout particulièrement dans ses bastions ouvriers traditionnels, à Barcelone, à Madrid et à Valence.

Le parti stalinien espagnol a subi la sanction électorale d'une politique qui, dans les derniers mois, avait pris la forme d'une campagne de division forcée, au nom de la lutte contre la « bi-polarisation ». Le PCE est ainsi apparu comme apportant un soutien total à la monarchie franquiste et à son gouvernement.

Mais la véritable débâcle non seulement électorale mais politique du PCE exprime sa dislocation, conséquence de la faillite du prétendu « eurocommunisme ». Le parti de Santiago Carrillo, en fonction même des besoins de la défense de l'ordre bourgeois, en Espagne indissolublement lié aux institutions héritées du franquisme — et donc des besoins fondamentaux de la bureaucratie du Kremlin —, a pris ses distances par rapport à tel ou tel aspect de la politique de l'URSS. Cette prise de distance ne l'a pas « rapproché » des masses ni « social-démocratisé ». Mais, dans la mesure où, parti stalinien, il n'existe que comme composante de l'appareil international du Kremlin, ce cours a amorcé un processus de liquidation.

Au Pays Basque, le renforcement en suffrages des formations se réclamant du nationalisme est patent.

Au Pays Basque, malgré l'occupation militaire toujours maintenue, malgré la répression, malgré l'« union nationale » réalisée contre ceux qui se solidarisent avec la lutte armée parce qu'ils ne voient pas d'autre issue au combat pour les justes revendications nationales, malgré l'opération politique montée avec des éléments liés au stalinisme pour diviser le vote nationaliste (présentation des listes de Euskadiko Eskerra), Herri Batasuna, seule formation à se solidariser avec la lutte nationale du peuple basque sous toutes ses formes, à dénoncer sans ambiguïté le statut octroyé, à combattre pour l'amnistie immédiate et inconditionnelle, a augmenté le nombre de ses suffrages et atteint près de 15 % des voix au Pays Basque.

Sans aucun doute, le vote pour Herri Batasuna est indicatif de l'avenir : si le PSOE a vu son audience électorale croître, c'est parce que le peuple basque espère que le PSOE donnera satisfaction à ses aspirations nationales, que Herri Batasuna exprime avec plus de conséquence.

A l'échelle de toute l'Espagne, le PSOE est apparu aux masses comme une alternative gouvernementale face au militarisme et à la corruption franquiste. C'est ainsi que par haine de la monarchie franquiste et de ses partis, les masses ont chargé le PSOE de leurs aspirations. Le gouvernement de Felipe Gonzales répondra-t-il à ces aspirations ?

Les masses laborieuses des villes et des campagnes n'ont pas voté pour que le chômage et la misère se développent. Les travailleurs, les peuples opprimés n'ont pas voté pour que les institutions franquistes se maintiennent. Ils n'ont pas voté pour la perpétuation de l'oppression nationale : ce que recherchent les masses comme solution, c'est

l'union fraternelle entre les peuples d'Espagne, l'union des Républiques libres sur la base de la destruction de fond en comble de tout l'édifice d'oppression et de répression du franquisme (...).

Répétons-le : en votant prioritairement pour le PSOE, les masses n'ont pas voté pour une politique de soutien à la monarchie. Elles se sont prononcées pour la liquidation des institutions franquistes (...).

Les masses travailleuses des villes et des campagnes, les peuples opprimés se sont prononcés pour la liquidation des institutions franquistes. Les institutions franquistes sont toujours debout.

Les rapports politiques exprimés dans la défaite politique de la bourgeoisie et de ses partis précipitent la crise du régime instable préservé depuis 1976 grâce à la collaboration du PSOE et du PCE. La situation qui s'ouvre met à l'ordre du jour, pour que la volonté populaire soit respectée, la liquidation de ces institutions.

Mais ces institutions continuent à fonctionner. Alors que, du point de vue électoral, les dés étaient jetés, que la victoire du PSOE ne faisait plus de doute — même si on ne pouvait en déterminer l'ampleur —, Oliart, ministre de la Défense du gouvernement Calvo Sotelo, déclarait le 27 octobre qu'il considérait l'avenir de l'Espagne avec « tranquillité, sérénité et espoir » en raison de « l'unité des forces armées et de leur loyauté aux institutions démocratiques et au roi Juan Carlos ».

Comme garant des institutions édifiées par le franquisme à l'issue de la guerre civile et dont des constituants essentiels sont toujours maintenus, le ministre désignait le roi et les forces armées forgées dans la guerre contre-révolutionnaire et éduquées dans la pratique de la répression.

Ce même mercredi 27 octobre, les dirigeants des principaux partis, dont Felipe Gonzales et Santiago Carrillo, se réunissaient autour du roi (dont le rôle pour le moins équivoque dans le déclenchement de la tentative de coup d'Etat du 23 février est reconnu par tous) pour l'assurer de leur fidélité absolue.

Après les élections, la déclaration du roi à cette réunion était rendue publique. Sans ambiguïté, le roi réaffirmait la nécessité du maintien du statut particulier des forces armées dans l'Etat, c'est-à-dire la préservation de leur fonction de principal pilier des institutions, et réclamait l'aggravation de la répression contre les nationalités opprimées, en particulier contre le peuple basque (...).

Ce n'est pas qu'en Espagne, mais à l'échelle du monde que chacun prend la mesure du caractère explosif de la situation qui se développe après le 28 octobre.

Les partis qui se réclament de la classe ouvrière à l'échelle de l'Etat espagnol, le PSOE et secondairement le PCE, disposent aux Cortès d'une large majorité en sièges qui leur a été donnée par le suffrage populaire. Ils ne se réclament pas de la révolution socialiste, mais ils affirment se réclamer de la démocratie.

Or, la démocratie est incompatible avec la monarchie, avec le statut

de l'Eglise et de l'état-major dans l'Etat comme avec l'ensemble des institutions prolongement de la dictature franquiste fondée sur la sanglante défaite du prolétariat à l'issue de la guerre civile.

L'exigence qui va monter des masses, c'est qu'il est temps d'en finir avec le pouvoir de la monarchie, de la junte des chefs d'état-major, de l'Eglise. « République, Cortès constituantes, Assemblées constituantes souveraines du Pays Basque et de Catalogne ! » : ce sont ces mots d'ordre qui expriment les aspirations de la majorité ouvrière et populaire qui s'est affirmée dans toute l'Espagne (...).

Que la majorité ouvrière et populaire existant aux Cortès rompe avec toute sujétion à l'égard des institutions continuatrices du franquisme !

Qu'elle dresse contre les pouvoirs de fait de la réaction son pouvoir, le seul légitime, parce qu'exprimant la volonté de la majorité exploitée et opprimée !

Qu'elle proclame la souveraineté des Cortès !

Qu'elle fasse sienne la cause sacrée des peuples opprimés par la monarchie centralisatrice et réactionnaire !

Qu'elle désigne un gouvernement responsable devant elle !

Dans cette voie, elle a la garantie de trouver la mobilisation et le soutien actif de toutes les masses exploitées et opprimées.

Ainsi, appuyée sur la mobilisation des masses regroupées dans leurs organisations, cette majorité aura le pouvoir de prendre les mesures urgentes correspondant aux besoins et aux aspirations des peuples d'Espagne.

Dissolution de la junte des chefs d'état-major !

Arrestation et jugement immédiat des officiers putschistes !

Retrait immédiat de l'OTAN !

Démantèlement des bases américaines !

Séparation de l'Eglise et de l'Etat !

Libération immédiate de tous les prisonniers nationalistes et anti-franquistes !

Retrait des forces armées du Pays Basque !

Reconnaissance sans restriction du droit à disposer d'eux-mêmes, jusqu'à la séparation s'ils le désirent, des peuples basque, catalan, galicien !

Augmentation générale des salaires et traitements ! Garantie pour tous du pouvoir d'achat !

Arrêt des licenciements ! Allocations pour tous les chômeurs jusqu'à ce qu'ils aient trouvé un emploi !

La terre à ceux qui la travaillent !

C'est la seule voie. C'est celle qu'ouvre le Parti ouvrier socialiste internationaliste, section espagnole de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », qui a combattu inconditionnellement pour la défaite des partis franquistes, pour la victoire de la majorité ouvrière et populaire (...).

Ce sont les appels au calme et au « renforcement du processus démocratique »

(dans le cadre de la monarchie franquiste) qui émanent de toutes les capitales. Ce sont les discours du pape lors de son voyage en Espagne, son éloge de l'Eglise d'Espagne, l'Eglise de l'Inquisition et de Franco, saluée comme « digne d'admiration et d'estime » et devant « servir de stimulant pour trouver dans le moment présent les racines profondes de l'être d'un peuple », accompagnés d'attaques violentes contre le divorce, le droit à l'avortement, la laïcité, véritables appels à la guerre civile. Comme le notait un journal espagnol, « le pape défend les valeurs qui n'ont pas triomphé le 28 octobre ». C'est la célérité avec laquelle le gouvernement de front populaire en France s'est porté à l'aide des forces de répression de Juan Carlos en arrêtant en territoire français des nationalistes basques.

Chacun le comprend, les élections du 28 octobre ne marquent pas une fin mais un commencement.

Tout examen de la situation existant aujourd'hui en Espagne aboutit à la conclusion que désormais plus rien ne sera comme avant (...).

Ce n'est pas qu'en Espagne, mais à l'échelle du monde que les travailleurs ont ressenti comme leur victoire la défaite d'ampleur historique infligée aux partis franquistes le 28 octobre.

Chacun est conscient de l'enjeu. Partout, les tenants de l'ordre établi vont répétant que ce ne sera qu'un épisode, après Felipe Gonzales, ce sera Fraga...

Ce sur quoi ils spéculent est évident : si le gouvernement de Felipe Gonzales soutient la monarchie et les institutions franquistes, se plie aux exigences de la bourgeoisie il facilitera ainsi, sans nul doute, les initiatives de la réaction.

Après la première victoire qu'ils viennent de remporter, les travailleurs et les peuples d'Espagne doivent se préparer à faire face à de multiples tentatives de remise en cause de cette victoire politique. Mais, répétons-le, le 28 octobre n'est qu'un commencement.

La classe ouvrière d'Espagne a une longue et riche expérience, marquée par les leçons des défaites passées comme par les enseignements de certaines des pages les plus héroïques de toute l'histoire du prolétariat mondial. Le 28 octobre n'a pas été un coup de tonnerre dans un ciel serein, une surprise. Il était l'aboutissant de tout un combat, en particulier des conséquences de l'échec du putsch du 23 février et de l'action déployée depuis. Fort de ses traditions révolutionnaires, de son expérience qu'enrichiront encore les luttes politiques à venir, le prolétariat de toute l'Espagne a la capacité de déjouer les plans qui seront machinés contre lui. Le POSI sera à ses côtés.

Le pas en avant vers la liquidation du vieux monde franquiste qui a été franchi le 28 octobre au travers de l'action des plus larges masses, la montée du prolétariat et des peuples d'Espagne, s'inscrit totalement dans le cadre de la marche en avant du prolétariat mondial, à l'avant-garde duquel se trouve la classe ouvrière de Pologne engagée dans la révolution politique.

Du « miracle » à l'instabilité

Dans le dernier numéro de *Tribune Internationale-La Vérité*, le camarade Stéphane Just a montré les raisons qui ont amené le bourgeoisie allemande à prendre le risque du renversement du gouvernement à direction SPD (1).

AUJOURD'HUI, six semaines plus tard, le tableau suivant s'offre à nous : le chômage le plus élevé depuis la « réforme monétaire » (2), les plus grandes manifestations ouvrières depuis trente ans. Dans une série de manifestations de masses, 600 000 travailleurs sont descendus dans la rue en trois semaines. Helmut Schmidt a tiré les conséquences de son échec et a renoncé à une nouvelle candidature à la chancellerie.

En Allemagne a commencé une période de luttes intenses et d'instabilité politique. Le journal suisse *Bund* résume les réactions de la presse internationale : « Tous les gouvernements occidentaux et les autres sont habitués depuis trente ans à considérer cet Etat ouest-allemand comme le "pôle stable" et la "locomotive" dont ils ont besoin. Si soudain, maintenant, ils ne peuvent plus compter dessus, cela les rend sûrement plus soucieux qu'ils ne le laissent paraître. »

Le déroulement des événements

Résumons le déroulement des événements : le 12 septembre, le comte Lambsdorff, ministre de l'Economie et dirigeant du parti « libéral » bourgeois, le FDP, membre depuis 13 ans de la coalition gouvernementale avec le SPD, publie un « manifeste » où il exige l'offensive générale contre toutes les conquêtes arrachées par la classe ouvrière depuis 1945.

Les associations patronales saluent le manifeste comme un « pas courageux » vers une « conversion ». L'organe patronal *Handelsblatt* parle d'un « programme du sueur et de larmes » et désigne ouvertement l'enjeu : Lambsdorff a présenté « le document de fondation d'une coalition de la nouvelle majorité », autrement dit d'un nouveau gouvernement de la CDU/CSU et du FDP, c'est-à-dire du bloc bourgeois.

Le 17 septembre, les ministres FDP se retirent du gouvernement de coalition avec le SPD et ouvrent ainsi la lutte pour chasser le SPD du gouvernement. Les cours des actions montent de 5 à 10 DM. Dans les entreprises et les quartiers, les discussions et les premières actions de protestation commencent.

Le 26 septembre ont lieu les élections régionales en Hesse. Le début de mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse contre la mainmise de la CDU sur le gouvernement de Bonn réduit à néant la victoire de la CDU que l'on croyait assurée. Le FDP est laminé et chassé du Parlement régional. Il y a une majorité absolue contre la CDU. Cette majorité est toutefois divisée : la politique de collaboration de classes de la direction SPD a fait aller beaucoup de voix anticapitalistes de la jeunesse aux « Verts ».

Alors, les cours des actions baissent au-dessous de leur niveau antérieur. Le grand quotidien bourgeois, la *Frankfurter Allgemeine*, déplore le « scandale de la démocratie des partis » : aucun parti qui veut se faire élire ne peut faire sien le « programme Lambsdorff » pourtant si nécessaire.

30 septembre : fuite en avant de la bourgeoisie et de ses partis. Par une procédure parlementaire à la « Diète fédérale » de Bonn, ils s'emparent du gouvernement et élisent Helmut Kohl chancelier, sans que des élections générales aient eu lieu.

Les acteurs décisifs, les députés FDP, qui fournissent à Helmut Kohl 8 voix de plus que nécessaire pour son élection, sont, depuis le choix populaire des élections de Hesse, des fantômes politiques d'une époque révolue qui ne peuvent plus que hanter les murs du Parlement. Le véritable rapport de forces s'exprime par la réaction patronale : il n'y a pas de nouveau boom boursier, et l'organe patronal *Handelsblatt* explique cette retenue par « le nouveau frein du 6 mars aux investissements » (date éventuelle de nouvelles élections, si tant est qu'elles doivent avoir lieu, ce qui reste incertain à cette heure).

Helmut Schmidt a abandonné sans combat les positions gouvernementales du SPD. Elles n'ont pas été utilisées, ni les organisations ouvrières fortes de millions de membres mobilisées pour rassembler la classe ouvrière et la jeunesse contre les capitalistes et leur coup de force parlementaire à Bonn. Les dirigeants du SPD et du DGB déclarent respecter le « légitimité démocratique » du nouveau gouvernement d'après la « loi fondamentale » (3) qui prévoit expressément la possibilité d'un tel coup de force.

Mais la classe ouvrière ne se laisse pas ligoter par ce « respect » : le 22 octobre, avec la manifestation de 22 000 sidérurgistes en Sarre, commence une série de manifestations ouvrières de masses contre le nouveau gouvernement. La plus importante a regroupé 150 000 travailleurs à Stuttgart, plus qu'il n'y en avait jamais eu auparavant dans l'histoire de l'Allemagne du sud-ouest.

Le long chemin de croix du 3^e gouvernement Schmidt

La fin de la « Petite Coalition » coïncide presque jour pour jour avec le second anniversaire de sa confirmation apparemment si éclatante. Le lendemain des élections du 5 octobre 1980 au Parlement, Schmidt déclarait encore : « Je suis très satisfait des résultats. Avec cela, on peut gouverner comme il faut. On peut compter sur la RFA et c'est cela qui importe. »

Les stations du long chemin de croix de ce gouvernement de « Petite Coalition » devenu impossible ont été les suivantes : dès 1980, la crise capitaliste réclamait son prix ; il y eut la première atteinte sérieuse au niveau de vie des masses et une vague de licenciements qui amena le niveau du chômage à deux millions au milieu de 1981, chiffre politiquement alarmant en Allemagne, car la reconstruction de l'Etat bourgeois après la Deuxième Guerre mondiale avait cherché sa légitimation politique dans la « promesse » de respecter le serment politique du peuple allemand : il ne devait plus jamais y avoir un « capitalisme comme avant », plus jamais de chômage massif ni de misère.

La politique de collaboration du SPD et du FDP au gouvernement

était ressentie de plus en plus nettement comme ce qui empêchait d'utiliser le pouvoir gouvernemental que le SPD avait reçu des mains des masses, à combattre les capitalistes et leur diktat de crise. La résistance des masses à cette politique se frayait la voie de diverses manières : des fractions de plus en plus importantes de la classe ouvrière ont, dans les élections suivantes, refusé leurs voix au SPD, de sorte qu'il y eut une série de défaites du SPD aux élections régionales et communales ; et en même temps, la CDU ne gagnait pas une voix. Dans la jeunesse, commençait une vraie révolte qui s'exprimait dans une série de manifestations de masses en dehors du contrôle direct du SPD et pour des motifs variés. Elles culminèrent avec au total 500 000 manifestants à Bonn et à Berlin le 10 juin 1981.

L'adoption du « budget de honte sociale » fin 1981 aggrava la situation. Sous la pression toujours plus forte des masses et de leurs luttes, grèves et manifestations ponctuelles contre les licenciements et les mesures d'austérité, des fractions de la direction et de l'appareil social-démocrate et quelques dirigeants syndicaux prirent position contre Schmidt, sans aller toutefois jusqu'à désigner le mal par son nom : la collaboration avec les ministres FDP qui évoquent toujours plus fort les « sacrifices de l'après-guerre » et réclament qu'on y revienne. Le ministre du Travail, jusque-là un fidèle de Schmidt, finit par démissionner et annonça peu avant le congrès du parti, en mai 82, son passage à l'opposition interne, après que Schmidt ait imposé une prétendue « initiative commune » qui, au nom de la lutte contre le chômage, était une déclaration de guerre contre les chômeurs. Le congrès du SPD et, une semaine après, celui du DGB, décidèrent contre les exigences du ministre FDP de l'économie, Lambsdorff : pas d'atteinte au « réseau social », les riches doivent payer la crise !

Le gouvernement est devenu définitivement intenable pour les deux classes.

Renforcement de l'affrontement entre les classes

D'un côté, la classe ouvrière et la jeunesse : leur pression devient si grande que la direction syndicale se voit contrainte d'appeler pour l'automne 1982 à des manifestations de masses « contre le chômage et le démontage social », c'est-à-dire contre le projet de budget de juin.

De l'autre côté, la bourgeoisie. Tous les efforts de Schmidt ne suffisent pas. Elle déclare par la bouche de Lambsdorff, dans son « Manifeste » :

« Avec les opérations 82 et 83 et avec l'initiative commune, des pas importants ont certes été faits dans la bonne direction. (Mais) les décisions prises jusqu'ici sont considérées par l'économie, à bien des égards, comme trop poussives, trop superficielles, trop peu systématiques. » Mais ce qui poussait la bourgeoisie à agir, ce n'était pas seulement la panique économique, c'était aussi l'angoisse politique : malgré la capitulation continuelle de Schmidt devant le diktat de la bourgeoisie, on n'avait pas réussi à mettre le prolétariat sur la défensive. Au contraire, son activité devenait toujours plus forte et sa volonté d'utiliser ses organisations comme instruments de combat contre le capital devenait toujours plus

résolue. Les décisions des congrès du SPD et du DGB étaient en ce sens un signal d'alarme pour la bourgeoisie.

Les résultats des élections de Hesse et l'actuelle vague d'adhésions au SPD (40 000 nationale, 10 000 rien qu'en Rhénanie du Nord-Westphalie) depuis le retrait des ministres FDP sont des avertissements encore plus clairs.

C'est clair : ce gouvernement est un « gouvernement de transition », comme le dit déjà la presse bourgeoise. Il ne représente pas pour la bourgeoisie la conclusion victorieuse, mais l'ouverture du combat. « Ce qu'on nous a annoncé comme le "tournant" de Bonn n'est donc qu'une partie — certes particulièrement importante — de ce dont notre Etat et notre société ont besoin », écrit la *Frankfurter Allgemeine*. Et le *Handelsblatt* exhorte le gouvernement : « Il faut qu'ils fassent courageusement usage de leur majorité législative. La gravité de la situation ne souffre aucun délai (...) car la mentalité revendicative n'est pas encore brisée, les acquis sont encore défendus avec acharnement. »

« Nous ne voulons pas le poing fermé du camarade, mais la main tendue du partenaire comme symbole de notre politique. » C'est ainsi que Kohl résume sa déclaration gouvernementale en concluant sa réponse aux débats du Parlement.

Ce n'est pas étonnant, car Kohl doit tout faire pour éviter la confrontation avec les victimes désignées de ses plans, les larges masses travailleuses et la jeunesse.

Sa malchance, c'est que l'élimination du SPD du gouvernement et sa nomination comme chancelier sont le produit d'une nécessité pressante et impitoyable pour la bourgeoisie allemande. Sous la pression de la crise capitaliste sans issue, elle a besoin de l'« homme d'Etat qui fraiera la voie à la raison économique avec une franchise sans ménagements et une fermeté de fer », comme l'écrit la *Frankfurter Allgemeine*.

C'est sur cette voie que Kohl veut et doit avancer, mais sans disposer de ces « forces gigantesques » qu'il faudrait pour cela mobiliser contre la classe ouvrière pour briser sa résistance, comme le même journal le constate plus loin à regret.

Kohl implore à plusieurs reprises « l'aide de Dieu », parce que l'odieuse réalité lui a refusé les majorités terrestres et profanes dans le pays. Toute la déclaration gouvernementale devient ainsi un monument de lâcheté politique et d'hypocrisie.

Derrière lui, les exigences et le mandat des banques et des trusts ; devant lui, la classe ouvrière et la jeunesse qui jusqu'ici n'ont pas pu être battues ; et sous lui « le fondement pourrissant de la solidarité FDP et le pilier incertain de la popularité CDU » (*The Times*).

L'expérience des masses

La classe ouvrière entre dans cette lutte en ayant appris que la politique de collaboration de classes pratiquée par les directions du SPD et des syndicats, leur respect devant le pouvoir de décision des capitalistes et leur refus de se servir de leur pouvoir gouvernemental pour défendre les intérêts des masses contre les capitalistes n'ont ni calmé l'appétit des capitalistes exigeant toujours plus de « sacrifices » de la

part des travailleurs, ni empêché la mainmise directe des capitalistes et de leurs partis sur le pouvoir gouvernemental. Au contraire. Et ceux-ci aujourd'hui tentent d'utiliser ces positions pour infliger coup après coup aux conquêtes des masses.

Ainsi les grèves, les occupations d'usines et autres actions qui empiètent directement sur le pouvoir de décision des capitalistes, comme aux usines AEG de Berlin, se multiplient. En même temps, la volonté des travailleurs de voir les organisations jouer le rôle qui pour les travailleurs devrait être le leur, s'affirme : à Stuttgart par exemple, les travailleurs de Bauknecht et d'autres entreprises menacées de fermeture ont arraché au SPD la décision de réaliser, en commun avec les syndicats, une conférence ouvrière pour la défense de l'emploi.

Le chiffre de 600 000 manifestants a été une « surprise » pour l'appareil syndical qui comptait sur quatre fois moins et contre l'appareil SPD qui avait refusé tout soutien à ces manifestations.

Des fractions de la direction du SPD et des syndicats sont contraintes déjà de se référer à ce mouvement si elles ne veulent pas en perdre le contrôle, et parlent de la nécessité de mesures anticapitalistes et de la mobilisation pouvant aller jusqu'à la grève. D'autres fractions de l'appareil, comme le président du DGB, Breit, assurent au gouvernement qu'il y aurait « communauté d'objectif ». Le processus de différenciation de l'appareil social-démocrate lui-même et de l'appareil syndical devient manifeste.

Une nouvelle période

Avec le départ du SPD du gouvernement et la fin de la collaboration gouvernementale entre SPD et FDP, une nouvelle période de la lutte de classes commence en Allemagne. Cette coalition gouvernementale avait depuis le commencement, en 1969, la tâche de « normaliser » les rapports dans l'Allemagne divisée et elle était devenue toujours plus l'instrument politique central de défense de cet ordre. Sa fin marque la fin du statu quo et de l'équilibre relatif qui avait pu être établi après-guerre dans les rapports économiques, sociaux et politiques, dans le cadre de la division allemande et de l'ensemble de l'ordre de Yalta et Potsdam.

Les rapports qui existent en Allemagne depuis plus de 35 ans sont sortis de leur équilibre. Ils sont « amenés à danser » au rythme de l'évolution de la crise révolutionnaire dans toute l'Europe.

Peter Weber

(1) Les partis nommés dans cet article sont le SPD (parti social-démocrate allemand), la CDU-CSU (démocrate-chrétien, principal parti bourgeois) et le FDP (parti libéral bourgeois). Par ailleurs, le DGB est la confédération syndicale des travailleurs allemands.

(2) La « réforme monétaire » du 20 juin 1948 a été le premier grand coup porté en commun par la CDU et le FDP à la classe ouvrière après la guerre. Toute l'ancienne monnaie était primée et chaque citoyen des zones occidentales recevait en contrepartie au maximum 40 DM. En profitèrent les propriétaires du sol et des moyens de production. Ce fut le pas décisif pour la restauration capitaliste et la reconstruction de l'Etat bourgeois.

(3) La République fédérale d'Allemagne n'a pas de Constitution mais une « loi fondamentale » sur laquelle la population n'a jamais pu se prononcer par un vote. Elle a été adoptée par un « conseil parlementaire » mis en place par les Alliés occidentaux.

LES ELECTIONS DU 15 NOVEMBRE

Une défaite du régime

AU moment où ce numéro de *Tribune internationale* est sous presse, les résultats des élections du 15 novembre au Brésil ne sont pas encore connus complètement.

La lenteur dans le décompte des voix ne relève pas seulement de la taille du pays et du nombre d'électeurs. En réalité, il s'agit d'un trait de plus qui illustre la nature des élections convoquées par la dictature militaire, un élément de la fraude baptisée et saluée par tous les partis bourgeois comme synonyme de la démocratie.

Les résultats partiels connus à ce jour indiquent que, dans le cadre des élections antidémocratiques de Figueiredo, le PDS — directement

créé par le régime militaire, identifié à lui et ouvertement soutenu pendant la campagne électorale par l'appareil d'Etat et le président lui-même — a subi une sévère défaite.

Et cependant, tout avait été fait pour amoindrir l'impact de cette défaite et pour s'assurer que rien ne change avec les élections convoquées pour désigner gouverneurs, préfets, sénateurs, députés fédéraux et d'Etats, ainsi que conseillers municipaux — qui, d'ailleurs, dans le cadre de la Constitution de la dictature, n'ont pratiquement aucun pouvoir.

Des restrictions considérables

Les analphabètes, qui n'ont pas le droit de vote, sont 14 millions.

Les marins et les soldats n'ont pas non plus le droit de vote.

Les régions qui, par décret, relèvent de la Sûreté nationale, comme Brasilia, la capitale, ne participent pas aux élections.

La liberté d'organiser des partis politiques se réclamant du communisme n'existe pas, et les partis légaux doivent remplir des conditions telles qu'elles ont presque empêché la légalisation du Parti des travailleurs (nombre d'affiliés, contrôle officiel sur les congrès officiels des partis, etc.).

La propagande électorale et toute participation des candidats aux programmes de la télévision et de la radio sont interdites durant les deux mois qui précèdent le scrutin.

La loi de Sûreté nationale, pleinement appliquée, permet d'inculper quiconque est considéré comme une menace pour le pays : le journaliste J. Neto, du journal *O Estado de Sao Paulo* (L'Etat de Sao Paulo), a été ainsi traduit devant un tribunal militaire en application de ladite loi, pour avoir affirmé qu'un ministre était « un faux libéral ».

Comme tout cela était encore insuffisant, la dictature a rajouté une série de lois interdisant la formation de coalitions entre partis, rendant obligatoire de voter pour un seul parti pour tous les postes, tout en éliminant toute référence aux sigles ou au nom des partis sur le bulletin de vote, obligeant les électeurs à écrire le nom de chacun des candidats (cette dernière mesure adoptée avec le soutien du PMDB et dans le but d'annuler le maximum de votes pour le PT).

Le couronnement de tout cela : chaque Etat élit la même quantité de sénateurs, indépendamment du nombre d'habitants ; ce qui implique que l'Etat de Sao Paulo, avec 25 millions d'habitants, élit la même quantité de sénateurs que l'Amazonas, qui a une population d'approximativement 3 millions.

Le collège électoral ainsi constitué — auquel se rajoutent les sénateurs, appelés « bioniques », nommés à vie par la dictature militaire — devra élire le successeur de Figueiredo en 1984 (le président n'est pas élu directement) en assurant la continuité de la dictature militaire.

C'est tout cela que le Parti communiste brésilien et tous les partis bourgeois ont appelé « la transition démocratique » et que la presse qualifie de « processus d'ouverture ».

La crise de la dictature militaire

Comprendre le contenu du plan d'« ouverture », c'est comprendre la crise de la dictature militaire au Brésil.

Parce que c'est la crise des institutions de l'Etat forgées par la dictature depuis 1964, institutions ébranlées par le mouvement des masses, qui a obligé le régime militaire à une série de « réformes » visant à se préserver. Le régime tente de présenter ce processus politique comme une ouverture démocratique.

De fait, il s'agit d'un recul, quelquefois désordonné, face au mouvement des masses lui-même. Mais le caractère général de ce recul, qui implique des concessions sur lesquelles les masses cherchent à s'appuyer, n'annule pas le caractère

contre-révolutionnaire de l'« ouverture », processus par lequel le régime cherche à élargir ses bases de soutien.

Ainsi, par exemple, la réforme du système bi-partiste (ARENA et MDB, constituée par décret militaire pour former une assemblée législative aux ordres de la dictature, et qui est devenue l'objet d'un profond discrédit) cherchait à élargir la base de soutien à l'ensemble des institutions dont la rigidité empêche une adaptation aux nouvelles relations établies entre la classe ouvrière et le régime des généraux.

D'autre part, cette même réforme cherchait à maintenir le nouveau parti du président (PDS, ex-ARENA) en position de force dans la compétition électorale.

Le caractère contre-révolutionnaire et antidémocratique de la « réforme » n'annule pas le fait que, dans les brèches ainsi ouvertes, un secteur important de la classe ouvrière s'insère en imposant la légalisation d'un parti de classe, chose qui n'était pas envisagée par la réforme, et que la classe ouvrière a su imposer avec la légalisation de ce parti sur la base de la mobilisation des masses (campagne d'adhésions qui obtint 400 000 affiliés, lutte pour l'acquiescement de Lula).

Un endettement parmi les plus importants du monde

Mais la crise politique de la dictature militaire, qui ne peut que s'approfondir à la suite des résultats électoraux du PDS, est aussi l'expression des conséquences du caractère parasitaire du prétendu « miracle économique » du Brésil.

La dette externe de 80 milliards de dollars — l'une des plus importantes du monde —, la crise commerciale qui réduit brusquement les exportations (fondamentalement agricoles) ont eu comme conséquence une réduction du marché intérieur et la recherche désespérée de prêts internationaux pour combler le trou de 4 milliards de dollars afin de couvrir une petite partie des intérêts de la dette.

La Banque mondiale est prise de panique, après le Mexique, par la situation de ce qu'elle appelle elle-même l'ABC (Argentine, Brésil et Chili), référence implicite à la région industrielle de Sao Paulo (l'ABC : St-Amaro, St-Bernardo et St-Caetano) d'où sont parties les grèves de 1980, et qui représente la plus grande concentration ouvrière en Amérique latine et l'une des plus grandes du monde.

Les conséquences immédiates de cette situation sont l'annonce d'une politique brutale d'austérité, de millions de licenciements, l'annulation du réajustement semestriel des salaires et une inflation vertigineuse qui, en 1982, dépassera les 120 % !

Ce n'est pas un hasard si Reagan se rend au Brésil le 30 novembre. C'est dire à quel point de grands événements de la lutte des classes se préparent, qui s'accommodent mal de toute idée de transition graduelle et pacifique vers une démocratie parlementaire capable, sur la base de certaines concessions, de préserver le pays d'une crise révolutionnaire.



Le rôle du stalinisme et le PMDB

Cherchant à empêcher toute intervention propre de la classe ouvrière dans la crise qui secoue le régime bourgeois, le Parti communiste brésilien soutient le PMDB. Dans ce parti bourgeois, « opposition taillée sur mesure » par la dictature, le Parti communiste brésilien met en avant la constitution d'un « front démocratique » de soutien à Figueiredo, comprenant le PDS lui-même.

Pendant la campagne électorale, cette politique s'est concrétisée par l'appel à la constitution de « gouvernement de large coalition démocratique, intégrant tous les partis d'opposition y compris des secteurs du PDS qui désirent des changements démocratiques dans la société brésilienne » (*Voz da Unidade*, « Voix de l'unité », du 18 septembre 1982).

Les résultats de Rio de Janeiro

C'EST apparemment Leonel Brizola, candidat au poste de gouverneur pour le Parti démocrate travailliste (PDT), qui gagne les élections dans cet Etat, suivi de près par le PDS, mais avec une très large avance par rapport au candidat du PMDB et du stalinisme, Miro Teixeira.

Il s'agit d'un événement qui mérite d'être analysé et qui aura d'indiscutables répercussions politiques. D'abord parce que Brizola, vieux dirigeant nationaliste bourgeois, est un personnage haï par la hiérarchie militaire et qui a été pendant des années contraint à l'exil par la dictature, ce qui confère à son élection un caractère clairement antidictatorial, indépendamment de ses positions.

Le meilleur exemple en est les cris qui accueillirent Figueiredo quand il tenta de parler au cours d'un show musical où il y avait 100 000 personnes à Rio de Janeiro. C'est aux cris de « Brizola, Brizola » que la masse a répondu à la présentation du candidat du PDS faite par le dictateur-président.

Mais son élection répond à une question très précise. C'est à Rio de Janeiro que se concrétise le plus, aux yeux du peuple, l'alliance PMDB-PDS, le candidat du PMDB étant un représentant de l'actuel gouverneur Chagas Freitas, nommé par son ami Joao Figueiredo. Voter contre la dictature à Rio, revient nécessairement à voter contre le PMDB.

Que Brizola ait été celui qui apparaisse comme le seul capable d'exprimer l'opposition au régime militaire ne s'explique pas exclusivement par sa popularité mais aussi par le soutien à peine voilé que lui a accordé la majorité de la direction régionale du PT.

Ce n'est pas un hasard si Brizola a déclaré qu'il proposerait au PT la fusion dans un seul parti, « le Parti socialiste ». Lula a répondu à juste titre en affirmant : « Il s'agit de deux propositions bien distinctes, celle de Brizola et celle du PT. Le socialisme préconisé par Brizola ne se trouve que dans sa tête, il n'existe pas. »

Cela veut dire qu'on ne peut faire le socialisme dans une société capitaliste, et Brizola ne se propose pas de transformer le capitalisme, encore moins maintenant. Je crois que la montée de Brizola montre seulement qu'il a utilisé le langage correct au moment correct. De plus, à Rio, le PMDB est plus vulnérable que dans n'importe quel autre Etat. Brizola continuera dans le PDT et nous continuerons en construisant le PT. Il n'y a pas de possibilité de fusion. »

Il ajoute ensuite, par rapport à la réalisation d'une coalition avec le PDT : « C'est une autre question. Ma position est qu'après les élections, qui sont, en janvier, nous devons convoquer une convention extraordinaire pour définir la façon de procéder, évitant ainsi des actions individuelles. »

Personnellement, ma position est que la coalition s'avère difficile, que cette proposition de coalition n'a pas de sens (...). Ou plutôt il me semble que cette possibilité n'existe pas. Maintenant, je ne veux pas affirmer définitivement cette position parce que c'est une convention qui va le définir. Et nous savons que dans le parti il y a des personnes qui pensent différemment. Ce qui est important c'est que la convention fasse prévaloir la volonté de la majorité. » (*EM Tempo*, 11 novembre 1982)



Leonel Brizola.

e militaire



Question : « L'opposition a-t-elle des plans pour la période post-électorale ? »

R. de Martins : Nous allons être confrontés à une période de transition. Nous allons gagner les élections. Et avec une force politiquement émergente, est-ce qu'un gouvernement affaibli et décadent va coexister ? Entre une opposition renforcée par les urnes et un gouvernement sans soutien social qui va disparaître en 1984, existera un fossé.

Question : Et comment "traverser" cette période ?

Martins : Nous devons comprendre que le pays — face à la dette extérieure, à la ronde que certaines puissances font autour de l'Amérique latine et à cause de l'inflation et du niveau de vie — va devoir prendre des mesures exceptionnelles, des mesures de salut national. Il faudra de la prudence des deux côtés pour arriver à un arrangement, une entente.

Nous n'allons pas recommencer cette histoire où on tend une main tout en gardant l'autre sur la gachette. Il s'agit de construire un pont pour ceux qui doivent remettre le pouvoir, sans causer de troubles. Et il s'agit aussi d'éviter des troubles pour ceux qui vont arriver au pouvoir issu des urnes.

Question : L'opposition serait prête à lâcher sur quoi, par exemple ?

Martins : Sur des choses essentielles et qui lui sont chères. Il faudra mettre en place un engagement réciproque et étroit de respect mutuel. Nous sommes prêts par exemple à ne pas soulever la question de nos morts. Nous n'allons pas les oublier, c'est clair, mais nous n'allons pas les faire remonter à la surface. Je pense que le Brésil mérite cet effort. Nous sommes prêts à nous asseoir pour permettre la construction d'un pont. »

(Mario Martins, candidat aux sénatoriales pour le PMDB de Rio de Janeiro à la revue *Senhor* du 8 septembre 1982).

L'importance de ce soutien du Parti communiste ne doit pas être sous-estimée car, malgré la crise qui s'est traduite par l'exclusion de Prestes de ses rangs, il maintient un contrôle sur un secteur très important de la classe ouvrière, y compris à Sao Paulo même.

Cette crise, qui procède certes de divergences réelles sur comment faire face à la situation (Prestes et son aile considèrent qu'un « front de gauche » est nécessaire car, disent-ils, la profondeur de la crise ne permet pas de continuer à maintenir la situation inchangée), est loin d'être irréversible et n'empêche pas, en tout cas, que les deux fractions essayent d'agir efficacement aux ordres de leurs chefs du Kremlin, dont l'une et l'autre se revendiquent avec zèle.

Le meilleur exemple en est la tactique suivie par les « prestites », qui soutiennent la candidature de Brizola et du PDT à Rio de Janeiro, et le PT à Sao Paulo, et qui interviennent à l'intérieur des deux partis.

L'importance du combat des trotskystes

C'est dire l'importance du combat des trotskystes à l'intérieur et à l'extérieur du Parti des travailleurs contre le stalinisme, en particulier



Le meeting de clôture de la campagne du PT à Sao Paulo, qui a regroupé 100 000 travailleurs.

autour de la défense de la révolution polonaise. Position reprise jusqu'à ce jour officiellement par la direction nationale du PT et qui a donné lieu, en pleine campagne électorale, à l'organisation nationale par le PT de meetings et de manifestations en défense de *Solidarité* et pour la libération de Walesa, Baluka, Kuron et de tous les prisonniers en Pologne.

C'est dire l'importance du combat contre l'« unicité syndicale » défendue par le PC avec les « pelegos » et le ministère du Travail ; combat qui n'est pas parvenu à empêcher que, commettant une grave erreur, la majorité des dirigeants syndicaux « historiques » du PT aient finalement abandonné la convocation à la réunion des 4 et 5 décembre et retiré leur signature du texte « Aux travailleurs de la ville et de la campagne », publié dans le précédent numéro de *Tribune internationale*.

Tout cela confirme l'appréciation faite par le V^e Congrès des trotskystes du Brésil, qui affirmait : « La construction du PT avance contradictoirement en fonction de l'évolution de la lutte des classes, dans une trajectoire partiellement contrôlée et freinée par sa direction. »

La mobilisation des masses exploitées modifie non seulement les rapports entre les classes, mettant en cause la continuité du régime, mais elle provoque aussi des modifications des relations au sein du prolétariat, ce processus étant

déterminant dans la marche du PT lui-même.

Le PT peut être mené à l'impasse et à sa propre liquidation par une politique de capitulation face à la bourgeoisie et à l'intégration dans l'« opposition » légale à la dictature. Cependant, le résultat des contradictions internes du PT n'est pas déterminé à l'avance, étant donné que l'évolution du PT a lieu au sein de la lutte des classes. L'intervention de la fraction trotskyste est d'une importance vitale pour la classe ouvrière. »

Les résultats du PT

Malgré le caractère des élections, la participation du PT a permis de s'exprimer ouvertement la volonté de secteurs significatifs du prolétariat d'une politique indépendante qui permette à la classe ouvrière de se mettre à la tête de la nation opprimée dans sa lutte libératrice.

La campagne électorale a permis au PT de se construire comme une organisation nationale, malgré le fait que les illusions électoralistes, et dans certains cas l'arrivisme, aient rendu difficile cette construction.

Mettant au centre la lutte pour en finir avec la dictature militaire, contre les élections frauduleuses et pour la Constituante souveraine (voir à ce propos l'article de Lula dans ces pages), des secteurs importants du PT, à tous les niveaux, ont répondu aux nécessités de larges secteurs du peuple, ce qui se traduit par près de

2 000 000 de voix nationalement (il s'agit d'une estimation) dont 1 200 000 dans l'Etat de Sao Paulo.

C'est sur cette base d'intransigeance de classe et de combat contre la dictature que la mairie de Diadema (Diadema représente, avec l'ABC, la principale banlieue ouvrière de Sao Paulo) a été gagnée par le PT ; que dans l'ABC, selon les dernières informations, le PT serait deuxième, et qu'à Campinas, principale ville de l'intérieur de l'Etat de Sao Paulo, le PT aurait la troisième place à quelques voix du PSD.

Mais, au-delà des voix, la campagne électorale du PT a servi, dans beaucoup d'endroits, à organiser la lutte des travailleurs et à combattre pour balayer les pelegos des syndicats (c'est le cas du syndicat de la chimie de Sao Paulo et de l'ABC), à imposer des commissions d'usine, et à établir de nouveaux rapports entre le PT et des secteurs importants de la classe ouvrière en rupture avec le stalinisme.

Pour les partisans de la IV^e Internationale, ce résultat représente une raison de plus pour approfondir leur engagement loyal dans la construction et la préservation du PT comme parti ouvrier indépendant, ce qui n'est en aucune façon contradictoire avec la nécessité impérieuse d'avancer dans la construction d'un authentique parti révolutionnaire.

Luis Favre
19 novembre 1982.

Ces propositions du PC sont la forme que prend son soutien à la dictature militaire contre le mouvement des masses. Sans toucher au point fondamental — le fait que les « gouvernements élus » n'ont pas de pouvoir, mais laissent le pouvoir aux mains de Figueiredo —, l'appareil stalinien participe et donne son soutien au plan d'ouverture, en tentant de gagner le Parti des travailleurs (PT) à sa politique.

Le PMDB, pour sa part, a répondu positivement à l'appel à l'unité nationale lancé par Figueiredo, et son président, Ulysses Guimarães, a annoncé peu de jours après les élections, et avant d'en connaître les résultats « que le PMDB va agir avec beaucoup de mesure, sans se figer, par exemple sur le nom pour la présidence à la République » (revue *Senhor* du 17 novembre 1982).

Peu de jours auparavant, le candidat au sénat du PMDB à Rio de Janeiro déclarait à la même revue :

EDITORIAL (article paru dans le journal « O Trabalho » du 17 novembre 1982)

Dictature, démocratie et PT

La dictature, c'est la loi de sécurité nationale, qui empêche la libre organisation, expression et manifestation, qui arrête et poursuit les travailleurs des villes et des campagnes, les jeunes et tous ceux qui luttent pour de meilleures conditions de vie et de travail, pour le droit aux études, pour les libertés et une vie digne.

La dictature, c'est une dette extérieure de plus de 80 milliards de dollars, résultat du bradage réalisé par les généraux depuis dix-huit ans dans le pays, de la spoliation des richesses nationales par les entreprises et les banquiers internationaux, de l'exploitation effrénée des travailleurs brésiliens.

La dictature, c'est le « peleguisme » dans les syndicats, la structure syndicale dépendante du ministère du Travail qui étouffe la démocratie et la liberté des travailleurs de choisir leurs dirigeants, leur droit de s'organiser sans être sous la tutelle de qui que ce soit, pour lutter pour leurs droits et revendications.

La dictature, c'est une inflation de plus de 100 %, les bas salaires, l'enseignement payant. Le paradis des grands propriétaires terriens qui exploitent et poussent à la misère des millions de travailleurs des campagnes.

La dictature, ce sont les élections truquées où 14 millions d'analphabètes ainsi que les soldats et les marins ne peuvent voter. Où les chambres, les assemblées, le Congrès national, les gouvernements des Etats n'ont aucun pouvoir réel parce que la dictature conserve le droit d'intervenir dans tout Etat du pays, d'opposer son veto à toute loi votée au Congrès national, d'intervenir dans tous les domaines de la vie de la nation.



La démocratie, ce sont les travailleurs qui s'organisent librement, dans leurs propres syndicats, partis et associations, avec le droit de faire grève, de manifester et de s'exprimer sans être arrêtés, poursuivis ou torturés parce qu'ils luttent pour leurs intérêts et revendications.

La démocratie, c'est le peuple décidant librement de la façon dont disposer des richesses du pays, suivant les nécessités de la majorité de la population, pour permettre une vie digne à ceux qui travaillent et non pour alimenter les profits des patrons, des entreprises et des banquiers nationaux et internationaux. C'est l'annulation de la dette extérieure, qui n'a pas été contractée par le peuple, c'est la rupture avec l'oppression et avec le joug que l'impérialisme fait peser sur le pays.

La démocratie, c'est la terre à celui qui la travaille, c'est la réforme agraire, la fin des grandes propriétés terriennes qui font peser la faim et la misère sur les travailleurs des campagnes.

La démocratie, ce sont les salaires dignes qui correspondent aux nécessités des travailleurs qui sont les responsables de la production des richesses du pays. C'est le droit à l'emploi pour tous.

La démocratie, c'est l'enseignement public et gratuit, la possibilité de faire des études pour toute la population, de l'école primaire à l'université, garanti par l'Etat. C'est la garantie pour que l'argent public soit utilisé pour les écoles publiques et non pour

financer l'enseignement payant par des subsides aux patrons des écoles privées.

La démocratie, ce sont des élections libres, avec liberté d'organisation et de manifestation, sans aucune restriction à la constitution des partis que le peuple désire organiser et sans aucune prohibition à la propagande électorale. Des élections libres à tous les niveaux où tout le peuple puisse voter, y compris les analphabètes, les soldats et les marins qui sont aujourd'hui écartés de tout processus électoral.

La démocratie, c'est la fin de la dictature militaire, c'est le pouvoir exercé directement par le peuple. C'est une Assemblée constituante souveraine, où les représentants du peuple, librement élus, ont entre leurs mains le pouvoir de décider du destin du pays.



Le PT est un parti construit à partir des luttes des travailleurs et de la jeunesse sur un terrain d'indépendance face à la dictature et aux partis bourgeois en place ou d'« opposition », qui inscrit sur sa plate-forme la lutte pour en finir avec la dictature pour que puissent se réaliser la démocratie et le socialisme.

Le PT, conséquent avec cette lutte, a rejeté toute proposition d'« entente » ou d'« union nationale » défendue par les patrons et par le Parti communiste brésilien afin de lier le peuple au soutien du régime militaire en faillite, de maintenir Figueiredo au pouvoir ainsi que les généraux qui sont responsables de la faim, de la misère et de l'oppression.

Le PT, en accord avec la volonté des travailleurs de s'organiser librement contre les pelegos et le ministère du Travail, en défendant la lutte pour construire une centrale unique indépendante de l'Etat, comme un instrument de lutte contre la dictature et pour la satisfaction des revendications des travailleurs des villes et des campagnes, le PT applique les aspirations unitaires et démocratiques des travailleurs.

Le PT combat pour la solidarité internationale entre les travailleurs et les peuples du monde entier, contre l'impérialisme et les bureaucrates staliniens en Pologne, en Palestine et en Amérique centrale.

Le PT, dans la lutte pour en finir avec la dictature, lutte pour la démocratie et le socialisme ; il brandit, comme le dit Lula, le drapeau d'une Constituante démocratique et souveraine, précédée de la fin du régime militaire, où le peuple puisse exercer souverainement son pouvoir.



Terre, travail et liberté !
A bas la dictature militaire !
Assemblée constituante souveraine !
Vote PT !

LULA DECLARE AU JOURNAL « LA FEUILLE DE SAO PAULO » :

« Il faut garantir la convocation d'une Constituante véritablement démocratique »

Il n'est pas nécessaire d'être juriste pour savoir que, dans ce pays, nous n'avons pas de Constitution digne de ce nom. Ce que nous avons, et que quelques-uns appellent une Constitution, est en réalité un amendement imposé par la junte militaire de 1979.

Un mauvais amendement qui s'est appliqué à une Constitution mauvaise elle aussi, celle de 1967, imposée par le régime militaire à un congrès terrorisé, sans fonctions constituantes et avec, au-dessus de la tête des parlementaires, l'épée de Damoclès de la cassation du mandat. Dans ce sens, il est évident que nous avons besoin d'une Constituante. Le problème est alors le suivant : quelle est la Constituante dont nous avons besoin ? Serait-ce maintenant la meilleure occasion pour avoir une Constituante ?

Nous, PT, nous pensons que nous n'aurons jamais une Constituante véritablement démocratique si les travailleurs ne sont pas organisés dans tout le pays.

L'organisation des travailleurs (1)

Et c'est par l'organisation des travailleurs que nous sommes en train de construire le PT. De la même façon, c'est par l'organisation des travailleurs que nous sommes en train de faire de notre campagne électorale une campagne de luttes, appuyée sur notre participation aux mouvements populaires. Une campagne électorale qui est, en elle-même, un instrument des luttes chez les travailleurs pour leurs revendications sociales, politiques et économiques. En premier lieu, par conséquent, vient l'organisation des travailleurs.

Une Constituante véritablement démocratique ne deviendra une réalité que comme le résultat d'un nou-

veau rapport de forces dans le pays. Et ce nouveau rapport ne peut être créé que par la mobilisation et par l'organisation des travailleurs. Méconnaître cette réalité, c'est préparer la voie pour que le drapeau de la Constituante devienne une simple formulation de conciliation entre les groupes dominants. C'est en outre ce que sont en train de faire quelques partis d'opposition, parmi lesquels le PMDB.

Ils parlent de Constituante, mais les yeux tournés vers le PDS et le Palais du Planalto. Ils parlent de Constituante, mais ils sont trop liés aux intérêts patronaux et aux horizons de la bourgeoisie libérale pour se préoccuper de la mobilisation et de l'organisation populaire. Des hommes politiques de ces partis disent que les travailleurs, et le peuple en général, ne font pas preuve du plus grand intérêt envers la Constituante. Ce n'est pas vrai. Ce sont eux, politiciens d'opposition, plus habitués à traiter les travailleurs comme une « masse de manœuvre », qui n'ont pas intérêt à leur participation. Ce sont eux qui ne s'adressent pas aux travailleurs et au peuple, mais aux groupes dominants, quand ils parlent de Constituante.

D'autres disent que les travailleurs et le peuple seraient plus intéressés par des revendications économiques que par la Constituante. Et cela est vrai. Mais c'est vrai seulement parce que la Constituante qu'ils proposent n'est pas la Constituante démocratique qui servirait aux travailleurs, mais une Constituante visant à la conciliation entre ceux d'en haut, au détriment de ceux d'en bas.

« Une camisole de force bureaucratique »

En premier lieu vient l'organisation des travailleurs. C'est une

orientation de lutte que quelques secteurs n'ont pas encore comprise. Prenons des exemples. Il y a ici une loi de grève qui est en réalité une loi anti-grèves. Cela est très sérieux et devrait donner à penser à ceux qui parlent de Constituante sans se préoccuper de l'organisation populaire. Cela veut dire que le droit de grève assuré dans la Constitution, même dans le simulacre de Constitution que nous avons, est supprimé dans une loi qui le réglemente.

Nous avons là une loi syndicale, héritée du fascisme, qui date de 1943 et qui est restée intacte dans la Constitution de 1946, en refusant aux travailleurs la liberté d'organisation syndicale qu'assurait la Constitution, qui sera parfaitement inutile si nous n'avons pas une organisation suffisante pour garantir que ses principes soient réglementés par des lois démocratiques.

Mais la question est encore plus grave. Nous avons une loi sur les partis qui soumet les partis en général à une camisole de force bureaucratique, au flagrant mépris des principes de liberté politique que les Constitutions ont coutume de reconnaître. Une loi sur les partis qui, dans l'esprit de l'autoritarisme en place, supprime la liberté d'association pour les partis de certaines idéologies, les communistes par exemple.

Nous avons une loi de sécurité nationale, de caractère éminemment totalitaire, qui menace la liberté des citoyens en général. Nous avons enfin des lois électorales, y compris la loi Falcao, qui, si elles sont appliquées dans l'élection qui doit amener à la formation d'une Constituante, ne serviront qu'à faire de la Constitution qui en résultera un texte incapable de représenter la véritable volonté politique du pays. Une Constituante dans ces conditions ne sert qu'à la soif de conciliation des groupes dominants. Une fois de plus, dans

l'histoire brésilienne, elle sera limitée à définir une Constitution de circonstance, prête à être bafouée à toute occasion par ceux qui sont les maîtres du pouvoir.

Le PT lutte, depuis le début, contre la loi de grève et pour le droit de grève. Il lutte pour la liberté syndicale et contre la structure syndicale en place. Il lutte pour l'abrogation de la loi de sécurité nationale et pour le plein respect de la liberté des partis et contre toutes discriminations envers ceux qui adhèrent à telle ou telle idéologie. Ce sont des luttes concrètes, de caractère institutionnel, qui se lient de façon concrète aux luttes des travailleurs pour

l'emploi, pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de vie.

Et c'est la voie que nous suivons et que nous continuerons à suivre dans notre effort pour l'élargissement et le renforcement de l'organisation des travailleurs dans tout le pays. C'est aussi cette voie qui nous permettra, plus tard, de changer de façon significative l'actuel rapport de forces, de façon à garantir la convocation d'une Constituante véritablement démocratique. »

Feuille de Sao Paulo, 15 octobre 1982.

(1) Les intertitres sont de la rédaction de Tribune internationale-La Vérité.

Le pablisme au Brésil

« Em Tempo »... de se définir

INPRECOR numéro 136 du 8 novembre, organe du Secrétariat unifié pabliste (*Perspectiva Internacional* en portugais) publie une série d'articles sur le Brésil. L'un d'entre eux mérite une attention particulière car il présente un intérêt pour les dirigeants et militants du PT et pour tous ceux qui suivent avec passion la lutte des travailleurs brésiliens pour construire un parti ouvrier indépendant, le Parti des travailleurs (PT).

Il s'agit de la prose d'un illustre inconnu signant du nom de Jorge Buarque (nous pensons qu'il n'a rien à voir avec le chanteur brésilien Chico Buarque), consacré aux « courants qui se réclament du trotskysme » au sein du Parti des travailleurs, en particulier l'OSI (section brésilienne de la « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) »).

L'OSI y est accusée de « double langage », de « sectarisme », d'« opportunisme », d'être « droitière » et autres gentilles, sur la base de citations tronquées, de textes publics et internes, ce qui constitue une curieuse manière de discuter et qui fait preuve d'une surprenante haine fractionnelle.

Etant donné qu'il s'agit d'une organisation qui, aux dires de notre illustre inconnu, dispose d'une implantation « très réduite dans le PT », l'intérêt que Jorge Buarque manifeste pour l'OSI semble étrange.

Plus étranges encore sont quelques-unes de ses définitions et les révélations que contient son article : « L'OSI s'adapte aux courants les plus droitières du PT (avec lesquels ses candidats font systématiquement alliance dans la campagne électorale) », proclame-t-il du haut de sa chaire.

L'OSI appelle publiquement à voter pour le PT, pour la réalisation d'une campagne unitaire de tous les candidats du PT, sur la base de la plate-forme adoptée dans la convention nationale du PT et qui met au centre la lutte pour en finir avec la dictature militaire. Dans l'Etat de Sao Paulo, par exemple, en soutenant en particulier Lula et Jacó Bittar, ainsi que Djalma Bom, président du PT de Sao Paulo, Clara Ant, dirigeante de la commission pro-Centrale unique des travailleurs, Expedito Soares, président de la région de l'ABC, Francisco Caravante, dirigeant du syndicat de la pétrochimie de Campinas, ne serait-ce que pour en donner un petit exemple. Une question, Jorge Buarque : sont-ce là les représentants des « courants les plus droitières du PT » ?

Par contre, les partisans du Secrétariat unifié qui publie le bi-mensuel *Em Tempo* ont permis la victoire du stalinisme aux élections étudiantes de l'Université de Sao Paulo, en divisant le bloc PT en faveur d'une alliance électorale avec... la Communauté ecclésiastique de base ! (Certes, il y a une Eglise « rouge » qui n'est pas, elle, « droitière », sans doute !).

« Au voleur, au voleur ! »

On connaît bien l'histoire du voleur qui crie « Au voleur » pour échapper à ses poursuivants. Elle s'applique à la perfection au Secrétariat unifié au Brésil : son accusation capitale contre les trotskystes est l'« entrisme » dans le PT.

Les partisans de *Em Tempo* dans le PT ne font pas d'« entrisme », ils sont contre l'« entrisme », ce sont des ennemis de l'« entrisme ». Mais, au détour d'une phrase, Jorge Buarque nous fait une révélation : « C'est cette différence de conception politique et d'activité pratique qui explique l'implantation plus importante qu'a conquise le courant regroupé autour du journal *Em Tempo*, qui constitue une partie significative de la direction nationale du PT. Ce courant, qui est majoritaire dans la direction de certains Etats déterminants, est partie prenante des directions syndicales classistes et constitue désormais le courant le plus important dans la tendance étudiante liée au PT. Cette tendance est en position de remporter la direction de l'Union nationale des étudiants dans les mois qui viennent. » (1).

Tiens, tiens. Ainsi donc, il y a un courant qui est significatif dans la direction nationale, majoritaire dans les Etats les plus importants, hégémonique parmi les étudiants. C'est-à-dire qu'il s'agit d'un courant organisé, et cela autour du journal *Em Tempo*. Ce courant organisé est entré dans le PT (puisqu'avant, la majorité de ses dirigeants étaient entrés dans le PMDB) et cherche à conquérir des positions.

Alors, Jorge Buarque, qu'est-ce que l'« entrisme », si ce n'est ce que fait le Secrétariat unifié au Brésil, à la seule différence qu'il le fait de façon honnête ?

L. F.



Lula et Cleusa Turra, dirigeante étudiante et candidate au conseil municipal de la ville de Sao Paulo.

(1) L'article de Jorge Buarque date d'octobre 1982. Le congrès de l'UNE s'est tenu début octobre. Sur les 2 200 délégués, les partisans de *Em Tempo* étaient 200 (l'ensemble des délégués du PT étaient 990).

LE VOYAGE DE REAGAN

Réaffirmer la domination impérialiste

Lors de son prochain voyage en Amérique latine, dans la première semaine de décembre, Reagan fera escale à Tegucigalpa, capitale du Honduras. Il sera de retour du Brésil, de Colombie et du Costa Rica. C'est la première fois que Reagan, représentant du principal impérialisme du monde, entreprend un tel voyage, au cours duquel il aura des discussions directes avec les représentants des régimes en place.

L'ETAPE hondurienne a une particulière importance. Selon des reportages publiés début novembre dans les revues américaines *Newsweek*, puis *Time*, c'est depuis l'ambassade US de Tegucigalpa qu'est dirigé tout un programme de « déstabilisation » visant le gouvernement du Nicaragua. Sous le pseudonyme de *The Boss*, c'est l'ambassadeur US John Negroponte qui, par l'intermédiaire de l'état-major hondurien, donne ses ordres aux contre-révolutionnaires qui assassinent et sabotent au Nicaragua.

Reagan, début décembre, viendra soutenir et inspecter l'état de marche de ce plan d'agression. En effet, ouvertement des hauts fonctionnaires de l'administration Reagan ont affirmé, répondant aux informations de *Newsweek* et *Time* : « Notre intention c'est de harceler et non pas de renverser le gouvernement sandiniste. »

« Objectif Nicaragua »

Ainsi, avec cynisme, l'administration Reagan confirme les informations données par *Newsweek* dans un dossier intitulé : « La guerre secrète de l'Amérique : objectif Nicaragua. »

D'après *Newsweek*, c'est avant même la chute de Somoza, qui paraissait inéluctable, que la CIA établissait un réseau de relations clandestines avec les forces bourgeoises ayant pris leurs distances avec la dictature. Depuis, journaux, partis politiques et stations de radio ont reçu de façon permanente des subventions sur un fonds spécial autorisé par Carter.

Après la victoire des masses nicaraguayennes, des agents de la CIA et des conseillers militaires envoyés par le Pentagone ont été chargés de regrouper puis d'entraîner au Honduras des membres de la garde somoziste qui venaient de s'enfuir. Les « conseillers » américains sont chargés d'assurer l'approvisionnement en armes et munitions et la planification des opérations en territoire nicaraguayen.

Assassinats, sabotages, embuscades sont menés « depuis une dizaine de bases toutes situées à proximité immédiate de la frontière honduro-nicaraguayenne ». *Newsweek* révèle que

les « conseillers » américains ont même parfois participé directement à certaines actions.

Une aide décaplée de l'impérialisme à la dictature hondurienne

Le gouvernement du Nicaragua a annoncé que depuis deux ans, 429 actions de ce type ont été enregistrées. La dernière a eu lieu le vendredi 19 novembre au poste frontière El Porvenir, suivant de quelques heures seulement l'enlèvement qu'une quinzaine de paysans dans le village de El Limon, à la frontière.

L'ensemble des informations données par les deux revues américaines ne font que confirmer ce que dénonçaient depuis deux ans les dirigeants sandinistes. Selon les déclarations de Miguel d'Escoto, ministre des Relations extérieures du gouvernement du Nicaragua, les Etats-Unis veulent faire du Honduras, l'« Israël de l'Amérique centrale ».

D'Escoto dénonçait même la possibilité d'une invasion au moment des prochaines manœuvres militaires communes à l'armée hondurienne et à l'armée US prévues pour la mi-décembre au Honduras. Pour lui, alors que ces manœuvres viennent d'être rapportées, il ne s'agit que d'une « manœuvre tactique ». De 3 millions de dollars d'aide militaire reçue des USA par le Honduras, ils sont passés à 10,6 millions cette année, sans compter les millions destinés à moderniser les trois aéroports militaires du pays, ni les sommes, non encore révélées, destinées à améliorer les plus importantes bases navales.

Avec cette aide, l'armée du Honduras est passée d'un effectif de 14 000 en 1979 à 21 500 aujourd'hui. Il a doublé sa force aérienne et a augmenté sa flotte de 70 %.

Dans le même temps, l'ambassade des USA de Tegucigalpa est passée de la quatrième catégorie dans la hiérarchie du département d'Etat à la deuxième. Aujourd'hui cette représentation diplomatique est la troisième des Etats-Unis en Amérique latine par son personnel — 147 civils et 97 militaires — après celles du Mexique et du Brésil.



Reagan recevant les ministres des Affaires étrangères du Honduras, du Salvador et du Costa Rica.

C'est ainsi que le Honduras, deuxième pays le plus pauvre de l'Amérique latine, mais possédant des frontières avec les pays où la vague révolutionnaire est à son point le plus élevé en Amérique centrale — le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua — est la plaque tournante de la tentative d'offensive contre-révolutionnaire de l'impérialisme US.

Intervention au Salvador

Non seulement les forces armées honduriennes ont été impliquées dans de nombreuses violations du territoire nicaraguayen, mais l'armée hondurienne intervient aussi dans la guerre civile au Salvador.

Selon Ramon Corona, membre de la commission des relations internationales du FMLN, « l'armée du Honduras a un plan pour bombarder massivement les fronts de la guérilla du Salvador ». Aujourd'hui, alors que l'offensive d'octobre lancée par le FMLN a tenu en échec pendant plus d'un mois l'armée salvadorienne, plus de 4 000 soldats honduriens ont fait mouvement vers les frontières du Salvador, pendant que plus de 7 000 soldats salvadoriens ont fait de même vers les zones du Morazan et du Chalatenango où, depuis de nombreuses semaines, dans le cadre de l'offensive « héros et martyrs d'octobre 1979-1980 », les forces de la guérilla occupent près d'une vingtaine de localités.

Certes, aujourd'hui l'armée salvadorienne vient d'annoncer qu'elle arrête cette gigantesque contre-offensive commencée le 10 novembre, abandonnant ainsi ces vingt localités aux mains de la guérilla et démontrant par là même la crise qui secoue les sommets de l'oligarchie et de l'armée salvadoriennes. Mais les menaces continuent à peser sur les masses ouvrières et paysannes du Salvador et le FMLN-FDR annonçait qu'après l'aviation hondurienne, des militaires salvadoriens recevaient à Panama une instruction militaire par l'armée américaine pour la guerre au napalm.

C'est donc dans ce contexte que le voyage de Reagan et les entretiens prévus par lui à Tegucigalpa sont à juste

titre dénoncés par le gouvernement sandiniste comme une « provocation » et « un soutien aux projets agressifs ».

Entretiens avec Rios Montt

Lors de son séjour dans la capitale du Honduras, Reagan s'entretiendra également avec le général Rios Montt, qui par un coup d'Etat a pris la direction en avril dernier du Guatemala, où il mène depuis une politique d'extermination des populations indiennes (qui forment 60 % de la population guatémaltèque), accusées d'être favorables à la guérilla.

Alors que depuis avril dernier 4 000 à 5 000 assassinats commis par les forces armées sont comptabilisés, des villages entiers sont regroupés dans des camps sur le modèle des hameaux stratégiques du Vietnam.

De ces conversations avec Reagan, Rios Montt attend un rétablissement officiel de l'aide militaire américaine pour renforcer son plan d'écrasement des masses paysannes guatémaltèques et une consolidation de son pouvoir menacé par les clans civils et militaires qui divisent l'oligarchie de ce pays.

Enfin, l'annonce du voyage de Reagan au Honduras, appréciée par le ministre hondurien des Relations extérieures Paz Bernica comme « renforçant la position démocratique » de son pays, a été suivie par l'arrêt, à l'initiative du Honduras, des pourparlers qui semblaient s'être ouverts entre les dirigeants du Honduras et du Nicaragua avec le récent voyage de Paz Bernica à Managua, capitale du Nicaragua.

C'est la politique mondiale de l'impérialisme américain qui s'exprime ainsi face à la révolution centro-américaine. C'est elle qui sera confortée et mise au point dans le voyage de Reagan en Amérique latine.

L'offensive militaire et répressive s'accompagne de manœuvres diplomatiques, de l'utilisation de l'argument de la négociation brandi puis retiré pour réapparaître peu après. Les présidents du Venezuela et du Mexique ont comme on le sait proposé début octobre l'ouverture de telles négociations.

Leur objectif était clairement exprimé dans leur lettre au gouvernement du

Nicaragua dans laquelle ils dénonçaient le « sur-armement » du Nicaragua et insistaient auprès du gouvernement du FSLN pour le retour au programme du premier gouvernement de reconstruction nationale (1) : désarmer militairement et politiquement les masses nicaraguayennes, voilà dans quel sens pèsent les présidents du Venezuela et du Mexique, voilà les pressions qu'ils réalisent sur les directions des organisations de guérilla et la direction du FSLN.

C'est dans ce contexte que l'éditorial du *Monde* du 23 novembre 1982 écrivait : « Conscients des limites de l'aide soviétique, les leaders sandinistes sont résolus à une négociation politique avec leurs voisins, particulièrement avec ceux du Honduras. »

En effet, terribles sont les pressions et les tentatives d'isolement exercées par toutes les forces intéressées au maintien de la domination impérialiste dans le monde sur les directions des organisations qui combattent l'impérialisme en Amérique centrale. Elles n'épargnent pas bien sûr le FMLN-FDR du Salvador, qui vient de proposer une négociation sans préalable au gouvernement de la dictature salvadorienne, dans un texte qui prend comme référence les récentes propositions des présidents du Venezuela et du Mexique et de la conférence épiscopale du Salvador.

Après l'affaire des îles Malouines, la crise qui ébranla tout son dispositif contre-révolutionnaire face à la révolution centro-américaine, Reagan veut rétablir dans son voyage, par un dialogue direct avec les régimes en place, les conditions permettant à l'impérialisme US de reprendre à un niveau supérieur son offensive contre les masses de l'isthme.

Dans les pays d'Amérique latine où Reagan va se rendre, les sections de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », avec l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques, contribueront à préparer et organiser des manifestations de rue contre la venue de Reagan et à redoubler d'efforts pour l'organisation de la solidarité avec la révolution centro-américaine.

J. Robles.

(1) Voir *Tribune internationale* n° 9.



Guatemala : l'armée à « l'œuvre ».

Une interview d'Aït Ahmed

Hocine Aït Ahmed, qui a accordé cette interview à *Tribune internationale-La Vérité*, est une figure importante dans l'histoire de la révolution algérienne.

Natif de la Grande Kabylie, il est coopté à l'âge de 25 ans au bureau politique du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) de Messali Hadj. En 1947, il est responsable de la branche armée du MTLD, l'Organisation spéciale (OS). Remplacé à ce poste par A. Ben Bella, il devient le porte-parole du MTLD au Caire. Il se prononce pour l'action armée et rejoint le FLN à partir de novembre 1954. Arrêté le 22 octobre 1956 dans le même avion que Ben Bella, il reste en prison jusqu'au cessez-le-feu de mars 1962.

Au moment de l'indépendance de l'Algérie, il refuse de faire partie du bureau politique du FLN, se démarque de la politique de Ben Bella et crée le Front des forces socialistes (FFS) qui dirige une insurrection armée en Kabylie en 1963. Arrêté, condamné, maintenu en prison après le coup d'Etat du colonel Boumediène en 1965, il s'évade et vit actuellement en exil.

— Qu'est-ce que le Front des forces socialistes (FFS) ?

— « Ni dictature du prolétariat », « ni formalisme démocratique », voilà ce que proclamait le FFS à sa naissance, en septembre 1963.

En clair, nous condamnons la monopolisation du pouvoir politique, qu'elle se passe au nom de la classe ouvrière, développée ou en voie de développement, au nom de la révolution ou de quelque texte sacré que ce soit.

Le « formalisme démocratique », entendons-nous bien, ce sont les rituels de légitimation : plébiscites, campagnes à sens unique, etc. Tout ce qu'en matière de stratégie caméléon on hésite pas à emprunter à l'Occident, tout en s'excitant contre toute imitation de l'Occident. La dictature politique engendre la dictature économique et culturelle.

L'acte de naissance du FFS

Le FFS était en un mot contre la bureaucratisme de l'espoir ; la démocratie révolutionnaire était le mot clé de son acte de naissance, en fait la démocratie conçue comme fin et moyen n'avait pas besoin d'adjectif ; ce sont les libertés publiques, d'information, d'expression, d'association, c'est le respect des droits de l'homme, ce sont les élections libres à tous les échelons, c'est le pluralisme politique.

Je me rappelle qu'en automne 1962, j'ai exprimé publiquement, de la tribune de l'Assemblée nationale constituante, mon désaccord au sujet de la dissolution du Parti communiste algérien.

Démocratie révolutionnaire, l'adjectif marquait bien que la maîtrise directe par le peuple de son destin n'était pas une rationalité venue d'ailleurs.

La révolution algérienne, c'était le phénomène colossal d'automobilisation, de prise de responsabilités et d'initiatives par les couches sociales les plus exploitées et les plus marginalisées. Ayant accompli leur devoir d'autodétermination avec ou sans leurs chefs, décimés par la guerre, je dirai malgré les carences et souvent l'esprit féodal de ses dirigeants, les Algériennes et Algériens devaient rester maîtres de leur droit à l'autodétermination, c'est-à-dire exercer les libertés démocratiques, leurs droits syndicaux pour édifier des institutions étatiques qui correspondent à leurs choix, à leurs intérêts et à leurs aspirations.

Sans liberté d'expression, sans vie associative, pas de socialisme. C'est parce que cette option était profondément ressentie que nous nous sommes battus pour la démocratie.

Voilà pour ce qui est des principes, et j'ajoute, la lutte étant aussi affaire d'hommes, que le FFS, ce sont des dizaines d'hommes qui ont donné leur vie pour que la révolution algérienne tienne ses promesses et que l'Algérie ne devienne pas le patrimoine juridique, politique, économique et culturel d'un homme, d'un clan ou d'une nouvelle classe.

C'est aussi des centaines de militants qui, chassés de leur gagne-pain, pour-

chassés par les féodalités policières et de parti, sont restés dignes ; même s'ils ont cessé d'être politiquement actifs, ils n'ont pas cédé à la corruption politique et donc financière, à de rares exceptions bien sûr... Ce qui est une prouesse quand on connaît les mécanismes policiers qui ont miné et paralysé toute la société algérienne.

Je ne ferai pas l'historique de ce mouvement, en dehors de sa phase active de résistance qui aurait pu aboutir au renversement du processus de fascisation engagé par Boumediène. Depuis longtemps, le FFS a subi les contre-coups de la société algérienne gangrenée par le désespoir, la démobilisation et la dépolitisation.

La stratégie du FFS

Aujourd'hui, le FFS mène le même combat politique. Il s'agit d'éveiller les intelligences aux causes bureaucratiques, autocratiques et féodales qui ont abouti aux bilans catastrophiques. Il s'agit d'engager les consciences à prendre leurs responsabilités.

Les hommes et les femmes algériennes doivent se prendre en charge et ne plus compter sur les miracles, il n'y a pas de Mahdi, la démarche ne descend pas du ciel, elle s'arrache dans la vie quotidienne, dans les luttes politiques, linguistiques, syndicales, dans le combat idéologique.

— Quelle est l'importance du FFS et quelle est sa stratégie ?

— Il est difficile d'apprécier l'audience d'un mouvement en l'absence de vie politique normale, c'est-à-dire de libertés d'expression et d'association, il n'y a pas d'élections libres, il n'y en a jamais eu, c'est l'éternel monologue où le pouvoir se pose soi-même des questions et y répond par soi-même.

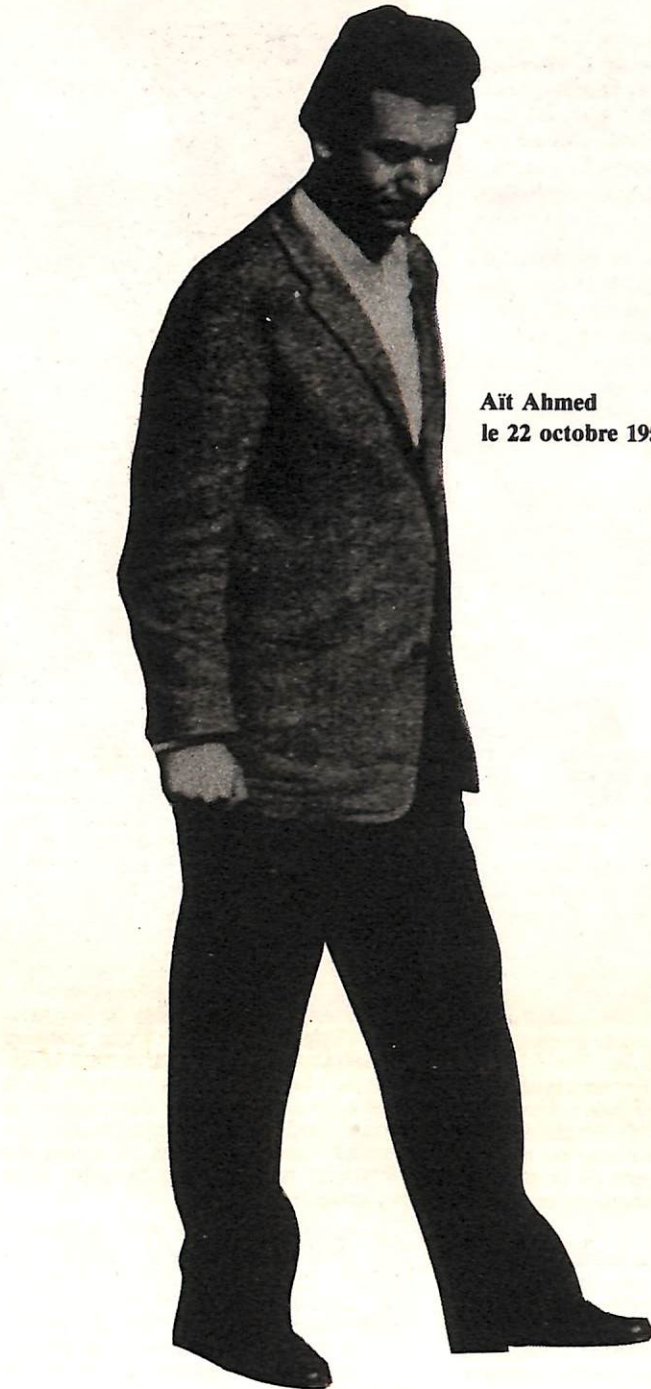
Toute vanité partisane étant puérile et proscrite, je pense avancer l'opinion que le FFS constitue un espoir dans des secteurs de plus en plus larges de la population, qui aspire au changement social par les conquêtes démocratiques, syndicales et linguistiques.

L'acharnement du pouvoir à le combattre, par la répression, l'intimidation et toutes les méthodes subtiles du conditionnement politique et de la manipulation stratégique, n'ont pas moins contribué à créer un mythe FFS. Comme tous les mythes, il suscite des craintes par-ci, du désespoir par-là, et souvent l'espoir se double de la peur.

Une « tâche colossale »

C'est dire que la sympathie ne signifie pas engagement et que le mythe peut recouvrir toutes sortes de malentendus et d'ambiguïtés ; à la limite, je préfère renverser la perspective et dire « Allez-y, je vous soutiens », car le sérieux révolutionnaire ce n'est pas le combat élitiste, l'excitation verbale, la structure close, c'est responsabiliser les hommes et les femmes.

On ne peut pas se substituer à une société. « Attendez, j'arrive, je suis Zorro », c'est complètement stupide ; j'ai passé ma vie à lutter contre des con-



Aït Ahmed le 22 octobre 1956.

ceptions sommaires de l'histoire et de la lutte politique.

La nation algérienne s'est remise debout lorsque les jeunes qui la composaient ont compris qu'ils ne pouvaient avoir la tête haute et le ventre plein en se mettant à plat-ventre. Voilà une façon d'entrer en matière sur votre question à propos de la stratégie du FFS.

Il ne faut pas se tromper d'étape historique. Après quasiment deux décennies de désinformation, de dépolitisation, de délabrement de nos valeurs et de nos structures les plus saines, c'est à une tâche colossale de sensibilisation, de conscientisation et de repolitisation qu'il faut s'atteler.

Vous avez entendu cet ouvrier compatriote déclarer à la télévision française et de surcroît en milieu syndical : « Non, je ne fais pas de politique. » C'est l'image d'une régression dans la conscience sociale.

Ainsi est-il un devoir de soutenir et de susciter toutes les initiatives associatives d'information, de formation et d'élévation du niveau civique. Il faut aider les tentatives syndicalistes, linguistiques, des femmes, des jeunes, à s'organiser eux-mêmes et pour eux-mêmes. Sans s'en remettre au spontanéisme, il faut se garder de tarir la spontanéité des revendications, il faut écouter la société dans ses diverses-dynamiques, pour la connaître d'abord, car elle n'est plus la même.

L'Algérie est indépendante et je dirais par boutade que ce n'est pas de la faute des dignitaires s'il y a des retombées positives : des universités, des usines, des lycées pour jeunes filles aussi, quand bien même leur fonctionnement et leurs contenus sont défectueux...

Et puis l'Algérie réelle, c'est la population des moins de 20 ans, majoritaire à

60 %, qui a tout à nous apprendre pourvu qu'elle prenne le droit de s'exprimer, et beaucoup à apprendre aussi (car ne tombons pas dans la démagogie par excès inverse), pourvu que nous réussissions à l'atteindre et à l'écouter.

Le FFS a pour devoir de participer à cette tâche élémentaire mais fondamentale d'élévation du niveau politique et organisationnel des combats. Il ne veut rien imposer, régenter, mais propose et soutient. Il y a dans l'avant-projet de plate-forme pour une alternative démocratique, diffusé il y a quatre ans, l'ébauche d'une stratégie populaire.

C'est clair, le FFS s'est prononcé pour un combat pacifique d'idées. Dans ses concepts d'autonomie personnelle, locale, régionale, il y a une démarche provocatrice et libératrice du débat politique, et de la réflexion conditionnée ou bloquée par les tabous idéologiques et le terrorisme psychologique.

En réalité, nous y avons davantage soulevé des questions qu'apporté des réponses. Les débuts des réponses ont été apportés par le « printemps berbère », les grèves et manifestations spontanées des ouvriers en dehors des syndicats officiels, des femmes « malgré leur organisation de masse », des lycéens et des paysans en Oranie et sporadiquement dans l'ensemble du pays.

« Le combat d'idées et le dialogue »

Les expériences politiques et organisationnelles témoignent à la fois contre l'activisme dépolitisé des masses et les formes clandestines d'organisation. Coupée de ses longues traditions de lutte, la jeunesse algérienne ne se rend pas compte que les services de la répression accumu-

lent toutes les traditions policières qui leur permettent de provoquer, de récupérer et de manipuler aussi bien les bouillonnements populaires que les bouillons de culture clandestins.

Nous encourageons de ce fait les jeunes à adopter des types de revendications, d'initiatives et d'associations ouvertes, c'est-à-dire publique et responsables, autonomes, c'est-à-dire imposer le pluralisme dans les mœurs politiques, et du coup ne pas exposer l'effervescence de la base à l'étouffement des centralisations et des routines imposées par le haut.

Dans les projets de statuts du FFS (1964), l'admission d'avant-gardes autonomes y est prévue à condition que celles-ci soient démocratiquement structurées. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de fusion ou d'intégration des avant-gardes, il s'agit de susciter et d'encourager leur émergence.

Il ne faut pas se tromper de période historique. Seul le parti unique peut se permettre de mobiliser dans la nostalgie d'un peuple aujourd'hui démobilisé systématiquement des avant-gardes fantomatiques. En tout cas, je conçois mon devoir de citoyen algérien et de militant FFS dans la perspective de la réactivation de la vie politique, par le combat d'idées et le dialogue.

— Que pensez-vous d'un rassemblement démocratique ?

— A priori, et pour être conséquent avec tout ce que je viens de vous déclarer, je ne peux qu'approuver toutes les initiatives de dialogue et de rapprochement entre les forces démocratiques algériennes.

Unité d'action contre la répression

Encore faut-il qu'elles soient d'une part et d'autre part des forces démocratiques. Je ne dis pas cela du tout pour marquer le caractère groupusculaire de tel ou tel mouvement ; l'histoire est pleine d'enseignements où des groupes minoritaires deviennent porteurs d'histoire parce qu'ils ont obstinément collé aux aspirations des couches sociales exploitées, alors que des mouvements au passé prestigieux deviennent des sectes marginalisées quand ils cessent de s'ouvrir ici et maintenant sur les besoins et les aspirations des masses.

Le FFS a une grande expérience des tentatives de fusion, de regroupement et de coordination ; les échecs ont eu des causes multiples et différentes. Dire que ces échecs ont laissé plus de rancœur, ce n'est pas remettre en cause le principe de convergence lui-même, c'est prévenir contre les illusions magico-métaphysiques, mesurer la portée aussi exacte que possible d'une initiative, sans optimisme ni pessimisme exagéré, c'est aussi savoir où on met les pieds et ne pas se laisser manipuler.

Ces considérations soulignées, je dis oui ! Oui à des unités d'action ponctuelles contre la répression et pour le respect des droits de l'homme. Chaque formation ou courant politique restant libre de s'associer ou non à telle ou telle forme d'action proposée.

Je dis oui également à des formes de rencontre, de dialogue et de réflexion. Il faut laisser à l'avenir des luttes la flexibilité informelle qui permet des convergences plus claires et plus durables.

Le devoir de chacun et chacune étant de développer l'émergence des forces démocratiques, il faut aussi coordonner les soutiens et aides aux initiatives des syndicalistes, des femmes, des groupes linguistiques, des jeunes à se donner les structures associatives de leurs intérêts et de leur choix.

Mettre à leur disposition des locaux, conférenciers, des enseignants arabes et berbères, du matériel d'impression. Il ne faut pas se servir des forces montantes, mais les servir avec la conviction que « tout ce qui monte converge ».

(1) Les intertitres sont de la rédaction de *Tribune internationale - La Vérité*.

Le Programme de transition à la lumière de la révolution chinoise

« Les présentes thèses sont les seules à même de répondre aux nouveaux problèmes théoriques et politiques posés par la montée révolutionnaire issue de la Deuxième Guerre mondiale. Cette montée révolutionnaire, la plus gigantesque à s'être produite jusqu'à présent, ne pouvait être prévue dans ses formes concrètes par le Programme de transition. Les nouveaux problèmes qu'elle pose ne peuvent cependant recevoir une solution politique correcte que si on les aborde avec la méthode du Programme de transition.

Le plus spectaculaire de ces nouveaux problèmes, c'est la formation de nombreux Etats ouvriers bureaucratiques, qui régissent le tiers de l'humanité. Ces Etats sont issus de la montée révolutionnaire des travailleurs, qui ont contraint leurs directions petites-bourgeoises, directions bureaucratiques et contre-révolutionnaires, à rompre avec la bourgeoisie, à l'exproprier et à prendre le pouvoir. Autrement dit, cette variante, que Trotsky considérait comme "peu vraisemblable", a été seule, jusqu'à ce jour, à se réaliser au cours de l'après-Deuxième Guerre mondiale. »

(Introduction aux Thèses pour la reconstruction de la IV^e Internationale adoptées par la Conférence mondiale de 1980.)

L'UN des phénomènes les plus considérables relevant de ces nouveaux problèmes dont parlent les Thèses, c'est incontestablement la révolution chinoise. La chute du régime de Tchang Kai-chek, sous les coups d'un mouvement dont la direction est constituée par le Parti communiste chinois, ne remet-elle pas en question la validité des positions sur laquelle la IV^e Internationale a été fondée ? Entraîne-t-elle une remise en cause de son programme ?

Comment définir le régime issu du renversement révolutionnaire de la dictature du Kuomintang et comment s'explique son évolution et les crises qu'il a connues ? C'est à ces questions que nous voulons répondre en revenant sur le développement de la révolution chinoise.

En octobre 1949, Mao Tsé Tung annonce à Pékin la fondation de la République populaire de Chine. Pour l'impérialisme, sonne le glas de sa domination sur 600 millions d'hommes.

Certes, cette nouvelle situation où, comme nous allons le montrer, contre son programme, le PCC dut aller jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie, n'avait pu être prévue par le Programme de transition. Mais pareillement, ni Marx ni Lénine n'avaient prévu la dégénérescence du premier Etat ouvrier. Ils avaient cependant dégagé les instruments théoriques — la théorie de l'Etat ouvrier comme Etat bourgeois sans bourgeoisie — qui ont permis à Trotsky d'élaborer et d'analyser la nouvelle catégorie des Etats ouvriers dégénérés, sur la base de la dégénérescence d'Octobre.

De la même manière, le Programme de transition permet de comprendre ce qui s'est passé dans les pays de l'Europe de l'Est et en Yougoslavie, en Chine et à Cuba. Dans le Programme de transition, Trotsky écrivait à propos du gouvernement ouvrier et paysan :

« La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.) des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Comprendre le processus qui en 1949 a abouti à la proclamation de la République populaire de Chine comme expression particulière de la lutte internationale du prolétariat pour son émancipation, comme la nature bureaucratique de l'Etat ouvrier qui y a été édifiée, nécessite de revenir sur un certain nombre de données.

Au lendemain de la révolution d'Octobre

La révolution en Chine prenait son élan au lendemain de la révolution

d'Octobre. Déclenché en mai 1919 en riposte aux prétentions des impérialistes qui entendaient se partager la Chine en fonction des résultats de la Première Guerre mondiale, un mouvement révolutionnaire se développa, entraînant à la suite des étudiants et de l'intelligentsia petite-bourgeoise les couches les plus profondes de la population : le jeune prolétariat concentré essentiellement dans les ports, puis les grandes masses paysannes livrées à la propriété foncière, aux usuriers et aux « seigneurs de la guerre » qui se partageaient le pays à la suite de l'échec de la révolution de 1911.

Pour la débile bourgeoisie chinoise, bourgeoisie compradore de l'impérialisme ou bourgeoisie liée à la propriété foncière, à l'usure, qui ne cherche qu'à améliorer sa situation vis-à-vis de l'impérialisme et édifier un régime politique stable favorable à son développement sans même pouvoir envisager la rupture avec l'impérialisme ou un quelconque bouleversement de la structure agraire, l'ennemi numéro un ce sont les masses.

Bien que le parti de la bourgeoisie, le Kuomintang, ait une influence de masse, la situation mûrit rapidement et met à l'ordre du jour la révolution prolétarienne comme seule capable de résoudre les tâches démocratiques : solution de la question de la terre, de l'indépendance et de l'unité nationale.

Les grèves se succèdent et gagnent en ampleur pour aboutir en 1925 à une mobilisation de l'ensemble du prolétariat, tandis que les paysans s'organisent (950 000 syndiqués) et prennent les terres.

Le développement même du mouvement des masses engendrait de nouveaux alignements politiques et sociaux. Les limites établies par les dirigeants du Kuomintang étaient dépassées. L'ouvrier ne pouvait continuer à accepter la distinction formelle entre l'exploiteur étranger ou l'exploiteur chinois, pas plus que le paysan ne pouvait se contenter de vagues promesses sur une hypothétique baisse des taxes et ne pas passer à l'action pour son propre compte.

« Révolution par étapes »

Le Parti communiste chinois fondé en juillet 1921, bien qu'il eût connu un développement rapide dans toutes les couches de la population et particulièrement dans la classe ouvrière dont il était le premier organisateur, manquait par la force des choses d'expérience et de cadres.

Dépendant très étroitement, dans sa définition d'une politique, de l'Internationale communiste contrôlée alors directement par Staline qui renforçait le pouvoir de la bureaucratie en URSS, il allait, sous la dictée du Komintern, définir une politique qui n'était autre que celle des mencheviks en 1905 : la « révolution par étapes ».

Pour Staline, contrairement à tous les enseignements des trois révolutions russes, la révolution chinoise connaissait une « étape démocratique » pendant



Tchang Kai-chek.

laquelle il était essentiel de maintenir l'alliance avec la bourgeoisie nationale, et, pour cela, ne point l'« effrayer » en mettant en avant des revendications de classe — qu'il s'agisse de revendications ouvrières ou de la revendication de la terre aux paysans qui se heurtait directement à cette bourgeoisie, partie liée avec les propriétaires fonciers.

Cette désastreuse politique de subordination au Kuomintang, qui permet à Tchang Kai-chek de frapper le prolétariat le moment venu afin de négocier avec l'impérialisme dans une position d'interlocuteur valable, aboutit à la terrible défaite de 1927, au triomphe de la contre-révolution, à la destruction de l'avant-garde prolétarienne chinoise et à l'instauration de la plus sanglante des dictatures sur la classe ouvrière et la paysannerie.

A partir de 1928, le PCC se reconstruit dans les campagnes comme un appareil militaire administratif et politique s'appuyant sur l'irrédentisme de vastes zones paysannes. Rejetés des villes, les dirigeants communistes chinois vont renoncer à organiser le prolétariat et se fixeront l'objectif de construire une armée paysanne.

Loin cependant de se transformer en « parti paysan », il restera toujours un appareil autonome chevauchant la lutte révolutionnaire de la paysannerie, proclamant qu'il représente le prolétariat à la tête des masses paysannes. Cette indépendance à l'égard de sa base paysanne, tout comme le caractère essentiellement militaire de la lutte lui permettant un contrôle étroit du mouvement, expliquent la facilité avec laquelle il a pu passer de l'opportunisme le plus plat à l'organisation de la lutte de masse contre le régime Tchang.

D'une manière constante, de 1935 à 1947, la perspective qu'il ouvre aux masses chinoises n'est pas celle d'un renversement de la bourgeoisie mais celle de l'établissement d'un gouvernement de coalition entre la bourgeoisie et le PCC représentant des ouvriers et des paysans.

« Un capitalisme à caractère progressiste »

Dans « La Nouvelle Démocratie », ouvrage de Mao Tsé Tung qui paraît en 1940 et qui restera jusque même après la prise du pouvoir le programme du PCC, la même orientation persiste, même si le rôle du Kuomintang est remis en question.

Pour le PCC, une collaboration organique avec la bourgeoisie nationale est possible et nécessaire parce que la révolution doit franchir une étape « démocratique bourgeoise » au cours de laquelle bourgeoisie nationale et PCC entreprendront en commun la réforme agraire et le rétablissement de l'économie nationale.

A la fin de la guerre, le PCC demeure sur les mêmes positions, comme en

témoignent ces quelques extraits d'une interview de Mao Tsé Tung donnée au journaliste G. Stein : « La Chine a pour le moment besoin de démocratie, et non de socialisme. Pour être plus précis, il est indispensable à la Chine : 1) que les Japonais soient délogés du pays, 2) que la réforme démocratique se réalise sur tout le territoire par l'octroi au peuple de toutes les libertés modernes... 3) que la question agraire soit résolue, pour qu'un capitalisme à caractère progressiste puisse se développer en Chine et contribuer à l'amélioration des conditions de vie du peuple. » (G. Stein, La Chine rouge, Editions Jeheber).

Au nom de cette phase « démocratique bourgeoise » à conduire en commun avec le Kuomintang, il refuse de mettre en avant le mot d'ordre de réforme agraire et se prononce même après la défaite des Japonais pour le développement d'un « capitalisme à caractère progressiste » qui pourrait « améliorer les conditions de vie du peuple ».

A l'épreuve des faits, la politique de conciliation se révéla une utopie. Les lois de l'histoire, la réalité des conflits sociaux aiguisés par la guerre se montraient plus fortes que les combinaisons de l'appareil du PCC.

Il n'y avait pas de compromis possible entre les masses révolutionnaires paysannes en mouvement qui voulaient la terre, et la bourgeoisie liée aux propriétaires fonciers. A moins de se suicider en renonçant à être le parti de cette révolution paysanne, le PCC ne pouvait aboutir à un compromis durable. Il dut dans les faits prendre une orientation en contradiction avec la stratégie officielle de la « révolution par étapes ».

Tchang Kai-chek balayé

A l'issue de la guerre, le gouvernement Tchang Kai-chek ne tenait debout, après la victoire finale des masses contre l'impérialisme japonais, que grâce à la protection de l'impérialisme. Incapable d'avoir réglé aucun problème (régression de l'agriculture, dépendance accrue vis-à-vis de l'impérialisme), le régime corrompu de Tchang Kai-chek voyait le développement d'une inflation galopante qui le minait plus encore.

En l'absence de toute solution de la part du régime, les masses petites-bourgeoises et intellectuelles se tournaient vers des solutions radicales tandis que la classe ouvrière sortait de sa passivité.

Pour Tchang Kai-chek non plus, il ne pouvait y avoir de compromis. Sa seule solution était, appuyé sur l'impérialisme américain, d'imposer la lutte finale au PCC.

Pour le PCC, résister à l'offensive militaire d'une armée supérieurement équipée ne pouvait se faire qu'en faisant appel à la paysannerie, en libérant son immense potentiel révolutionnaire, en

se mettant à la tête de la révolution agraire.

Obligés d'aller de l'avant en 1947, les dirigeants du PCC adoptent la réforme agraire qu'ils mettent immédiatement en pratique dans les zones qu'ils contrôlent. C'est sous le mot d'ordre de « La terre à ceux qui la travaillent », de l'expropriation des propriétaires fonciers, que se place désormais le PCC.

Tchang Kai-chek est incapable de résister à la marée de la révolution agraire que canalise militairement le PCC. Le pouvoir se désintègre. Les jeunes gens des villes les quittent pour rejoindre les zones libérées, tandis que, comme au Vietnam ultérieurement, les soldats de Tchang désertent et ses officiers vendent les armes. Dans les villes où il ne tient plus que par la terreur, toute la machine économique se bloque.

Janvier 1949 : le PCC entre à Pékin

Malgré les directives de Staline qui, encore en juillet 1948, exigeait du PCC qu'il ne prît pas le pouvoir, lui demandant d'entretenir la guérilla et de se retenir d'« exploiter jusqu'au bout leur victoire », Pékin sera prise en janvier 1949. C'est délibérément, contre la volonté de la bureaucratie du Kremlin, qui voulait utiliser les masses chinoises dans son jeu diplomatique, que la victoire sera remportée.

Ainsi se trouve pleinement confirmée la théorie de la révolution permanente selon laquelle seule une révolution sociale de caractère prolétarienne pouvait permettre la réalisation des tâches démocratiques héritées du passé, qu'il s'agisse de la question agraire, de l'indépendance et de l'unité de la nation. Ce sont ces conditions exceptionnelles d'effondrement du régime Tchang, de mobilisation révolutionnaire des masses, de la guerre, qui, comme l'envisageait Trotsky dans le Programme de transition, ont amené la direction bureaucratique du PCC à « aller plus loin qu'elle ne le voulait dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie », l'impérialisme et le stalinisme lui-même.

Le caractère permanent de la révolution va se trouver développé dans les premières années du régime.

La victoire du PCC apparaît comme celle d'une armée paysanne sur un régime décomposé. Les villes furent conquises, mais les dirigeants du PCC empêchèrent systématiquement toute manifestation autonome de la classe ouvrière, confiant tout le pouvoir à l'autorité militaire, supprimant où ils s'étaient formés spontanément les « comités ouvriers » et n'hésitant pas à utiliser pour cela les fonctionnaires du Kuomintang.

Mais en même temps, et bien qu'au début du nouveau régime, Mao et le PCC tentent de rester fidèles au programme qu'ils défendent avant la prise du pouvoir : « développement capitaliste », « collaboration organique avec la bourgeoisie », les circonstances exceptionnelles tant internationalement que nationalement dans lesquelles ils se trouvent le leur interdisent.

Avant même d'avoir accompli ses tâches démocratiques bourgeoises, la révolution chinoise était appelée à se heurter militairement avec l'impérialisme américain en Corée. La nécessité d'assumer une mobilisation considérable sur le plan militaire obligea à approfondir la révolution de l'intérieur.

L'impossibilité de réaliser les tâches que s'étaient fixées le régime de Mao — libérer l'agriculture des entraves féodales, reconstruire l'économie — en collaboration avec la bourgeoisie nationale (résistance des propriétaires terriens, de la grande comme de la moyenne bourgeoisie, fuite des capitaux) obligea le gouvernement chinois à des incursions de plus en plus profondes dans le domaine de la propriété privée des moyens de production, puis à cesser de freiner le mouvement des masses rurales. La réforme agraire s'étendit à tout le pays. Les moyens de production furent étatisés et le monopole du commerce extérieur instauré.

C. Corte.



IV^e INTERNATIONALE

Centre international de reconstruction

TURQUIE

La dictature militaire instaurée en Turquie à partir du coup d'Etat du 12 septembre 1980 vient de réaliser, le 7 novembre dernier, un référendum sur une nouvelle « Constitution ». Par cette mesure, le régime militaire turc, qui a fait de la torture la procédure normale dans les interrogatoires policiers, prétend se « légaliser ».

C'est un référendum réalisé sous l'Etat de siège, alors qu'il y a 25 000 prisonniers politiques, que de nombreuses peines de mort sont réclamées contre les dirigeants et les militants des organisations ouvrières. La propagande pour le « oui » étant évidemment la seule permise.

D'après la nouvelle Constitution ainsi « approuvée » le 7 novembre, le général Evren vient de se transformer de simple dictateur en « président », avec un mandat qui va jusqu'en 1989 et avec les mêmes pouvoirs qu'il avait auparavant, mais désormais en tant que gouvernement « légal ».

Dans les jours qui précèdent le référendum, nos camarades de la Ligue socialiste des travailleurs, section turque de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) », ont fait parvenir à la rédaction de *Tribune internationale-La Vérité* une déclaration que nous reproduisons ici.

OUVRIERS, peuple travailleur : la junte militaire, qui fait subir une dictature et une répression sans précédent à la classe ouvrière, aux masses populaires et à la nation kurde depuis deux ans, prépare un référendum-farce, qui vise à institutionnaliser, à « légaliser » le régime oppressif et totalitaire.

Elle vise ainsi à établir un soutien « légal » à la dictature capitaliste contre la révolution socialiste prolétarienne.

Alors que la junte militaire arrive à la fin de deux années de règne, elle a traversé des crises, sous la pression de différentes contradictions et de la crise socio-économique. Aujourd'hui, une opposition politique large, dont la classe ouvrière constitue la plus grande partie, est en train de voir le jour, contre la dictature et son règne d'oppression et de violence.

Ouvriers, peuple travailleur : la crise de la dictature a déjà commencé. La junte militaire tente d'échapper à son renversement et à

la crise ouverte, en utilisant la prétendue « normalisation » et le « passage vers la démocratie ». Cet événement démontre que la junte recule face aux forces d'opposition politique, face à la classe ouvrière et aux masses populaires, et incluant même des secteurs de la bourgeoisie démocratique.

Ouvriers, peuple travailleur : la junte militaire est le valet de l'impérialisme US et des grandes entreprises capitalistes. Elle est le chien de garde du capitalisme failli. Deux années de dictature ont signé la violence, l'oppression et l'exploitation.

Ouvriers, peuple travailleur : il n'y aura pas de libération finale aussi longtemps qu'existera le capitalisme. La seule voie qui mène à la libération de l'exploitation et de l'oppression de classe, c'est la révolution socialiste. Il n'y a pas de place pour des illusions sur cette voie.

Ouvriers, masses laborieuses : une nouvelle période a déjà commencé à s'ouvrir devant nous, nous entrons dans une nouvelle phase de la vie politique du pays. C'est une

nouvelle période dans la lutte contre la dictature. Aujourd'hui la chose la plus profitable pour la classe ouvrière et tout le peuple serait de renverser la dictature et de la chasser du pouvoir immédiatement. Donc, la première tâche pour la classe ouvrière et la direction révolutionnaire est de mobiliser toutes les forces d'opposition politique contre la junte militaire.

Ouvriers, peuple travailleur : il ne suffit pas de dire que « non » à la Constitution réactionnaire. Nous devons transformer tout sentiment démocratique, tout conflit social et tout mécontentement en une action et une mobilisation politiques à l'échelle nationale. Transformons le référendum en action politique à l'échelle nationale pour le renversement révolutionnaire de la junte !

A cette fin, la Ligue socialiste des travailleurs appelle la classe ouvrière, le peuple travailleur, la nation kurde et l'opposition démocratique libérale à l'unité d'action dans la lutte contre la junte. Encore une fois, dans le même but, elle appelle toutes les masses et les militants à former des comités d'action dans les usines, les ateliers, les écoles et dans les villages, sur la base de la démocratie ouvrière, afin de préparer et organiser toutes les résistances et mobilisations contre la junte. Comme une organisation de la classe ouvrière, la LST considère l'unité d'action de toutes les forces d'opposition comme nécessaire pour le renversement immédiat de la junte, sans abandonner l'objectif du pouvoir et de l'indépendance politique de la classe ouvrière.

**A bas la dictature !
Non à la Constitution réactionnaire !
Abolition immédiate
de toutes les interdictions
contre la vie politique !
Assemblée constituante libre,
élue par des élections libres
pour déterminer l'avenir du pays !
Pour un gouvernement
ouvrier et paysan !
Pour un comité d'action !
Pour un parti socialiste !**

Il ne fait aucun doute, si l'on fait le tour des centaines d'assemblées qui se sont tenues partout à travers le Québec, que les travailleurs et les travailleuses sont prêts à l'action et n'attendent que le signal des dirigeants. Ils veulent le Front commun, ils veulent l'unité parce qu'ils savent plus que jamais qu'à défaut de cette démonstration massive, générale, simultanée, le gouvernement ne va pas bouger.

Donc, il s'agit de prendre des moyens capables de faire reculer ce gouvernement. Les moyens ne peuvent reposer que sur la force du nombre et de l'organisation. Et si cette force est véritablement soudée dans l'action, si les divisions et les prétextes aux actions partielles ou fragmentées sont bannis, comme les travailleurs le veulent profondément, sur qui, sur quoi le gouvernement pourra-t-il s'appuyer pour faire passer ses plans ?

FRANCE

DANS le prochain numéro de « *Tribune internationale-La Vérité* », nous rendrons compte du XXVII^e Congrès du Parti communiste internationaliste (section française de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » qui est actuellement en cours de préparation et qui se tiendra à la fin du mois de décembre.

Le PCI est aujourd'hui engagé dans la préparation d'une manifestation nationale qui aura lieu à Paris le 4 décembre.

L'axe de cette manifestation est l'exigence adressée à la majorité PS-PCF qui siège à l'Assemblée nationale : « *Députés du PS et du PCF, la majorité vous a été donnée, respectez le mandat qui vous a été confié !* »

Plus de 60 000 signatures

Sur cette base, dans le cours de la préparation de la manifestation, plus de soixante mille signatures de travailleurs et de jeunes ont été recueillies.

Cette campagne du PCI prend place dans une situation où, se pliant aux injonctions des capitalistes et agissant au compte de leurs intérêts, le gouvernement de front populaire porte des coups aux travailleurs, notamment à ceux que le chômage prive de leur emploi, réduisant leurs allocations et excluant pratiquement les jeunes chômeurs de ces allocations. En même temps, des projets se cristallisent qui remettent profondément en cause des conquêtes générales de la classe ouvrière (financement des allocations familiales, Sécurité sociale).

D'autre part, un épisode politique a démontré avec netteté comment les questions « institutionnelles » (le caractère réactionnaire et bonapartiste de la V^e République) se recoupent avec la politique du gouvernement de front populaire.

Celui-ci a fait adopter une amnistie pour les faits relatifs à la guerre d'Algérie (il s'agissait avant tout des crimes de la V^e République, organisation fasciste de la V^e République parlementaire du Parti socialiste a refusé de suivre le gouvernement en

ce qui concerne le rétablissement dans leurs droits des généraux ayant dirigé cette organisation.

Usant d'un article de la Constitution (article maintes fois dénoncé par Mitterrand lui-même) qui permet au gouvernement de faire adopter un projet dans sa totalité, sans amendements et sans vote, sauf si on lui oppose une motion de censure, le gouvernement a, en fait, « cassé » le vote de la majorité PS-PCF.

Le contenu des institutions de la V^e République

Comme l'explique l'éditorial d'*Informations ouvrières*, l'organe central du PCI, en date du 27 novembre :

« (...) En recourant aux mécanismes les plus réactionnaires des institutions de la V^e République pour imposer, contre la majorité PS-PCF, une mesure exigée avec force par la réaction et la hiérarchie militaire, Pierre Mauroy et le gouvernement font la démonstration — paradoxalement, de leur propre point de vue — que des institutions antidémocratiques et réactionnaires ne sauraient être tournées dans le sens des intérêts ouvriers et de la démocratie. La preuve est faite : le recours systématique aux institutions antidémocratiques de la V^e République se combine avec le blocage des salaires, les attaques contre les allocations familiales et les allocations chômage, les licenciements qui se poursuivent, le refus d'abroger les lois antilabour, etc.

Le 4 décembre 1979, François Mitterrand pouffait, dans la politique de gouvernement réactionnaire de Giscard-Barre, la volonté de « nier dans leur entité les élus de la nation et, par voie de conséquence, le suffrage universel et populaire qui les choisit ».

Le 4 décembre 1982, par milliers et milliers, nous manifesterons à Paris avec le PCI pour dire aux députés du PS et du PCF :

« Vous êtes la majorité investie du suffrage universel et populaire, proclamez votre souveraineté, usez de tous les pouvoirs que le peuple vous a confiés pour gouverner dans le respect du mandat... »

Avec ses 750 délégué(e)s de la CSN, de la FTQ et de la CEQ, le conseil d'orientation doit se réunir aussi souvent qu'il le faut pour évaluer l'état des négociations, décider de l'action à chaque étape de la lutte. Autour des négociateurs du Front commun et des dirigeants des 3 centrales, le conseil d'orientation doit agir maintenant comme véritable comité national de grève, responsable devant les 210 000 salariés de l'Etat-patron. »

EQUATEUR

Le Comité équatorien de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) » vient de se constituer. A l'occasion de l'ouverture du local central du groupe, une réunion-débat a été organisée sur la révolution polonaise.

CANADA

Des événements importants pour le mouvement ouvrier canadien, et en particulier pour les travailleurs du Québec, sont en cours.

Le gouvernement du Québec, le gouvernement Levesque, met en œuvre une série de mesures qui portent atteinte aux conquêtes des salariés et à leur organisation. Contre ces mesures, les travailleurs du secteur public, qui sont plus immédiatement menacés par l'actuelle politique du gouvernement, ont formé un Front commun où participent tous les syndicats du secteur public et para-public appartenant aux trois centrales syndicales : la CSN, la CEQ et la FTQ.

Dans la II^e Assemblée du Front commun qui s'est tenue avec la participation de 750 délégués provenant des trois centrales syndicales, il a été décidé la préparation d'une grève de 24 heures et, si le gouvernement maintient ses mesures, la grève générale illimitée.

Nous reproduisons des extraits de l'éditorial de *Tribune ouvrière*, le journal du Groupe socialiste des travailleurs, section canadienne de « IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) ».

A PROPOS DU LIVRE DE MANDEL : « LA CRISE 1974-1982 »

Le charme discret...

Sous le titre « *La crise 1974-1982. Les faits, leur interprétation marxiste* », Ernest Mandel vient de publier chez Flammarion un livre de 300 pages. Ce livre ne manque pas d'intérêt. Le lecteur y trouvera de nombreuses statistiques et même certains passages qu'il lui suffira d'ordonner, de resituer dans une analyse utilisant rigoureusement la méthode de Marx pour avoir une vue d'ensemble des développements du mode de production capitaliste au cours de ces dix dernières années.

Bien sûr, Mandel situe son analyse dans le cadre de la périodisation de l'histoire du mode de production capitaliste qu'il a exposée systématiquement dans un autre livre : « *Le 3^e âge du capitalisme* ». Les « crises classiques de surproduction » s'intégreraient dans des cycles longs durant environ 50 ans, eux-mêmes composés de deux phases : la première dite « onde longue expansive », la seconde dite « onde longue dépressive ».

Chacun des cycles serait marqué par une révolution scientifique et technologique qui impulserait un renouvellement du capital fixe.

Le « cycle » commencé en 1940

EN 1940 pour les USA, en 1945-48 pour les autres pays capitalistes, une de ces nouvelles périodes historiques aurait commencé. Comme chacune de ces périodes, elle serait marquée par une « révolution scientifique et technologique » : en l'occurrence l'apparition de l'énergie atomique et de l'électronique et leur application dans la production.

Sa première phase, celle « expansive », se serait terminée vers 1967. Sa seconde phase, celle « dépressive », aurait commencé alors et les « crises classiques de surproduction » de 1974-1976, de 1980-1982, s'y inscriraient. La formulation de Mandel « crise classique de surproduction » synonyme de « dépression généralisée » s'inscrivant « dans la dépression de longue durée » devient claire. Les cycles

fondamentaux, vitaux du mode de production capitaliste seraient ces « périodes de 50 ans environ ».

S'il en était ainsi, quelque douloureuse qu'elle soit pour l'humanité, à la phase dépressive actuelle pourrait succéder une nouvelle « période de 50 ans environ » de développement capitaliste marquée par une nouvelle révolution scientifique et technologique et son application à la production.

D'ailleurs, Ernest Mandel évoque dans son article du 23 avril 1982 la perspective pour environ la fin du siècle d'une tendance « qui, à long terme, pourrait être décisive ; une nouvelle révolution technologique axée sur les micro-processeurs, les robots industriels et domestiques, la voiture électronique et l'énergie solaire ». Ce serait en somme le passage de la semi-automation à une automation plus complète.

En d'autres termes, le capitalisme ferait faire alors, et à nouveau, à

l'humanité un gigantesque pas en avant, réaliserait un nouveau et gigantesque développement des forces productives. Mais il faudrait en conclure que l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, époque du capitalisme décadent, pourrissant, de réaction sur toute la ligne, est dépassé.

Il est vrai, et il faut lui en donner acte, que Mandel écrit aussi : le capitalisme « menace de plus en plus la substance même de la civilisation matérielle et de la culture humaine dont il avait jadis assuré l'essor, fût-ce sous une forme contradictoire, avec d'énormes tares et aliénations qui lui étaient inhérentes dès sa jeunesse. Il est urgent que l'humanité lui substitue un régime social adapté aux besoins contemporains, à ses forces productives : le régime socialiste qui n'existe nulle part. La seule force sociale capable de mener à bien pareille œuvre de reconstruction gigantesque est la classe ouvrière, c'est-à-dire l'ensemble des salariés. »

Le PCI pourrait presque signer cette déclaration « apocalyptique ». A une nuance près. Le capitalisme ne « menace » pas de détruire la substance de la civilisation humaine. Depuis qu'il est devenu le capitalisme de monopole, l'impérialisme, il ne cesse de détruire cette substance — les forces productives se transformant en forces destructrices. Faut-il rappeler la Première Guerre mondiale, la crise de 1929, le fascisme, la Deuxième Guerre mondiale ?

C'est là « un schéma sans vie, une vue sectaire » que Mandel ne peut faire siens. Selon lui, les années qui s'étendent de 1913 à la fin de la Deuxième Guerre mondiale (1940 en ce qui concerne les USA) seraient celles de la longue phase dépressive de la « période de 50 ans environ » qui a commencé en 1894.

Au cours des années 1914-1940, se seraient créées les conditions de la longue phase expansive 1940 (1945-40) qui s'est achevée en 1967, années d'un nouveau et gigantesque développement des forces productives (toujours selon Mandel). Ces conditions seraient :

« L'expansion accélérée de longue durée d'après-guerre résulte de la surexploitation de la classe ouvrière réalisée par le fascisme et la Deuxième Guerre mondiale (aux USA, la guerre froide et ses effets désastreux sur le mouvement ouvrier), qui permit une hausse prononcée du taux de la plus-value et, de là, du taux de profit.

Ceci entraîne une accumulation amplifiée des capitaux, utilisés pour rendre possible la mise en marche sur une grande échelle de la troisième révolution technologique (semi-automation, énergie nucléaire). » D'où il va résulter du bonheur pour nous.

« En augmentant considérablement la production de plus-value relative et les surprofits des monopoles technologiquement en pointe (rentes technologiques), cette révolution permet de prolonger l'expansion dans des conditions « idéales » pour le capital : avec à la fois un taux de profit élevé et un niveau de vie réel des masses laborieuses en hausse, c'est-à-dire en expansion. » (page 28).

La liquidation de la crise de 1929

Ce schéma est en dehors du réel. Certes, le taux virtuel d'exploitation et de la plus-value a considérablement augmenté du fait du fascisme, des défaites écrasantes de la classe ouvrière avant la guerre, de la guerre et de ses séquelles. Et pourtant, cela n'a pas suffi.

Les « crises classiques de surproduction » avaient comme fonction, à l'époque du capitalisme libéral, de réajuster la dimension de la production et de la consommation solvable. Elles entraînaient une dévalorisation générale du capital, une destruction plus ou moins importante de capital fixe, un nouvel équilibre dynamique entre les différents secteurs de la production et ainsi une hausse du taux de profit.

L'impulsion était donnée pour un nouveau cycle sur une base généralement plus élevée que celle de départ du cycle précédent. Bientôt le renouvellement plus ou moins massif du capital fixe entraînait l'économie entière dans un boom plus ou moins grand. Finalement réapparaissait une nouvelle disproportion entre la capacité de production, les différentes branches de la production et la demande solvable.

Alors l'augmentation tendancielle de la composition organique du capital se faisait plus ou moins brutalement sentir, entraînant une chute plus ou moins brutale du taux de profit et finalement la crise. Et ainsi de suite.

Or, la crise de 1929 n'a pu être liquidée par ce mécanisme « classique » tout simplement en raison de l'existence des monopoles et du nationalisme économique. En cela d'ailleurs, les crises à l'époque

impérialiste ne sont pas « classiques ». Les monopoles et les Etats bourgeois ont empêché la dévalorisation générale du capital et la liquidation d'une partie de l'ancien capital fixe. Les monopoles se sont refusés à réaliser ce que la concurrence sur les marchés nationaux et sur le marché mondial rendait obligatoire : le renouvellement massif du capital fixe.

Un gigantesque marché de substitution a été nécessaire pour que les moyens de production existants soient utilisés. C'est seulement ensuite qu'a commencé un renouvellement du capital fixe dans le cadre de l'économie d'armement et finalement de guerre. C'est seulement à la veille de la guerre, ou même au cours de la guerre (USA) que la crise de 1929 a été surmontée. Mais le renouvellement du capital fixe ne s'est pas réalisé automatiquement du même coup.

Ainsi aux USA : « De juillet 1940 à décembre 1944, sur les 20 milliards qui furent investis dans les usines, près des trois quarts furent financés par l'Etat, auxquels il faudrait ajouter près d'un milliard pour les travaux publics, et plus de 4 500 millions destinés à subventionner des industries privées spécialisées. »

En Angleterre : « Réduites à leur seule trésorerie, les usines n'auraient pu que difficilement transformer leur outillage pour de nouvelles productions, ajouter de nouveaux bâtiments à ceux qui existaient endommagés. » (Chardonnet : « Les conséquences économiques de la guerre 1939-1945 »).

En ce qui concerne l'Allemagne, Charles Bettelheim souligne dans son livre « L'économie allemande dans le nazisme » qu'il n'y a eu accroissement des investissements et un renouvellement important du capital fixe que lorsque les capacités de production existantes ont été utilisées et avec l'aide multiforme de l'Etat nazi.

« L'onde longue » de 1940 à 1967

Mais il s'agissait de la guerre ? Assurément. Pourtant, à la fin de la guerre et dans les décennies d'après-guerre, les mêmes processus ont joué. Entre 1945 et 1952, l'Etat américain a ordonné l'intervention économique et financière des Etats bourgeois en Europe et au Japon, pour reconstruire l'économie capitaliste, ouvrir des marchés et concourir au financement du renouvellement du capital fixe.

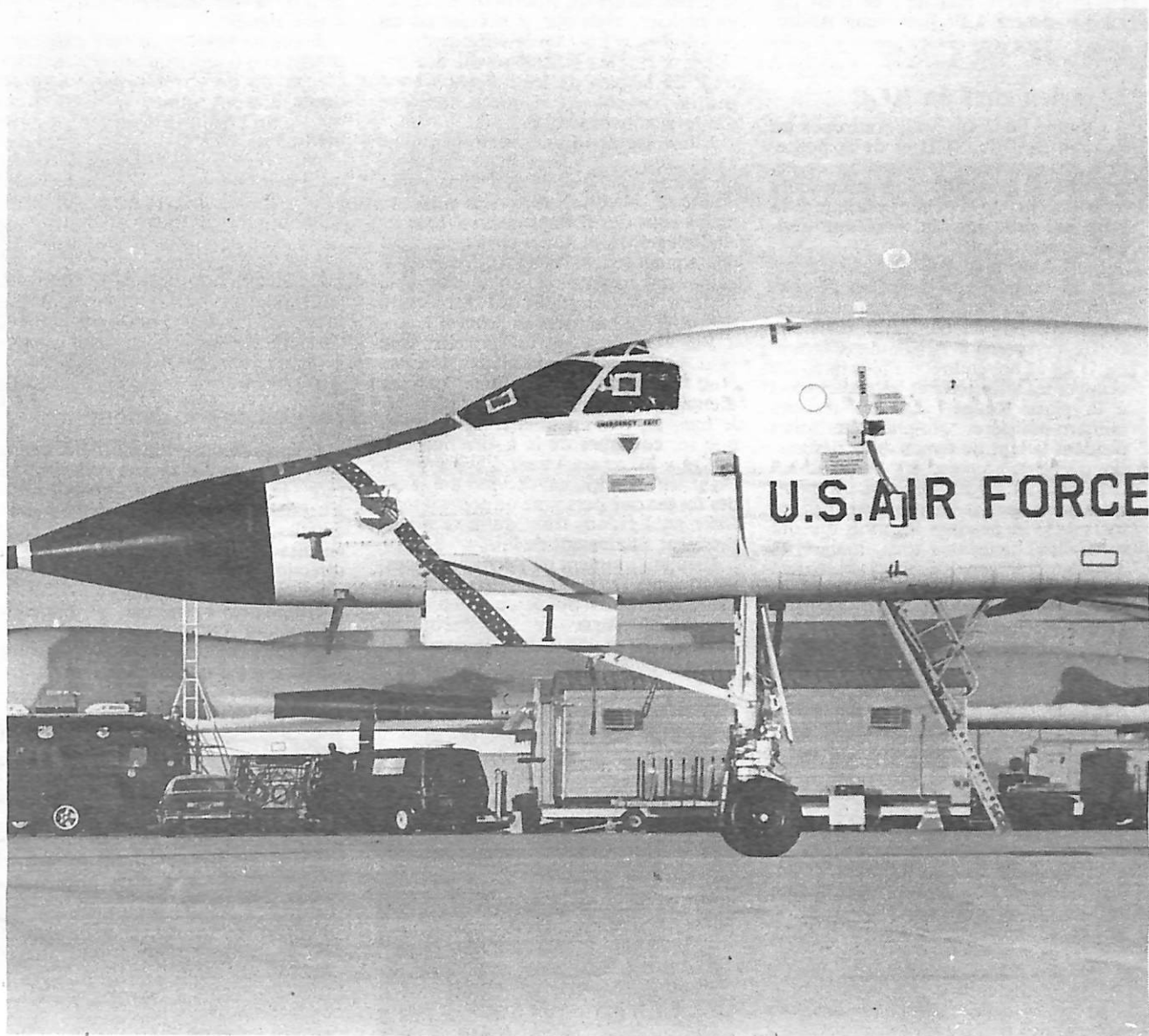
Dans les années de l'immédiat après-guerre, avant le plan Marshall, l'Etat américain a consacré 10,4 milliards de dollars, et au cours du plan Marshall 13,7 milliards de dollars pour financer la reconstruction, donc le renouvellement du capital fixe, du capital européen. C'est lui qui a rendu possible l'intervention économique et le financement propre de chaque Etat bourgeois d'Europe.

Dès 1949 cependant, la crise menaçait. C'est alors que le réarmement américain a commencé. Le 30 septembre 1950, le « Defense Production Act » accordait les mêmes pouvoirs que pendant la guerre au



Une manifestation ouvrière aux Etats-Unis en 1929 contre le chômage.

de l'écléctisme



Une économie permanente d'armement.

gouvernement des USA : « L'Etat a le droit de participer au financement des entreprises travaillant pour la défense nationale : il faut, si celles-ci ne disposent pas de ressources suffisantes, leur accorder des prêts ou garanties, des prêts consentis par les banques privées, et dès septembre un crédit de 2 milliards a été ouvert à cet effet. » (idem, page 86).

Le budget des USA s'est élevé en 1947-1948 à 32,791 milliards de dollars dont 10,961 milliards de dépenses militaires et 4,780 d'aide à l'étranger. En 1950-1951, les chiffres étaient respectivement 40,156 milliards de dollars, 20,994 milliards de dollars, 4,726 milliards de dollars. En 1951-1952 : 71,594 milliards de dollars, 41,421 milliards de dollars, 7,461 milliards de dollars mais dont la partie principale était constituée par l'aide militaire. Cet effort d'armement était dans une moindre mesure également accompli par les puissances capitalistes européennes.

« De 1954 à 1969, autrement dit de la fin de la guerre de Corée à la seconde guerre d'Indochine, les Etats-Unis ont dépensé 450 milliards de dollars à des fins militaires » (l'auteur mentionne dans une note : « En 1969, le PNB français n'était encore que de 160 milliards de dollars »).

« Puis les USA ont connu à nouveau une véritable économie de guerre (le tonnage de bombes déversées sur le Vietnam est équivalent au tonnage des bombes reçues par les Allemands entre 1939 et 1945). L'Etat américain achète 93 % de la production d'avions et de fusées,

60 % de la production navale, 38 % de celle de la radio et des communications, 21 % de la production électrique. » (« Comprendre l'économie mondiale » par J.-M. Albertini et E.-A. Silem).

Les mêmes, qui ne sont pourtant pas marxistes, expliquent : « Les grandes entreprises assureraient pour le compte de l'Etat la gestion d'immenses usines construites par ce dernier et en 1945 des installations, seize entreprises en acquièrent plus de la moitié.

Les prix de liquidation assuraient la rentabilité d'investissements et de méthodes qui normalement n'auraient pas eu de place dans une économie libérale. A partir de 1950, avec le réarmement, on vit se renouveler des processus similaires. »

Au budget militaire et au financement directement par l'Etat des investissements privés qui l'accompagnent, il faut ajouter à partir des années 1960, les crédits de la NASA, programmes Appolo et autres. De même, l'immense inflation de crédits internationale est, au cours de la fin des années 1940, des années 1950 et 1960, organisée à partir du système monétaire international mis en place à Bretton-Woods, donc ordonnée sur le dollar, c'est-à-dire par la Federal System Bank, par l'Etat américain.

Les conditions de la « longue onde expansive » sont dans les rapports politiques internationaux et les rapports inter-impérialistes issus de la guerre assurant la prééminence de l'impérialisme US mais le contraignant de prendre en charge la

reconstruction du système capitaliste mondial.

C'est une économie permanente d'armement qui a été le volant d'entraînement indispensable de l'ensemble de l'économie capitaliste. A ces conditions, la plus-value a pu être produite et réalisée, le taux de profits s'élever considérablement. Quant à la classe ouvrière, c'est sa puissance politique et sociale qui lui a permis d'arracher des conditions de vie et de travail supérieures à celles d'avant-guerre. Mais il ne faut cependant pas oublier la terrible exploitation et l'effroyable misère des peuples des pays semi-coloniaux.

L'ensemble de ces conditions ne signifient-elles pas une « destruction permanente de la substance de la civilisation humaine » ?

Le tournant de 1967 et ses suites

La charnière de la fin des années 1960 correspond au moment où l'Etat bourgeois, l'impérialisme américain ayant pris en charge l'ensemble des contradictions du mode de production capitaliste, ayant déployé un fantastique parasitisme, ne peut plus remplir ce rôle dans les mêmes conditions.

Le caractère parasitaire que l'impérialisme donne à l'économie s'exprime dans la crise du dollar qui commence, et finalement dans la crise du système monétaire établi à Bretton-Woods, manifesté par la

décision de Nixon du 15 août 1971 de suspendre la libre convertibilité du dollar en or, bien qu'il reste monnaie de réserve et qu'avec l'accord des autres Etats impérialistes, il a cours forcé sur le marché mondial.

Alors se produisent les crises de 1974-1975, de 1980-1982, et la prétendue « phase dépressive » qui n'est pas seulement « dépressive » de « longue durée » mais signifie autre chose : l'épuisement de la ressource que l'impérialisme US a constituée pour l'économie capitaliste dans son ensemble, sans qu'aucun Etat bourgeois puisse prendre le relais. Le parasitisme se poursuit, reste indispensable, mais ne suffit plus.

A juste titre, Mandel souligne l'ampleur de l'inflation bien qu'elle ne soit pas encore galopante. Il donne des indications significatives sur les efforts faits par les Etats bourgeois pour sortir de la crise de 1974-1976 : « On peut évaluer qu'entre le milieu de l'année 1975 et le milieu de l'année 1976, pas moins de 175 milliards de dollars de pouvoir d'achat supplémentaires ont été réinjectés dans le circuit économique rien que par le truchement des déficits budgétaires des principaux pays impérialistes. »

Une remarque est nécessaire : il ne s'agit pas d'un « pouvoir d'achat » de nature indéfinie ; il s'agit de dépenses d'Etat généralement improductives et parasitaires. Mandel écrit : « Il se confirme ainsi qu'à l'époque du 3^e âge du capitalisme, celui-ci est incapable d'échapper au dilemme : ou bien récession aggravée, ou bien inflation accentuée. » Laissons-lui la responsabilité de la formule « l'âge du capitalisme ».

Mandel souligne également l'ampleur de l'endettement international et dans chaque pays. Ainsi « aux USA, la dette des entreprises s'est accrue fin 1979 à 1 000 milliards de dollars (40 % de plus qu'en 1975), la dette privée et publique au total atteint 4 000 milliards (50 % de plus qu'en 1975). Voilà la cause fondamentale de l'inflation permanente. »

On le sait, la masse des crédits internationaux privés et publics s'élève à des centaines et des centaines de milliards de dollars. Or, précisément, dans le même temps, on constate un affaiblissement constant de l'investissement productif. L'ampleur de l'endettement est inflationniste, surtout parce qu'il est parasitaire. De même, la masse énorme de capitaux flottants et spéculatifs témoigne du parasitisme. Une grande partie du capital argent existant est du capital fictif. Parasitisme, parasitisme, voilà ce qui caractérise le capitalisme à l'époque impérialiste.

La cause la plus importante de la faiblesse de la reprise entre 1976 et 1980 est la faiblesse des investissements.

« Cela est dû essentiellement à la pression des capacités de production non utilisées qui conduisent fin 1977 à fonctionner autour de 20 % en pleine reprise dans l'ensemble des pays impérialistes, y compris aux Etats-Unis, qui ont la plus forte reprise. »

En d'autres termes, l'action des monopoles empêche la liquidation

d'une partie du capital fixe excédentaire, la dévalorisation de l'ensemble du capital et une nouvelle vague d'investissements qui, à l'époque du capitalisme libéral, entraînait la reprise et impulsait un nouveau boom. La crise de 1980 n'a fait qu'accentuer ce phénomène. Il faut au capital des débouchés garantis. Mais aujourd'hui, à une telle dimension et avec déjà des hypothèques si énormes qu'il risque d'en résulter l'inflation galopante à l'échelle internationale, la faillite totale du système de crédit international.

Comme le « Canada Dry »

La façon dont procède Mandel à l'inconvénient de masquer... l'essentiel : il ne s'agit pas d'une « onde longue dépressive » « classique » à laquelle devrait succéder une « onde de longue durée expansive » non moins « classique », mais de l'aboutissant de tout un processus de pourrissement du mode de production capitaliste qui atteint en profondeur les USA comme toutes les autres puissances impérialistes. Les crises de 1974-1976 et de 1980-1982 sont des jalons vers l'effondrement, la dislocation du marché mondial, de la division internationale du travail, de l'économie capitaliste : une catastrophe économique et sociale sans précédent. A aucun moment, il n'en est question dans son livre.

Il faudrait encore relever la façon dont sont traitées les questions du Marché commun européen, de l'économie des pays où le capital a été exproprié et de leurs relations avec le marché mondial et le capital impérialiste. La façon dont Mandel traite théoriquement de crises cycliques, de la politique du PCF, d'autres éléments encore. Notons pour conclure un des agréments de Mandel : sa « théorie » rejette toute « explication monocausale des crises périodiques de surproduction ».

Ne lui en déplaise, la théorie marxiste explique les contradictions, les crises du mode de production capitaliste de façon « monocausale » : la contradiction entre le caractère social de la production et l'appropriation privée des moyens de production. Toutes les autres contradictions sont des dérivées de cette contradiction fondamentale, essentielle.

Enfin, admirons pour finir la dimension internationaliste de notre auteur : « Un grand nombre d'organisations syndicales d'Europe occidentale se sont prononcées en faveur de l'introduction de la semaine de 35 heures. Il faut exiger une campagne de lutte immédiate à l'échelle de l'Europe — si possible étendue à l'Amérique du Nord et au Japon — pour les 35 heures, débouchant sur une grève générale européenne en faveur de cet objectif. » N'est-ce pas la moindre des choses ?

La méthode que Mandel utilise ressemble au marxisme, elle a l'apparence du marxisme, mais elle n'est pas marxiste. Son livre a le charme discret... de l'écléctisme.

Le 14 novembre 1982,
Stéphane Just

De l'un à l'autre, ou quand meurent les numéros un...

« *Staline est mort le 5 mars* » : c'est ce qu'annonçait, le 6 mars 1953 au petit matin, la radio de Moscou. Le 4, elle avait révélé que le chef génial avait été frappé d'une attaque dans la nuit du 1^{er} au 2. Des récits ultérieurs, notamment celui de Nikita Khrouchtchev dans ses *Mémoires*, datent pourtant sa mort du 3 mars et expliquent par la prudence cette curieuse « information retardée par étapes ».

Il y a quelques jours, toujours à Moscou, on a, si l'on en croit la version officielle, attendu vingt-quatre heures entières pour annoncer la mort d'un autre « numéro un » — le premier après Staline à mourir au pouvoir. Mais le communiqué annonçant la mort de Léonide Brejnev est-il plus crédible que celui qui, il y a presque vingt ans, annonçait celle de Joseph Staline ?

La question est loin d'être oiseuse. Car elle en recèle une autre, infiniment plus intéressante : que font les numéros deux, trois, quatre, cinq, etc., dans cet intervalle privilégié où le numéro un est mort et où le commun des mortels et même des apparatchiks et policiers l'ignore encore ?

Pourquoi ce délai supplémentaire de secret protégé ? Quelles besognes, quels règlements, quels conciliabules rendent nécessaires ce délai supplémentaire de rétention de l'information ? A quoi s'activent-ils donc, dans le secret du Kremlin, avant de paraître au grand jour vêtus de leurs habits et de leurs masques de deuil ?

Le contraste est d'autant plus saisissant entre cette lenteur de la publication de l'information essentielle et la brutale accélération qui la suit, les dépêches qui s'empilent : désignation de la commission d'organisation des funérailles, réunion d'une session commune du comité central du parti, du conseil des ministres et du présidium du soviet suprême, appel à « l'unité de la direction », mise en garde contre « la panique et la confusion ».

Assurer « la succession »

C'est ce qui fut fait en 1953 et à peu de choses près — plus de prudence dans les formulations — ces derniers jours avec la désignation de la même commission d'organisation, la réunion générale des corps constitués de hiérarques. Toute cette hâte n'a évidemment qu'un but : combler la « vacance du pouvoir », assurer « la succession » comme dit la presse bourgeoise ravie, et l'assurer au plus vite en enchaînant, après l'annonce de la mort, sur celle d'une désignation qui a été en réalité faite pendant le fameux intervalle...

L'histoire des années d'après 1953 montre cependant que tout n'est pas si simple ni si facile pour les dirigeants du Kremlin. En 1953, les commentateurs

spécialisés n'ont même pas eu le temps de relever que Nikita Khrouchtchev présiderait la commission d'organisation, ce qui était pour eux « un signe », que Malenkov était désigné comme le successeur de Staline, qui avait d'ailleurs fait de lui son dauphin.

Et l'on sait que Malenkov allait cependant céder sa place à Khrouchtchev et Khrouchtchev à Brejnev — pourtant encore éloigné en 1953 des premiers numéros de la file.

En 1982, en revanche, tout a apparemment baigné dans l'huile de ce point de vue : on a pu à loisir souligner qu'Andropov était chargé de présider la commission d'organisation des funérailles, et ces commentaires n'étaient pas achevés qu'Andropov était désigné comme premier secrétaire, c'est-à-dire comme le « numéro un » de la bureaucratie soviétique...

D'autres différences sautent aux yeux. Ainsi, en 1953, le dauphin, nous l'avons dit, était désigné. L'homme choisi par Staline et investi de sa confiance, Georges Malenkov, a pris la succession promise. Mais il n'a pu la prendre qu'avec l'aide efficace de l'ancien chef de la police, le MVD, le tout-puissant Béria qui avait, au moins officiellement, abandonné depuis quelque temps ses responsabilités policières.

Et c'est Béria qui, avant même que soit annoncée la mort de Staline, fit démembrer les dossiers que Staline avait conservés à portée de sa main. Ce sont également des hommes de Béria, des troupes d'élite du MVD, qui ont occupé les principaux ministères et contrôlé les voies d'accès à la place Rouge. Et cela au moment même où l'accent était mis dans les proclamations sur la nécessité de « l'unité de la direction ».

En 1982, il semble que le dauphin avait été désigné également, comme tous les principaux collaborateurs de Brejnev, parmi ceux que ses pairs appelaient « la mafia de Dniépropétrovsk ». Constantin Tchernenko pourtant

n'aura jamais atteint sans doute que l'avant-dernière marche : ce n'est pas lui qui succède à Brejnev, mais Andropov.

L'ancien chef du KGB

Comme Béria en 1953, Andropov est l'ancien chef du KGB et de la police, qu'il a laissés aux mains d'un de ses hommes de confiance il y a quelques mois. Le chef de la police politique de la veille est, cette fois, le successeur désigné, direct, officiel.

Iouri Andropov a-t-il fait déménager par ses hommes de main les dossiers d'archives que Brejnev ne manquait certainement pas de conserver dans son coffre personnel ? A-t-il, dans la nuit du 11 au 12 novembre, ou plus tard, fait occuper les ministères et barrer les accès à la place Rouge ? Quelles mesures militaro-policières ont-elles été prises pendant le laps de temps de la désignation réelle du nouveau « numéro un » ?

Nous n'en savons rien. Ou du moins nous n'en savons encore rien. Car en mars 1953 et pendant les mois qui ont suivi, nous ignorions tous, malgré les dépêches et les envoyés spéciaux, ce que Béria avait fait pendant la nuit de l'information retardée pour préparer l'appel à « l'unité de direction ».

Bien entendu, feu Léonide Brejnev n'était pas Joseph Staline et l'on pense ici à l'aphorisme de Marx sur la répétition sous forme de farce de certains événements historiques.

Ce qui mourait avec Staline, c'était le stalinisme triomphant dans la misère des années trente, le régime des tueurs de vieux-bolcheviks, des bureaucrates et militaires incapables, responsables de tant de sang versé dans une guerre impréparée et pourtant prévisible, les déportations de peuples soviétiques entiers, la grande purge de l'après-guerre, l'immensité des camps du Goulag.

Ce qui meurt avec Brejnev, c'est le même régime et la même abjection, mais en fragile, en condamné, en décomposé. Depuis des mois, on savait en 1953 que Staline préparait une purge d'une ampleur comparable à celle de l'immédiat avant-guerre : le « complot des médecins » — « des assassins en blouse blanche », comme écrivait *L'Humanité* — avait permis à la *Pravda* de rejouer les airs connus de l'ouverture de nouveaux procès avec des accusés soumis.

Enfoncé dans la nuit de sa sclérose, Léonide Brejnev préparait-il quelque riposte aux désagréables attaques qui lui avaient fusé sous le nez ces derniers mois, ces dénonciations, pour corruption, de personnes proches de sa propre fille Galina ? En 1953 — mais on l'ignorait alors — un groupe d'officiers supérieurs conduits par le général Moskalenko agissait pour obtenir la libération de leur collègue Novykov, récemment arrêté, et la tête de son accusateur, le général Vassili Staline, le fils du « numéro un »...

Et l'on ignorait aussi que, quelques mois plus tard, mitrailleuse au poing, conduits par Joukov et Moskalenko, d'accord avec Krouchtchev et Malenkov, ces mêmes officiers allaient bondir dans la salle du Politburo et braquer leurs armes sur Laurent Béria...

Nombre de foyers

Il n'y a pas aujourd'hui de « complot des médecins », de militaires prêts à mettre la main à la pâte pour régler les problèmes de succession ? Voire. Il y a quand même quelques petits problèmes. Arvid Pelche est-il mort ou bien vivant ? Kirilenko est-il limogé, retraité, décédé ? Nous ne savons ni ce qui est vrai, ni si cette fumée est produite par un feu.

Après la mort de Staline, la réhabilitation des médecins du Kremlin révéla que ce feu était un incendie — et cet incendie allait ébranler tout l'édifice. Il y a sans doute aujourd'hui nombre de petits foyers. Les commentateurs soulignent qu'Andropov se dit décidé à poursuivre l'œuvre de Brejnev. Est-il concevable qu'il s'exprime autrement, même si son intention était d'« innover » ?

S'il devait s'écarter de la politique de Brejnev, ce serait tout de même en affir-

mant qu'il lui reste fidèle. Une partie de la presse assure qu'Andropov est certes un policier, mais que ce policier est un « libéral », voire « un peu démocrate ». Passons sur les réflexions qui démontrent de la part de leurs auteurs aussi peu de compétence et une bonne dose d'humour involontaire.

L'histoire de la succession de Staline et du rôle qu'y a joué Béria démontre qu'en pays stalinien le chef de la police politique — et lui seul — a entre les mains sous des formes diverses tous les « sondages d'opinion » et se trouve par conséquent le seul capable de mesurer la haine qui monte et atteint la cote d'alerte, les aspirations qui cherchent à déborder les barrières anciennes.

Parce qu'il était un policier bien informé, Béria fut partisan des réformes d'en haut, conçues comme moyens d'entraver la marche à la révolution par le bas. Et c'est peut-être même parce que ses collègues de la « direction collective » lui reprochèrent d'avoir joué à l'apprenti-sorcier en déclenchant ainsi des forces que personne ne pouvait maîtriser qu'à grands frais, qu'ils se débarrassèrent finalement de lui.

Rien, au moment où j'écris ces lignes, n'est venu indiquer ou démentir que Iouri Andropov puisse appartenir à la même catégorie de « guépéoutiste éclairé » — ce qui serait finalement le terme le plus adéquat.



L. Brejnev.

ment l'explosion populaire qu'ils ont peur de la voir passer même dans le trou d'une aiguille.

Léonide Brejnev meurt sans avoir jamais pris d'autre initiative que celle de cogner ou de serrer la vis, faute sans doute d'avoir connu, voire pu utiliser ou simplement imaginer d'autres méthodes.

Au premier avait succédé l'homme qu'il avait choisi, avec la protection de celui qu'il voulait abattre. Au second vient de succéder celui qui convoitait la place du successeur désigné : c'est la preuve que même les maîtres tout-puissants de la bureaucratie du Kremlin ne font pas l'histoire qu'ils voudraient faire, ou, plus exactement, que cette dernière est capable de leur échapper — et leur échappe.

Le moteur de l'histoire soviétique

L'après-Staline l'avait déjà démontré : Malenkov repoussé dans son coin par la « direction collégiale », Khrouchtchev monté au pouvoir sur les épaules de ladite direction, chassé ensuite par une coalition qui refait une direction collective sur laquelle finit par s'asseoir Léonide Brejnev...

Qui, après ce rappel, va parier sur l'avenir d'Andropov ? Peut-être en effet cet « homme jeune » de soixante-huit ans a-t-il quelques chances d'avoir



Staline.

Un fragile équilibre

De la mort d'un « numéro un » à un autre, que s'est-il donc passé et la comparaison entre les réactions à la disparition de Staline et à celle de Brejnev est-elle susceptible de nous éclairer sur l'avenir de l'URSS ? Sans aucun doute, si l'on s'en tient au mouvement général.

Staline, qui avait été l'incarnation de la bureaucratie dans sa lutte contre le bolchevisme et ses traditions révolutionnaires et égalitaires, avait été le champion des privilégiés, de l'inégalité sociale, du pouvoir absolu usurpé, exercé au nom du peuple et contre lui.

Il est mort en 1953 au moment où toute la société soviétique — y compris une très importante fraction de la bureaucratie — se révoltait contre la camisole de force qui lui avait été imposée après la destruction du Parti bolchevique et la défaite de la révolution sous les coups de l'appareil.

L'homme qui est mort en novembre 1982 au Kremlin avait réussi, non sans mal, ni surtout sans risques, à préserver un fragile équilibre entre ceux des bureaucrates en chef qui sont prêts à prendre des risques pour moderniser leur domination et leurs moyens de l'exercer, et ceux qui redoutent telle-

un peu plus d'avenir politique que les vieillards qui furent ses rivaux et vont tenter de se faire passer quelque temps pour ses pairs.

Mais l'avenir n'appartient ni à lui ni à eux. N'en déplaise à tous ceux qui aujourd'hui soulignent en cœur, pour s'en extasier, ce qu'ils appellent la « passivité totale » de la masse soviétique, ce sont précisément les mouvements et les aspirations de cette masse, ses tressaillements, ses sursauts, son attention passionnée et même son silence devant la Pologne, sa sensibilité à l'Afghanistan, son horreur des privilèges, sa haine croissante des privilégiés qui bâfrent, dans un monde qui a faim, c'est précisément tout cela qui constitue aujourd'hui le moteur de l'histoire soviétique.

C'est d'ailleurs pour cette exacte raison, et souvent sans en avoir conscience, que des millions de lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs ont détourné la tête ou tourné le bouton devant les bavardages fébriles des kramlinologues de service dans les *mass media* : l'histoire qui a commencé en 1953 n'est plus de leur compétence.

Cela se sent.

Pierre Broué

Tribune internationale - La Vérité

Revue mensuelle

(Les articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction)

Comité de rédaction : Gilberto Avelino, Pierre Broué, Humberto Campodonico, Luis Favre, François Forgeue, Raul Gomez, Camilo Gonzalez, Miguel Orozco, Ruben Rivera.

Directeur : Pierre Lambert

Rédaction : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris - France

Imprimerie : Abexpress - Bondy - France

Commission paritaire n° 51 695

ISSN 0294 - 3573

Gamma : Johnson (page 1) - Bulka (page 2) - Abbas (page 3) - Agence (page 15) - Wells (page 19). Sygma : Keler (page 1) - Spengler (page 3) - Agence (page 4) - Philippot (page 5) - Agence (page 14) - Nogues (page 20). Upi : page 1. Keystone : page 16. Roger Viollet : page 18. Visions : Poucda (page 14) - Damien (page 7). Vera Lucia : pages 11 et 13. DR : pages 1, 3, 4, 10.

ABONNEMENT à Tribune internationale - La Vérité

10 numéros - 1 an

France pli ouvert 100 F

..... pli fermé 150 F

Europe pli ouvert 100 F

..... pli fermé 150 F

Algérie - Amérique - Asie pli ouvert 150 F

..... pli fermé 450 F

Chèque ou mandat à l'ordre de

Gérard Iltis, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 - Paris